

**Mémoire de recherche pour
le Master**

Mention « Sciences Politiques »

Spécialité « Sociologie du politique et de l'action publique »

Parcours : Politique et développement en Afrique et
dans les pays du Sud

2010- 2011

**L'émergence économique des Mukheristas
au Mozambique :
quels impacts sur les relations de genre ?**

Léa Barreau-Tran

Sous la direction de M. Dominique Darbon

Professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux

Sommaire

Mémoire de recherche pour le Master	1
Spécialité « Sociologie du politique et de l'action publique ».....	1
Parcours : Politique et développement en Afrique et.....	1
dans les pays du Sud	1
2010– 2011	1
SOMMAIRE	2
REMERCIEMENTS	5
RESUME – MOTS CLES	7
INTRODUCTION	9
1. LE MUKHERO	13
2. RELATIONS DE GENRE ET SITUATIONS D'EMERGENCE	17
3. LES LIMITES D'UN PREMIER TERRAIN D'ENQUETE	20
4. LES DEFIS METHODOLOGIQUES POUR OBSERVER LE MUKHERO.....	22
5. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESE	27
1^{ERE} PARTIE : TRAVAIL DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE	
INFORMELLE : LE GENRE COMME OUTIL D'ANALYSE	28
1. LA CONSTRUCTION D'UNE APPROCHE DES RAPPORTS DE GENRE	28
2. LE GENRE : MARQUEUR DE RELATIONS DE POUVOIR.....	30
3. LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL DANS L'ECONOMIE INFORMELLE	32
4. RECONNAISSANCE DU TRAVAIL DES FEMMES DANS LE SECTEUR INFORMEL..	37
5. QUESTIONNER L'EMANCIPATION FEMININE : ENTRE INDIVIDUALISATION ET AUTONOMISATION	40
6. <i>CONCLUSION DE LA 1ERE PARTIE</i> :	45
2^{EME} PARTIE : LE MUKHERO, UNE ALTERNATIVE À LA PAUVRETÉ :	
STRATEGIES ET CHOIX DE VIE	47

1.	UNE EMERGENCE ECONOMIQUE VULNERABLE ?.....	47
2.	LES STRATEGIES HYBRIDES DE FINANCEMENT	52
2.1.	<i>Louisa : l'émergence par le crédit bancaire :.....</i>	54
2.2.	<i>Dona Guilda : « tout ce que j'ai ce sont des dettes » !.....</i>	56
3.	STRATEGIES MATRIMONIALES POUR CONTOURNER LA DOMINATION MASCULINE	60
3.1.	<i>Ana : le mukhero une alternative au chômage.....</i>	60
3.2.	<i>Hortensia : une alternative à l'abandon.....</i>	63
3.3.	<i>Lina : se reconstruire après une séparation</i>	65
3.4.	<i>Florina : le mukhero pour échapper à la violence domestique.....</i>	67
4.	CONCLUSION DE LA 2EME PARTIE :.....	68
3^{EME} PARTIE : LE CORPS COMME RÉVÉLATEUR DES RELATIONS DE GENRE ET DE POUVOIR À LA FRONTIÈRE		69
1.	LES RAPPORTS DE GENRE ET DE POUVOIR A LA FRONTIERE	69
2.	ENTRE UN CORPS VULNERABLE ET UN CORPS-MARCHANDISE.....	75
3.	L'INCORPORATION DE LA DOMINATION MASCULINE	78
4.	LE PATERNALISME ASSOCIATIF ET LA SOUMISSION A L'AUTORITE D'UN CHEF	81
5.	CONCLUSION DE LA 3EME PARTIE :.....	84
4^{EME} PARTIE : L'IMPACT DE L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE SUR LA SPHÈRE PRIVÉE :.....		86
1.	IMPACTS DE LA PETITE PROSPERITE SUR LES RAPPORTS DE GENRE DANS LA SPHERE PRIVEE	86
2.	CHOIX MATRIMONIAUX ET RAPPORTS DE GENRE : ENTRE RUPTURE ET CONTINUTE	90
3.	L'IMPACT DE L'ACTIVITE DU MUKHERO SUR LES CAPACITES DE NEGOCIATION 93	
4.	L'« ENTREPRISE » DE CONSERVATION DES INEGALITES DE GENRE	97
5.	ÉMANCIPATION ECONOMIQUE OU CHARGE DE TRAVAIL ACCRUE ?	99
6.	CONCLUSION DE LA 4EME PARTIE :.....	104
CONCLUSION.....		105

BIBLIOGRAPHIE	108
1. METHODOLOGIE :.....	108
2. RAPPORT DE POUVOIR ET SOCIOLOGIE DE LA DOMINATION :.....	108
3. LE CONTEXTE MOZAMBICAIN :	109
4. LES ETUDES DE GENRE :.....	110
5. RAPPORTS DE GENRE AU MOZAMBIQUE :	110
6. GENRE ET ECONOMIE INFORMELLE :	111
7. ÉCONOMIE INFORMELLE AU MOZAMBIQUE :	112
8. LA FRONTIERE ET LA CONTREBANDE FRONTALIERE:	112
9. LE TRAVAIL DES FEMMES AU SUD:.....	113
TABLE DES ANNEXES	114
ANNEXE 1 : GRILLE D'ENTRETIEN (AVANT LE DEPART, NON MAINTENUE EN PRATIQUE).....	115
ANNEXE 2 : GRILLE D'ENTRETIEN (REALISEE SUR LE TERRAIN) ..	119
ANNEXE 3 : PROFILS DES ENQUETES	121
ANNEXE 4 : TABLEAU COMPARATIF DES TRAJECTOIRES.....	124
ANNEXE 5 : CARTE POLITIQUE DU MOZAMBIQUE.....	130
ANNEXE 6 : PHOTOGRAPHIE :	131
ANNEXE 7 :PHOTOGRAPHIE	132
ANNEXE 8 : ILLUSTRATIONS : LA FRONTIERE DE RESSANO GARCIA	132

Remerciements

Un mémoire est une aventure passionnante, douloureuse et solitaire. Sans l'appui d'un ensemble de personnes et d'ami(e)s je ne serais peut-être pas arrivée au bout de ce voyage.

Je remercie donc très chaleureusement mes amies et collègues de Master pour leur soutien moral tout au long de la rédaction. Merci à Chloé Josse Durand pour son amitié, pour m'avoir fait connaître l'IFAS et m'avoir donné le goût de la recherche. Merci à Caroline Absi pour ses relectures et ses conseils pertinents qui m'ont recadré de nombreuses fois. Merci à Madeline Brocchetto pour ses « coups de pied aux fesses » et à son fameux slogan « force et robustesse ».

Je remercie vivement mon directeur de mémoire Dominique Darbon d'avoir cru en mes capacités de recherche pour réaliser un terrain. Ses commentaires et ses critiques sur mon mémoire ont toujours été très stimulants. J'en profite pour remercier les membres du groupe de recherche sur les classes moyennes en Afrique pour leurs conseils méthodologiques et nos discussions sur les thématiques de l'émergence économique.

Un grand merci à Michel Cahen qui suit mon parcours depuis mon entrée en Fifpo et m'a toujours incité à faire de la recherche. Nos échanges pendant le terrain m'ont permis d'avoir un regard plus critique sur la réalité mozambicaine. Je le remercie vivement pour sa précieuse relecture et ses critiques.

Je remercie tout particulièrement Daniel Belet, mon parrain de cœur de Sciences Po Bordeaux pour son soutien inconditionnel pendant toutes mes années d'études à l'Institut. Je le remercie pour sa relecture finale du mémoire et ses encouragements.

L'institut Français d'Afrique du Sud (IFAS) est grandement remercié pour son soutien financier sans lequel je n'aurais pas pu partir sur le terrain pendant trois mois. L'IFAS m'a permis d'établir un partenariat intéressant avec l'ONG mozambicaine Women and Law in Southern Africa (WLSA) qui m'a beaucoup soutenu pendant mon séjour.

Je remercie très sincèrement Conceição Osório, chercheuse à WLSA, d'avoir orienté ma recherche autant sur le plan méthodologique que sur les théories du genre. C'est grâce à elle que je me suis intéressée aux Mukheristas et beaucoup de mes analyses sont le fruit de nos discussions.

L'Institut d'Études Économiques et Sociales (IESE) est aussi remercié pour avoir organisé un séminaire interne le 9 août 2011 sur le thème de ma recherche afin de bénéficier des commentaires des chercheurs de l'institut. Je remercie surtout Antonio Francisco pour son écoute et ses conseils sur l'économie informelle au Mozambique.

Je remercie mon collègue et ami Andes Chivangue pour m'avoir fait partager les conclusions de ses recherches sur le mukhero et le secteur informel. Je remercie aussi Ivan Andrade pour son soutien lors de mon séjour à Maputo et ses réflexions.

Enfin, je remercie Thibaud Yevnine d'être présent et de croire en moi.

Résumé – mots clés

Ce travail a pour objectif de comprendre comment les normes de genre influent sur les processus sociaux et économiques conduisant à la pauvreté et aux voies permettant d'y échapper. Et inversement, comment les processus économiques influent sur les rapports de genre. Pour illustrer ces dynamiques nous avons choisi de travailler sur l'émergence économique des Mukheristas : micro-importatrices au Mozambique. Le travail de ces femmes consiste en l'importation informelle de produits alimentaires divers en provenance d'Afrique du Sud. Ce commerce transfrontalier appelé *mukhero* au Mozambique est une activité pratiquée en très large majorité par les femmes qui négocient chaque passage avec les douaniers. Grâce à une observation participante à la frontière auprès de plusieurs micro-importatrices nous proposons une analyse des relations de genre et de pouvoir qui s'instaurent entre elles et les douaniers. Le cas d'étude présenté dans ce mémoire permet d'observer les trajectoires de plusieurs femmes d'une même catégorie socioprofessionnelle afin de comprendre les impacts de leur émergence économique sur leurs capacités de négociation et sur les relations de genre. Ces capacités de négociation seront comprises comme un pouvoir de décision au sein de la famille ou comme des stratégies de contournement de la domination masculine. Touchant des problématiques contemporaines de l'accès au marché du travail et de l'augmentation du pouvoir de décision des femmes, nous souhaitons confronter ces présupposés aux réalités de l'enquête de terrain. La problématique de notre travail est la suivante : dans quelle mesure l'activité économique des micro-importatrices permet-elle d'établir un lien entre leur émergence économique et les transformations des rapports de genre au sein de la famille ?

Mots clés :

Émergence économique, rapports de genre, commerce informel, Mozambique, Femmes, travail, micro-importatrices, frontière.

À ma mère,
elle aussi commerçante et qui,
tout comme les femmes de mon enquête,
lutte pour faire vivre sa famille.

Introduction

« En principe, c'est pour sa survie, pour se maintenir en vie, mais en même temps, au fur et à mesure que [la mukherista] prospère, elle finit par participer au développement d'elle-même. Hier, elle vivait dans une maison en bois et en tôle. Demain elle va vouloir une maison comme cela-là¹. N'est-ce-pas ? Elle va augmenter ou améliorer ses conditions de vie et au milieu de tout ça, elle donnera du travail à ses proches, à sa cousine, à son cousin, à sa fille, à son fils... Au lieu d'être dans la rue à augmenter les taux de chômage, [sa fille] gère déjà la boutique de maman, elle est déjà sur le marché à gérer le stand de tata, et ainsi de suite ! ».

Cet extrait d'entretien avec Sudecar Novela, président de l'association *Mukhero* (Association des Petits Importateurs du Secteur Informel), illustre les trajectoires d'émergence économique des femmes qui débent dans cette activité. Beaucoup commencent avec très peu, « eu começei do zero » (j'ai commencé de zéro) « au début, j'avais 1000 rands sud-africains » (soit environ 90 euros) affirme Louisa². Aujourd'hui, cette femme d'affaire a contracté un prêt bancaire de 100 000 meticais (2500 euros) par an pour assurer le roulement de son commerce. L'expression singulière « développement d'elle-même » mérite notre attention car elle suppose l'idée d'une émancipation de la femme grâce à la petite prospérité.

Le concept de petite prospérité, souvent associé à celui d'émergence économique, n'est pas clair car il désigne une position sociale de l'entre deux. Il qualifie des « personnes qui n'ont pas d'emplois fixes ni de revenus stables mais qui arrivent à s'en sortir, à disposer d'un style de vie qui n'est pas celui que l'on assigne au pauvre, en composant avec les différents secteurs d'activité et de consommation ». Ainsi, Les stratégies d'émergence de la précarité sont mises en place « grâce au jeu des chevauchements et glissements entre formel/informel, et la

¹ Le président de l'association du mukhero Sudecar Novela se réfère ici au local de l'association fait en ciment avec de véritables tuiles sur le toit.

² Voir encadré biographique en Annexe.

combinaison de plusieurs métiers » qui permettent de sortir de la pauvreté (Nallet 2010 : 55). La petite prospérité comporte aussi l'idée d'une émergence fragile, vulnérable aux fluctuations économiques mais qui parvient à assurer les besoins primaires. La thématique que nous proposons sur l'émergence économique des femmes se focalise donc sur ces stratégies de contournement de l'extrême pauvreté et sur les signes palpables de la petite prospérité.

Pour sortir de la pauvreté, les femmes intègrent le marché du travail informel et participent de façon croissante aux revenus des ménages. Leurs rôles dans l'économie et dans le foyer se voient alors bousculés ou du moins posent-ils une série de questions sur la transformation des rapports de genre dans la famille. Plus largement, cela interroge les interférences entre les évolutions économiques et les modifications des rapports sociaux de sexe au sein de la famille. Effectivement, les phénomènes économiques contemporains qui touchent les pays africains produisent des changements sociaux et politiques qui se manifestent dans la sphère domestique (Adjamagbo 2011: 84). La notion de sphère domestique sera ici comprise comme le corps intermédiaire entre l'individu et l'État, et comme le lieu où se construisent les rapports sociaux et de pouvoir dans la famille.

Dans les sociétés contemporaines africaines, le chômage du mari pousse la femme à travailler. Elle a moins de temps pour s'occuper des enfants, elle passe plus de temps à l'extérieur et endosse plus de responsabilités. Ainsi, la structure économique ambiante affecte l'organisation traditionnelle de la famille qui relègue la femme au travail reproductif et l'homme au travail productif. De la même façon, les bouleversements qui affectent la sphère privée produisent un impact sur le plan économique. Face à l'augmentation des divorces, les femmes seules doivent trouver des alternatives comme le commerce informel pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Ce rapport dialectique entre sphère privée et sphère publique n'est cependant pas machinal, les mêmes causes ne produisant pas les mêmes effets. D'autre part, les changements qui interviennent sur le plan identitaire et psychologique sont souvent abstraits, ils rendent les rapports entre l'émergence économique et les relations de genre complexes à analyser.

Dans ces sociétés en mutation dont les sciences sociales essayent de capter les tendances et les significations, le genre constitue une variable à partir de laquelle s'organise une division sociale perceptible notamment dans le travail ou dans la répartition des rôles dans la sphère domestique. Dans les sociétés africaines, les changements qui affectent la structure de genre en mouvement ne peuvent plus être compris à partir de l'opposition classique modernité/tradition. En effet, la participation croissante des femmes au marché du travail bouleverse la configuration des rapports de genre dans la famille. Comme tout phénomène social, les relations de genre doivent être analysées de façon dynamique puisqu'elles sont en perpétuellement transformation. Dans cette perspective, Willy Musitu Lufungula, dans son article *La femme congolaise: pilier de l'économie informelle en milieu urbain* (2006) montre que l'économie informelle constitue une dimension fondamentale du processus de changement socio-culturel en Afrique noire. Suivant le même processus qu'au Mozambique, la République Démocratique du Congo a connu une forte crise économique dans les années 1990 qui a poussé les femmes à s'investir dans le secteur informel. L'auteur va plus loin en affirmant que le travail et la petite prospérité des femmes provoquent des conflits dans la sphère intime :

« Il est parfois reproché au travail lucratif de la femme mariée dans l'économie informelle en dehors du foyer les risques accrus d'infidélité, la négligence ou l'imperfection des soins et de l'éducation des enfants, l'arrogance vis-à-vis de son mari pouvant conduire à l'insubordination, au mépris, au dénigrement de ce dernier voire au divorce » (Musitu 2006 : 6).

Cette idée justifie l'intérêt de notre recherche puisque l'émergence économique des femmes pose un ensemble de problèmes dans les relations conjugales. L'auteur parle de « risques sur la famille des comportements déviants de la femme (relâchement des relations conjugales, instabilité du ménage, divorce, phénomènes d'enfants dans la rue etc. » (2006 : 7). Sans entrer en détail dans cette discussion, nous souhaitons montrer que ces phénomènes d'émergence économique reconfigurent et interrogent les rôles de genre.

La reconfiguration des rapports de genre est intrinsèquement liée aux questions d'ordre identitaire. Dans l'introduction de son ouvrage *Buscando Sentido* (2008) sur l'identité sexuelle et de genre des jeunes adolescents au Mozambique, Conceição Osório lie son analyse de genre aux questions identitaires :

« Quand nous faisons référence au processus de construction identitaire nous devons prêter attention aux facteurs qui structurent les formes et les dimensions particulières de l'inégalité. Concrètement, nous faisons référence à la hiérarchie de genre qui exprime, organise et réorganise une réalité fondée sur la distinction de pouvoir entre les femmes et les hommes. Les identités sociales des hommes et des femmes expriment un ensemble de normes et de valeurs qui, conditionnant les représentations et les pratiques sociales, révèle les caractéristiques du modèle culturel du féminin et du masculin » (2008 : 12-13).

Nous comprenons donc les problématiques d'émergence économique comme partie intégrante d'une construction identitaire qui se réalise à partir de contraintes et de capacité de choix sur la trajectoire de vie.

Par ailleurs, l'analyse de ces trajectoires de petite prospérité devra prendre en compte la question urbaine. Incontestablement, le destin d'une femme qui réside en pleine capitale sera foncièrement différent de celui d'une femme qui a grandi dans la ville de Tete à l'extrême nord du Mozambique. Même en milieu urbain, l'immense variété des trajectoires de vies des femmes qui luttent contre la pauvreté ou qui connaissent des formes de petite prospérité nous a obligé à recentrer le sujet sur une catégorie spécifique de travailleuses. Partant d'une problématique générale sur l'impact de l'émergence économique des femmes en milieu urbain et la reconfiguration des rapports de genre, nous avons fait le choix d'observer les stratégies des micro-importatrices dans le commerce transfrontalier. La catégorie socioprofessionnelle des micro-importateurs et importatrices du secteur informel qui transportent des produits entre l'Afrique du Sud et le Mozambique a attiré notre attention car elle est composée de plus de 80% de femmes et a connu une forte croissance depuis les années 1980 (Chivangue 2007 : 23). D'autre part, la spécificité de cette activité économique qui exige une grande mobilité des femmes

et une confrontation avec l'autorité douanière à chaque passage de la frontière nous permettait d'explorer les rapports de domination/soumission dans les relations de travail. À travers plusieurs observations participantes à la frontière sud-africaine et des entretiens auprès d'une dizaine de micro-importatrices dans leurs foyers, nous avons exploré certaines pistes de réflexion sur les relations entre la position sociale d'une catégorie connaissant une petite prospérité et les rapports de genre qui en sont sous-jacents.

1. Le mukhero

Le mukhero est synonyme de commerce transfrontalier mais aussi d'économie informelle. Le terme « informel » a été utilisé pour la première fois par K. HART dans sa communication présentée en septembre 1971 à l'Institute of Development Studies, à l'Université de Sussex (Grande Bretagne). Il a été ensuite repris la même année dans un rapport sur le Kenya rédigé par les experts du Bureau International du Travail (BIT) dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi. Le « secteur informel » désignait pour le BIT « toutes les activités s'exerçant généralement dans les milieux urbains des pays du tiers monde et caractérisées par la facilité d'entrée, le marché de concurrence non réglementé, l'utilisation des ressources locales, la propriété familiale de l'entreprise, la petite taille des activités, les technologies adaptées à forte intensité de travail et les formations acquises en dehors du système scolaire » (Musitu 2006 : 1). Le mukhero se réfère donc à une catégorie particulière de travailleurs qui pratique le commerce informel et partage les caractéristiques de ce secteur.

Nous comprendrons la « catégorie » au sens de Luc Boltanski (1987) comme un processus politique qui s'institutionnalise dans un discours administratif et s'objective dans les représentations à la fois sociales, politiques et cognitives. À partir de là, nous nous intéressons aux façons dont les « mukheristas » sont perçues dans la société mozambicaine et à leurs représentations d'elles-mêmes en tant qu'actrices économiques et en tant que femmes. La dénomination « mukherita » est

utilisée par les travailleurs eux-mêmes qui réactivent cette catégorie en se qualifiant « eu sou mukherista » (je suis mukherista) au lieu d'« importateur du secteur informel ». Mal comprise ou négativement perçue, la qualification d'« informel » apparaît rarement dans le discours des mukheristas. Cette catégorie de travailleurs et sa dénomination proviennent du terme « mukhero » qui désigne l'importation de produits en faible quantité provenant d'Afrique du Sud à travers le passage de la frontière sans payer les taxes douanières.

Le terme « mukhero » est une création linguistique hybride composée de la particule « mu » qui marque le singulier ou l'individu en langue locale, le verbe anglais « carry » et la terminaison portugaise « o ». Les « mukheristas » sont alors les personnes, homme ou femme, qui s'adonnent à cette pratique. Selon le président de l'Association du mukhero, Sudecar Novela, le terme trouve ses origines dans l'expression anglaise : « may you help me carrying this bag to that side? » (Chivangue 2007 : 28) utilisée dans la zone Sud du pays à la frontière de la Namaacha pendant la guerre civile³. La rareté des produits et la grave crise alimentaire que connut le pays obligeaient à importer illégalement d'Afrique du Sud. Les habitants de la région et les travailleurs de la frontière portaient les provisions d'un côté à l'autre de la frontière, très souvent sur leur tête. Cette pratique, développée à grande échelle, produit le néologisme luso-anglo-bantou désormais utilisé au niveau institutionnel pour qualifier l'activité économique d'importation informelle avec l'Afrique du Sud.

Micro phénomène, le mukhero profite aussi de la situation géographique de Maputo. Capitale administrative et économique du Mozambique, sa position géographique favorise les échanges commerciaux avec les pays frontaliers comme l'Afrique du Sud et le Swaziland. L'importation et l'inflation des prix des produits alimentaires est un problème majeur au Mozambique. En effet, entre 2002 et 2010, les prix des produits alimentaires ont connu une inflation moyenne de 11,3% qui conduisit les ménages à allouer une partie toujours croissante de leurs revenus aux biens alimentaires (Wuyts 2010 : 2). L'activité du mukhero profite donc de la

³ La guerre civile au Mozambique a débuté en 1977, deux ans après la fin de la guerre d'indépendance du Mozambique. Elle opposa le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) à la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO). La guerre a cessé en 1992 avec les Accords de Rome.

pénurie alimentaire et de la flambée des prix pour importer des biens alimentaires ou des produits de première nécessité disponibles à moitié prix en Afrique du Sud. Les échanges entre le Mozambique et l'Afrique du Sud sont facilités par une autoroute symboliquement nommée « corredor » (couloir) ou de MDC (Maputo Development Corridor) qui joint la frontière sud-africaine au port de Maputo (Lundin 2003: 98). Cet accès à la mer a longtemps été perçu comme une opportunité économique mais les relations de dépendance et le manque d'infrastructures du pays n'a pas apporté les fruits escomptés. Le Mozambique est bordé par cinq pays avec lesquels il existe de nombreux « couloirs » où s'échange des biens et des hommes chaque jour.

En effet, ce phénomène n'est pas spécifique au Mozambique ni à la frontière sud-africaine puisque la « contrebande » est une réalité dans toute l'Afrique et toutes les zones frontalières du monde où il existe un différentiel économique qui rend les échanges économiquement avantageux. La composante informelle des modes de transport de la marchandise constitue aussi une caractéristique de ces importations qui transitent en contournant les lois d'un État. Comme le soulignent Lundin et Taylor (2003: 98), le contexte mozambicain favorise ce type de commerce informel puisque l'État qualifié de « weak state »⁴ se trouve dans l'incapacité de réguler ses frontières. Ainsi,

« Les marchandises importées au Mozambique entrent dans le pays presque toujours sans le paiement de droits, en grande partie à cause des arrangements corrompus entre les entrepreneurs et les autorités des frontières. En plus d'être une perte de revenus pour l'État, c'est également une concurrence injuste pour l'industrie locale. Cela crée une situation où le Mozambique est devenu un pays consommateur de produits et services fabriqués et fournis par l'Afrique du Sud» (Lundin et Taylor 2003:101).

Cette relation de dépendance avec l'Afrique du Sud au niveau économique a affaibli les capacités de l'État mozambicain, situation aggravée par les logiques

⁴ En français, le terme « weak state » peut être traduit par État failli, État en déliquescence ou État défaillant. Un « weak stat » un est un État qui ne parvient pas à assurer ses missions essentielles, particulièrement le respect de l'état de droit.

anti-étatiques du néolibéralisme. L'absence d'une capacité de l'État mozambicain à réguler la frontière favorise les pratiques de corruption des douaniers (Lundin et Taylor 2003: 102). Profitant de ce système de corruption, le mukhero fonctionne sur un accord monétaire informel entre douaniers et importateurs qui permet le passage de la frontière sans le paiement des droits.

Les voyages effectués pour l'achat des produits sont réalisés en moyenne une à deux fois par semaine en minibus ou en voiture privée en fonction du niveau économique des importatrices. Le trajet entre Maputo et la Frontière de Ressano Garcia en Afrique du Sud dure environ une heure, le passage de la frontière se fait à pied après un contrôle d'identité (voir photographie en Annexes). Les mukheristas prennent ensuite un transport jusqu'aux entrepôts de Komatiport où elles achètent des produits divers (huile, farine, œuf, yaourts, boissons, couches, viande congelée...). Les produits sont transportés d'entrepôts en entrepôts pour être ensuite regroupés dans un camion ou un mini-bus qui passera la frontière illégalement. La logistique de cette importation est un vrai casse-tête, elle demande beaucoup de patience et de savoir-faire pour négocier à chaque étape du processus. Lors du passage de la frontière, les micro-importatrices doivent négocier le prix du pot-de-vin avec un douanier qui laissera, en fonction de la somme, la voiture partir sans être contrôlée par les services officiels. Le long de la route vers Maputo, le véhicule contenant la marchandise sera encore contrôlé deux ou trois fois. À chaque poste de douane, les mukheristas doivent laisser une somme qui varie entre 300 à 3000 meticais, ce qui correspond parfois à la totalité de leurs bénéfices. Pour réaliser des bénéfices, les mukheristas récupèrent la TVA sud-africaine qui correspond à 14% du prix de leurs produits.

Cette forme particulière de contrebande en quantités réduites est devenue très courante au Mozambique depuis les années 1980, devenant une alternative au chômage et à la pauvreté. Elle est passée d'une activité « illégale » à une activité reconnue comme socialement utile, voire institutionnalisée à travers des associations du secteur informel (Francisco, Paulo, 2006). Les femmes qui pratiquent cette activité constituent la grande majorité de ces travailleurs du secteur de l'importation informelle. En conséquence, le commerce transfrontalier

est généralement représenté comme une activité féminine alors qu'elle exige un fort degré de mobilité, nécessite beaucoup de force physique et comporte de nombreux risques si la marchandise est saisie par l'autorité douanière. Les rapports sociaux de sexe qui s'instaurent entre les acteurs économiques dans le commerce transfrontalier sont un terreau fertile pour comprendre le lien entre émergence économique et autonomisation des femmes.

2. Relations de genre et situations d'émergence

Dans l'introduction de l'ouvrage collectif *L'identité genrée au cœur des transformations*, Chrystelle Grenier Torres (2010), souligne que « s'interroger sur la notion d'identité genrée aux prises avec des transformations qu'elle qu'en soit leur nature (politique, sociale, économique, culturelle) invite à analyser les processus à l'œuvre qui participent à construire cette identité et qui sont eux-mêmes pris dans une dynamique de changement. Les transformations peuvent se jouer à différents niveaux physiques et sociaux : celui du corps, du statut, de l'identité sexuelle, des règles et des lois » (2010: 14). Cette citation nous amène à penser la problématique de l'émergence économique au cœur de dynamiques plus globales de changements sociaux et de transformations des rôles de genre. L'accès des micro-importatrices à un revenu et à statut économique supérieur à ceux de leurs conjoints provoque une modification qui se manifeste plus ou moins clairement dans les choix réalisés par ces femmes. Sur l'ensemble des femmes de notre enquête la totalité possèdent des revenus supérieurs à ceux de leurs conjoints. Dans ce contexte, les rapports de genre peuvent être perturbés ou questionner et aboutir, de façon plus ou moins visible, à un changement identitaire.

Par le biais de l'observation de la microréalité du mukhero⁵, nous souhaitons mettre en lumière les rapports de genre qui s'établissent dans un contexte économique comme celui de la frontière. Ce cas d'étude nous permettra de comprendre en quoi les changements statutaires sont constitutifs de mutation des rapports de genre. C'est-à-dire, saisir les liens d'influence, les passerelles, les relations d'interdépendance entre la sphère publique et à la sphère privée, entre le travail et à maison, voire entre le genre et la classe sociale. Les réflexions sur les rapports entre sexe et classe sont très présentes dans les études féministes qui dépassent la tradition matérialiste, en montrant que le rapport de classe n'épuise pas l'expérience de la domination vécue par les femmes. Elsa Dorlin (2009) montre que la pensée féministe en élaborant des outils d'analyse comme le mode de production domestique ou les rapports sociaux de sexe parvient à travailler sur l'imbrication de trois déterminants des rapports sociaux de la domination : le sexe, la classe et la race. Thème particulièrement abordé par le Black Feminism⁶, l'imbrication des problématiques raciales, sexistes et des rapports sociaux de classe offre de nouvelles perspectives aux études de genre. Nous n'aborderons pas dans ce mémoire les problématiques raciales (très complexes en soi) mais nous nous intéresserons aux rapports de classes afin de voir en quoi l'interprétation classiste gagne à être croisée avec la perspective de genre.

Ces rapports de classes et de sexe sont très présents dans les interactions entre travailleurs des frontières, micro-importatrices et douaniers. On perçoit tout d'abord un rapport de classe entre les travailleurs possédant peu de capital économique et les fonctionnaires des douanes qui se situent au niveau supérieur de la fonction publique. Ainsi, les importateurs bénéficient de beaucoup moins de

⁵ Nous parlons ici de microréalité du mukhero car nous nous basons sur l'observation d'une pratique locale, spécifique à la frontière Ressano Garcia au Sud du Mozambique. L'étude de cas se concentre donc sur un phénomène délimité, c'est-à-dire une réalité micro-économique qui servira d'illustration à notre propos.

⁶ Le Black feminism est né d'un conflit au sein du mouvement des droits civiques et du mouvement féministe nord-américain lors des années 1970. Les femmes afro-Américaines de ce mouvement revendiquaient la nécessité de lier ensemble les problématiques du sexisme, du racisme et de l'oppression de classe. Voir l'introduction d'Elsa Dorlin dans *Black feminism Revolution ! La Révolution du féminisme Noir !* (L'Harmattan, 2007).

ressources pour négocier des conditions de passages. Selon l'interprétation marxiste cette classe de travailleurs serait assimilée au prolétariat qui ne possède que sa force de travail dans un rapport de force inégal. La question qui se pose alors est celle de savoir si la composante de genre renforce ce rapport d'oppression ou si elle remet en cause l'interprétation de classe ? Sur ce point, on remarque que la confrontation entre les femmes micro-importatrices et les hommes des douanes mêle un rapport de domination/soumission à un rapport de séduction dans un but de stratégie commerciale. Dans ce sens, les rapports de genre constituent un facteur supplémentaire de la domination des douaniers sur les femmes mais ils représentent aussi une ressource mobilisable par les femmes. Nous développerons ces questions sur les rapports de pouvoir et la mobilisation des ressources par les acteurs tout au long de ce mémoire en portant une attention aux mouvements du corps, aux discours et aux stratégies de contournement des rapports dominants de sexe et de classe.

Ces problématiques nous permettront de discuter les conditions d'autonomisation des femmes dont les principales reposent sur la participation au marché du travail et l'acquisition d'un revenu à soi. L'impact de la participation au marché du travail sur les rapports de genre dans la sphère privée sera alors questionné afin de comprendre les évolutions dans les trajectoires individuelles. On soulignera aussi la pluralité et l'ambivalence des cadres de références à partir desquels se construisent les identités. L'identité féminine se construit donc sur un ensemble de contradictions, c'est-à-dire un ensemble de systèmes normatifs appartenant à la fois aux valeurs traditionnelles de la famille et à des conceptions individuelles d'émancipation. Un conflit identitaire peut justement trouver sa source dans cette contradiction ou dans la juxtaposition de rôles sociaux difficilement conciliables (rôle de mère et de travailleuse). Pour Bauchmann, cette contradiction génère de la souffrance car il existe des tensions entre les valeurs d'autonomie des femmes (égalité entre les sexes) et le traditionalisme porté par la morale familiale (2009 : 16).

3. Les limites d'un premier terrain d'enquête

Dans leur *Guide de l'enquête de terrain*, Stéphane Beaud et Florence Weber proposent trois conditions nécessaires à l'enquête ethnographique : « que le milieu enquêté se caractérise par un degré élevé d'interconnaissance ; que l'enquêteur se donne les moyens d'une analyse réflexive de son propre travail d'enquête, d'observation et d'analyse ; que l'enquête elle-même soit de longue durée pour que s'établissent et se maintiennent entre enquêteur et enquêtés des relations personnelles » (2010 : 274). Évidemment, ces trois critères sont difficilement réalisables sur un premier terrain de moins de trois mois mais ils servent de critères de référence à partir desquels évaluer ce travail de terrain. Les erreurs commises par manque d'expérience sont aussi riches d'apprentissage et doivent être prises en compte dans l'évaluation des résultats.

Réaliser un terrain dans un pays qui m'était complètement inconnu représentait un défi colossal surtout lorsque l'enquêtrice se confronte pour la première fois à un pays d'Afrique subsaharienne. De ce fait, la durée de cette enquête de terrain (initialement prévue pour un mois) a été prolongé à trois mois afin de comprendre la réalité dans laquelle évolue le microphénomène étudié et d'instaurer une relation de confiance avec les enquêtées. Le premier mois a donc été consacré à la compréhension du phénomène du mukhero ainsi que de l'économie informelle dans laquelle il s'insère. Le caractère occulte d'une grande partie des transactions générées par le mukhero rendait l'observation complexe, notamment au niveau des relations avec l'État et avec les associations du secteur informel.

Puisque ce terrain était un premier contact avec le continent africain, une période d'adaptation a été nécessaire pour comprendre quelques aspects sociaux, comme l'ampleur du commerce informel et les problématiques inhérentes aux relations de genre dans la société mozambicaine. Le degré d'interconnaissance que préconisent Beaud et Weber était impossible parce qu'il aurait exigé une immersion plus longue dans diverses familles.

Sur le plan linguistique, les entretiens ont été réalisés en portugais mais de nombreux échanges parmi les enquêtées s'effectuaient en langue locale. Le changane (*Shangana*), pratiqué dans une partie de la zone sud du pays était prédominant dans le quotidien des enquêtées par rapport au portugais qu'elles maîtrisaient parfois difficilement. En fonction du niveau d'éducation, la compréhension mutuelle était plus difficile et le contenu de beaucoup de conversations m'échappait. Cependant, cette barrière de la langue a été perçue comme un facteur positif dans la relation de confiance entre enquêtrice et enquêtées car elle permettait aux micro-importatrices de disposer d'un espace de liberté et de maîtriser les informations qu'elles souhaitaient divulguer, renversant ainsi le déséquilibre des origines sociales entre observatrice et observées. La relation de confiance qui s'est établie avec trois micro-importatrices a confirmé cette idée, soulignant l'importance d'une négociation avec elles pour obtenir des informations du registre de l'intime ou de la sphère privée.

Les limites de ce premier terrain concernent aussi la mise en place d'une enquête focalisée sur les relations de genre à travers des entretiens et des observations. La méconnaissance des structures de genre au Mozambique a constitué un véritable obstacle puisque la réalité du terrain était brouillée par les prénotions et par un manque de recul. La complexité des rapports de genre dans une société africaine mouvante comme celle du Mozambique où les identités de genre se construisent à cheval entre plusieurs systèmes normatifs qui ne cessent par ailleurs de se réinterpréter et de se reconstruire les uns par rapports aux autres constituaient des obstacles supplémentaires. Il paraît alors évident que ma position de Blanche, d'origine européenne, a influé sur les résultats de l'enquête. Jouant parfois en faveur d'une plus grande disponibilité des enquêtés et d'autres, elle se traduisait aussi pas une plus grande méfiance à l'égard des objectifs de cette enquête. Lors des observations participantes, ma présence dans les camions et les entrepôts était surtout l'objet de sympathiques moqueries ou d'incompréhension : j'étais appelée « uma mukherista branca! » (une mukherista blanche!)⁷.

⁷ Réflexion entendue lors d'une observation participante à Komatiport, en Afrique du Sud.
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 21

D'autre part, mon rapport au terrain et au sujet de recherche en tant que féministe a pu biaiser certaines de mes analyses ou constituer un « pré-cadre théorique » comme le remarque un groupe de chercheuses dans leur article *Quelques réflexions sur le rapport de jeunes chercheuses féministes sur leur terrain* (2006). Elles se réfèrent à Bourdieu (1978) pour souligner l'importance d'une transparence méthodologique :

« Le sociologue n'a quelque chance de réussir son travail d'objectivation que si, observateur observé, il soumet à l'objectivation non seulement tout ce qu'il est, ses propres conditions sociales de production et par là les limites de son cerveau, mais aussi son propre travail d'objectivation, les intérêts cachés qui s'y trouvent investis, les profits qu'ils promettent » (2006 : 179).

Consciente de ce biais possible dans une analyse sur les phénomènes d'émergence et d'émancipation économique des femmes, j'ai essayé de garder dans mes propos un vocabulaire neutre et dénué de tout jugement normatif sur les rapports de genre. D'autre part, le partenariat de ce projet de recherche avec l'ONG mozambicaine et féministe WLSA⁸ n'a jamais été mentionné lors des entretiens.

4. Les défis méthodologiques pour observer le mukhero

Intimement lié à la méconnaissance du terrain et à la position du chercheur, la mise en place de l'enquête a constitué un défi majeur. En raison de la méfiance des enquêtées et du degré de confidentialité de leur activité, peu d'entretiens ont pu être enregistrés et retranscrits dans l'intégralité du discours. Seul le président de l'Association du secteur informel Mukhero (Sudecar Novela) et une micro-importatrice (Ana) ont accepté de témoigner sur dictaphone. Dans une première phase, les réseaux d'amis et de connaissances ont été explorés pour obtenir des

⁸

contacts avec des travailleurs du secteur de l'importation informelle, sans résultat. À travers l'ONG WLSA partenaire du terrain de recherche, un contact a été établi avec une micro-importatrice grâce à un membre de sa famille mais celle-ci a refusé de parler. Ces refus sont significatifs, ils témoignent d'une forte suspicion de la part des travailleurs informels face au gouvernement et aux médias. Plus de trois semaines se sont écoulées sans parvenir à prendre contact avec une seule personne de ce secteur.

Le premier contact établi avec l'univers du mukhero s'est effectué grâce à une rencontre avec le président de l'Association des Mukheristas – Association des vendeurs et des importateurs du secteur informel du Mozambique – le charismatique Sudecar Novela. Après un entretien dans la pénombre de son bureau, celui-ci a accepté d'accompagner l'observation en me conduisant jusqu'aux entrepôts sud-africains où les mukheristas achètent leurs marchandises ; « vamos ver se apanhamos mukheristas là mesmo a onde elas compram (« Allons voir si nous attrapons des mukheristas là où elles font leurs achats»). Nous avons traversé la frontière le jeudi 16 juin sans savoir que ce jour dédié à l'Enfant Africain était férié. Les entrepôts étaient donc fermés et les rues désertes. Contrarié de ce contretemps, Sudecar s'est précipité devant l'unique véhicule qui chargeait de la marchandise pour demander aux trois mukheristas présentes si elles acceptaient de m'emmener avec elles pour observer le transport informel de la marchandise de Komatiport à Maputo. Il est intéressant de noter que la porte d'entrée dans ce secteur n'a été possible que grâce à l'autorité d'un homme disposant d'un pouvoir légitimé. Son autorité reposait sur trois composantes: son charisme, sa position de président d'association et sa place en tant qu'homme dans le schéma traditionnel africain. Il est important de noter que les mukheristas que nous avons rencontrées n'étaient pas membres de l'association du mukhero mais qu'elles s'adressaient tout de même à lui en le dénommant « chef ». Quand nous étions dans la voiture, elles se référaient à lui en disant « o nosso chefe » (notre chef). Au cours de ce mémoire nous analyserons le rôle et les significations de la figure du président par rapport aux ressources qu'il mobilise et aux relations qu'il entretient avec les femmes de l'association.

Ce premier contact avec l'activité des mukheristas a donc permis d'observer les relations de pouvoir qui s'établissent entre ces femmes et le président Sudecar Novela. Le fait qu'un secteur d'activité composé à 80% de femmes soit représenté par un homme pose aussi de nombreuses questions sur les rapports de genre et des rapports de pouvoir. La définition du pouvoir de Max Weber (1921: 95) comme « toute chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances ; peu importe sur quoi repose cette chance » est intéressante à ce point de vue. De son côté, la domination met l'accent sur les ressources mobilisables et les contraintes subies. Ce concept permet d'identifier l'ordre social qui organise l'exercice effectif du pouvoir. Ces deux concepts permettent d'évaluer la marge de manœuvre des importatrices membres de l'association face à l'autorité d'un chef qui possèdent une parole légitime. La maîtrise de la parole, créatrice d'autorité légitime, est ce que Bourdieu (1982) appelle la force illocutoire d'un discours qui est « l'autorité qui s'en dégage à raison du statut social ou politique du locuteur, et non pas en raison d'une mythique valeur intrinsèque des mots employés ».

Ces questions liées au pouvoir agissent aussi sur le plan méthodologique puisque la présence du président de l'Association des mukheristas lors de la première observation a pu biaiser certains comportements, notamment ceux des douaniers. Ceci se vérifie notamment car le deuxième voyage réalisé dans le camion des mukheristas sans la présence du président nous a permis d'observer les pratiques de corruption des agents douaniers lors des différents contrôles le long de l'autoroute rejoignant la frontière de Ressano Garcia à Maputo. Pour la petite anecdote, la présence d'une Blanche dans le véhicule a eu un impact sur la somme du pot-de-vin exigée par les douaniers. D'après l'opinion d'Ana, les douaniers se sont montrés méfiants à l'égard d'une étrangère qui pourrait enquêter sur les pratiques de corruption.

Suite à ce premier contact, les liens noués avec l'équipe des trois mukheristas qui s'associaient pour leur commerce ont été prolongés pour réaliser des entretiens avec chacune d'entre elles à leur domicile. Le second voyage, effectué cette fois en minibus et accompagné par deux de ces femmes, a permis

d'approfondir les recherches en participant à l'achat des produits, à leur stockage, aux nombreux chargements et déchargements dans les véhicules et à l'observation des négociations. Toutefois, le contexte de la frontière n'a pas permis la réalisation de photographies. Le choix d'une méthodologie d'observation participante permettait d'obtenir des informations plus authentiques sur une activité informelle et de prendre conscience, par l'expérience, des violences physiques et psychiques qui sont en jeu. Ces observations visaient notamment à accorder une importance particulière au corps, comme révélateur de rapports de domination et de soumission. L'interprétation des comportements et des postures corporelles des micro-importatrices en contact avec la marchandise et au moment de la négociation avec les douaniers se rapproche d'une démarche d'anthropologie du corps. Reprenant les idées d'André Le Breton (2001) pour qui le corps est un objet à travers lequel s'inscrivent les traits de la modernité. Nous tenterons de montrer en quoi il est un corps changeant en fonction de la relation d'autorité et des rapports de sexes auxquels il fait face. Nous utiliserons pour cela les théories développées par Bourdieu (1998) d'incorporation de la domination masculine. Nous justifions le choix de ces théories car elles mettent en valeur la domination comme une violence symbolique transformée en norme.

« En conséquence, la représentation androcentrique de la reproduction biologique et de la reproduction sociale se trouve investie de l'objectivité d'un sens commun, entendu comme consensus pratique, doxique, sur le sens des pratiques. Et les femmes elles-mêmes appliquent à toute réalité, et, en particulier, aux relations de pouvoir dans lesquelles elles sont prises, des schèmes de pensée qui sont le produit de l'incorporation de ces relations de pouvoir et qui s'expriment dans les oppositions fondatrices de l'ordre symbolique » (Bourdieu 1998 : 54).

Les défis méthodologiques de ce mémoire consistaient donc à rendre compte de l'incorporation d'une norme et des tentatives de contournement. Pour cela, en dehors des observations participantes qui ont été une partie extrêmement enrichissante de notre terrain, l'enquête a été prolongée par plusieurs entretiens auprès de micro-importatrices sur les marchés informels de Maputo. La grille

d'entretien réalisée avant le départ⁹ qui comportait cinq thématiques et une quarantaine de questions s'est avérée trop longue et pénible pour les enquêtées. Dès le premier entretien, il a semblé évident que des questions trop fermées seraient un obstacle à la compréhension et au déroulement de l'enquête. Une seconde grille d'entretien¹⁰, plus brève et simplifiée, a été réalisée sur place et a été utilisée notamment sur les marchés lorsque les femmes avaient moins de temps pour répondre aux questions. Dans les entretiens à domicile les questions ouvertes étaient privilégiées pour donner aux enquêtées une plus ample liberté de parole tout en restant focalisés sur les thématiques de l'émergence économique et des relations de genre.

Soulignons enfin que les difficultés rencontrées sur le terrain pour « conquérir » les enquêtées et l'ignorance du contexte ont constitué des obstacles à notre démarche. Les histoires de vies recueillies, très incomplètes, sont trop peu nombreuses pour établir des données quantitatives. D'autre part, aucun entretien à des hommes micro-importateurs n'a été réalisé, ce qui peut constituer une lacune pour une étude sur les rapports de genre. Les témoignages que nous avons collectés et reconstitués, parfois comme un puzzle, seront utilisés pour illustrer notre propos et nous amènerons vers des conclusions qui doivent être pondérées par les limites de notre terrain.

Reprenant le titre de l'ouvrage de Claude Meillassoux, *Terrains et Théories* (1977) sur son approche de l'anthropologie économique, ce mémoire constitue une tentative d'interprétation de microphénomènes économiques dans leur implication concrète sur les égalités de genre. Bien que notre démarche ne s'inscrive pas directement dans la tradition marxiste, nous ne nions pas l'intérêt que pourrait avoir une approche de classe pour notre thématique. À partir d'un cadre théorique plutôt orienté sur la domination et une méthodologie d'analyse qualitative, nous chercherons à comprendre dans quelle mesure, à travers l'exemple de l'importation informelle, l'émergence économique peut avoir un impact sur la reconfiguration des rapports de pouvoir et des identités de genre.

⁹ Voir Annexe 1 : grille d'entretien réalisée avant le départ

¹⁰ Voir Annexe 2 : grille d'entretien en portugais, réalisée sur le terrain

5. Problématique et hypothèse

La question centrale de ce mémoire est de savoir dans quelle mesure l'activité économique des micro-importatrices permet-elle d'établir un lien entre leur émergence économique et les transformations des rapports de genre au sein de la famille ? L'hypothèse que nous proposons dans ce mémoire suppose que les changements et les impacts opèrent dans les deux sens. D'un côté, les changements dans la sphère obligent les femmes à une reconversion qui ouvre la voie à leur émergence économique. Et de l'autre, l'émergence économique amène les femmes à augmenter leur capacité économique et leur pouvoir de décision sur certains choix matrimoniaux. Ce pouvoir reste cependant très insuffisant pour remettre en cause une structure de subordinations basées sur le genre et la classe. Nous formulons pour finir une critique de la participation des femmes sur le marché du travail comme une des conditions de leur émancipation, puisqu'elle aboutit souvent à une surexploitation.

1^{ère} Partie : TRAVAIL DES FEMMES

DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE : LE

GENRE COMME OUTIL D'ANALYSE

La construction de ce sujet de recherche a beaucoup évolué grâce à la confrontation avec la réalité du terrain et les critiques des chercheuses et chercheurs rencontrés sur place. Les relations de genre seront étudiées comme des rapports de pouvoir particulièrement saillants dans l'économie informelle.

1. La construction d'une approche des rapports de genre

L'objectif de cette recherche était de repérer une catégorie sociale émergente à partir de laquelle il serait possible de comprendre les changements sociaux et leurs impacts sur les rapports de genre. Ce que nous entendons par catégorie sociale émergente est un groupe d'individus partageant des marques d'une identité collective dont la définition repose sur un statut économique en ascension. Le choix d'une catégorie permet d'établir une comparaison entre les différentes trajectoires afin d'aboutir à des conclusions plus globales et à l'observation de grandes tendances.

Dans un premier temps, nous nous étions focalisées en pratique sur les femmes comme objet d'étude en soi. Grâce aux critiques de Conceição Osório¹¹,

11

Critiques formulées par la chercheuse lors du séminaire interne à l'Instituto de Estudos sociais e Económicos réalisé le 9 août 2011, pour présenter les conclusions de mon terrain sous le thème *Mulheres mukheristas, mulheres vulneráveis* ? (Femme mukheristas, femmes vulnérables?)

chercheuse mozambicaine et spécialiste du genre, l'observation s'est davantage concentrée sur les relations de genre par le biais de l'analyse des corps comme révélateurs des relations de pouvoir. L'analyse des relations de genre exige donc les interactions entre les membres de la famille, entre les douaniers et les travailleurs de la frontière. La chercheuse souligne très justement qu'«étudier les rapports de genre, ce n'est pas étudier les femmes ». Par conséquent, les inégalités dans les rapports de genre s'observe grâce à une mise en lumière des rapports de pouvoir, de hiérarchie, de domination/soumission qui se traduisent dans les discours et dans une incorporation des normes par les hommes et les femmes (Bourdieu 1998).

De façon assez courante, l'écueil des études sur le genre est de se focaliser sur l'étude des femmes au lieu de comprendre les relations de pouvoir et la construction de l'identité de genre. Cette idée est reprise par Chrystelle Grenier-Torres pour qui

« La frontière entre études féministes et études de genre semble ténue. Fréquemment, ces dernières ont pour point de départ un constat de situations de souffrance, de marginalisation, d'infériorisation dont les femmes en sont souvent les actrices qui subissent. Actrices parce que malgré tout elles composent avec l'ensemble de contraintes imposées par leurs conditions de vie où l'organisation sociale des rapports sociaux de sexe est centrale » (2010 : 15).

L'idée de « composition » à partir des contraintes semble aussi intéressante puisqu'elle prend en considération une part de marge de manœuvre face à la domination masculine et aux contraintes inhérentes aux inégalités de genre. Tout en prenant en considération un rapport inégal et hiérarchique entre sexes, nous proposons une approche du genre en termes de stratégie et de contournement de la domination. Ainsi, nous parlerons en termes de « ressources mobilisables » en fonction du type d'interaction. Mais avant d'aller plus loin, il convient de définir un terme central de notre travail qui est celui de « genre » et de « relations de genre ».

2. Le genre : marqueur de relations de pouvoir

Réfléchir sur le concept de genre est essentiel lorsque l'on traite la question de différenciation entre les hommes et les femmes, de l'articulation de leurs relations et de l'individualisation du sujet féminin.

Le terme « genre » est souvent critiqué comme étant une mauvaise traduction du terme « gender » en anglais et il peut sembler à fois polysémique, redondant et inutile. Si le concept de « genre » servait uniquement à distinguer le sexe comme un construit social, on pourrait questionner son intérêt (Bereni 2008 : 15). L'historienne Joan Scott en donne une définition pertinente car elle met l'accent sur la composante de pouvoir : « le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir », c'est-à-dire « un champ premier au sein duquel, ou par le moyen duquel le pouvoir est articulé » (Scott 1988). Cette idée du genre comme champ à partir duquel est construit le pouvoir fait référence au concept de domination masculine et à l'importance accordée aux relations de pouvoir lorsqu'on entreprend d'étudier les rapports de genre.

Au sein des *Gender studies*¹², on distingue quatre dimensions fondamentales du genre : la construction sociale du sexe, l'approche relationnelle, les rapports de pouvoir et l'intersectionnalité entre race, sexe et classe (Bereni 2008 : 07). Le premier débat concerne les différences entre le biologique et le social, ou l'opposition essentialisme/différentialisme dans les déterminants de l'identité masculine et féminine. L'approche relationnelle déplace l'opposition

12

Les *Gender Studies* sont un domaine d'étude, de débats, de controverses portant sur les relations et les corrélations entre le sexe physiologique et le sexe « social » (le genre), à la lumière de plusieurs disciplines comme la sociologie, la science politique, l'histoire, la philosophie... N'existant pas de traduction officielle en français, on utilise alors les termes « études de genre », « études sur le genre », « Queer theory ».

biologique/social, essentialisme/différentialisme vers l'opposition individualisme/relationnel en intégrant la question du genre dans les grands paradigmes classiques des sciences sociales. Cette approche défend l'importance d'articuler avec ce qui détermine le masculin. La troisième démarche consiste à appréhender les relations entre les sexes comme des relations de pouvoir en montrant que ces rapports sont hiérarchisés. Elle part du principe que dans la quasi-totalité des sociétés la distribution des ressources (économiques et politiques) et des valorisations symboliques tendent à être inégales, avec des modalités et une intensité de variables. Les théoriciennes féministes de ce courant mettent en évidence l'exploitation du travail et du corps des femmes au sein d'un système appelé « patriarcat » (Bereni 2008 : 06). La quatrième approche part de l'idée que les rapports de genre ne peuvent pas être étudiés indépendamment des autres rapports de pouvoir. Comme nous l'avons vu en introduction, le genre se trouve à l'intersection d'autres rapports de pouvoir déterminés par la classe sociale, la race, l'âge.

Les problématiques auxquelles nous nous proposons de réfléchir dans ce mémoire puisent dans plusieurs de ces approches puisque nous défendons la construction sociale du sexe et que nous prenons en compte l'impact des phénomènes économiques sur l'identité masculine (chômage des hommes, travail des femmes). Cependant, nous favoriserons l'approche en termes de rapports de pouvoir car elle s'adapte bien à notre étude de cas et aux conclusions auxquelles nous aboutissons sur les rapports hiérarchisés entre les sexes. D'un point de vue méthodologique, cette approche permet d'élargir le regard sur tous types d'interactions où s'effectue un jeu de pouvoir entre acteurs. L'idée de l'incorporation de la domination est aussi liée à cette approche puisqu'elle reproduit une force de pouvoir symbolique dans les rapports sociaux. Nous partons donc du présupposé que le genre « n'est pas un simple fait social qui pourrait s'extraire du sexe, mais un rapport social dichotomisant » qui s'imisce dans tous les rapports de pouvoir (Bereni 2008 : 21).

Le travail de l'anthropologue est alors de trouver des points de repères à partir desquels il ou elle peut étudier les rapports sociaux d'autorité, de hiérarchie,

d'oppression, de soumission et de domination qui s'établissent entre les sexes. C'est une démarche scientifique mais aussi politique qui anime le ou la chercheuse car elle vise à mettre en lumière les inégalités et les violences qui structurent ces rapports. Dans son ouvrage *La dialectique des rapports hommes-femmes*, (2001) Thierry Blöss explique que l'obstination des sciences sociales à vouloir comprendre les évolutions des rapports sociaux de sexe provient du constat qu'en dépit d'une démocratisation, les discriminations de sexe persistent dans la plupart des sociétés et continuent à désigner concrètement des différences de fonctions, de statuts, de droits et de devoirs. De ce point de vue, l'étude des rapports sociaux de sexe dans la sphère économique, notamment par l'observation de la division sexuelle du travail, est un indicateur des différences de fonctions, de statuts, de droits et de devoirs en fonction des sexes.

3. La division sexuelle du travail dans l'économie informelle

Pour Anne-Marie Daune-Richard (Blöss 2001), le travail dans nos sociétés modernes est un construit sexué qui sépare un ordre social qui inscrit les femmes dans l'espace domestique et les hommes dans l'espace marchand. Cette division est le fruit d'une attribution d'un statut différent accordée au travail des hommes et des femmes. En France, tout au long du XIXème et du XXème siècle, l'activité productive s'est développée massivement dans des unités familiales de production comme le commerce et l'artisanat. En effet, « les femmes françaises connaissent une longue tradition d'activité, mais massivement dans l'ombre de la famille et du mari: dans ces formes familiales de production, le chef de famille est en même temps le chef d'entreprise et il n'y a pas de rémunération des dépendants » (Blöss, 2001 : 130). L'accès des femmes au marché du travail a été marqué par une longue période d'invisibilité du travail des femmes, caractérisée par un statut dépendant vis-à-vis de leur mari.

Pour Marguerite Rollinde (2010 : 4), le concept de division sexuelle du travail est opératoire dans les sociétés africaines : « cette forme de division du travail social découlant des rapports sociaux entre les sexes, a pour caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politique, religieuses, militaires). C'est ce que confirme Alain Marie dans *L'Afrique des Individus* (1997) quand il montre que les femmes ivoiriennes en milieu rural s'engagent « de préférence dans des activités liées à l'alimentation (commerce et restauration), aux textiles (commerce de pagnes, de foulards, couture) aux cosmétiques ou encore aux services de maison » (1997 : 129). La division du travail s'opère, semble-t-il de façon naturelle, assigne les femmes à des compétences et des connaissances liées à la sphère reproductive.

Ces différentes perspectives sur la division sexuelle du travail peuvent être discutées afin de percevoir les évolutions impulsées par les dynamiques économiques contemporaines. De fait, la crise économique chamboule cette assignation stricte des femmes aux tâches domestiques puisqu'elles se doivent de subvenir aux besoins de leur famille. Dans le contexte mozambicain, les femmes sont généralement associées au commerce et aux activités informelles mais elles peuvent accumuler plus de capital que les hommes. C'est notamment le cas des mukheristas qui obtiennent des revenus supérieurs à ceux de leurs conjoints. On constate tout de même une division du marché du travail très segmentée en fonction des sexes dans le pays. Selon les données de la Banque Mondiale, il existe une différence de 17% entre les taux de participation des femmes et ceux des hommes au Mozambique. En effet, 78,3% des hommes possèdent un emploi contre 61% de femmes. Toujours selon la Banque Mondiale, les femmes sont deux fois plus propices que les hommes à travailler dans le secteur informel et ont deux fois moins d'opportunité de trouver un travail dans le secteur public (BIRD 2010 cité par Mondjane 2011). Les activités agricoles sont à 86,8% pratiquées par les femmes contre 69,6% par les hommes (INE 2007, cité par Mondjane 2011 : 3). Le tableau ci-dessous montre que le nombre de femmes sur le marché informel est plus élevé que celui des hommes, surtout pour la tranche d'âge des 25-34 ans :

Pourcentage de travailleurs informels en fonction de l'âge et du sexe exo (INE 2004)¹³

Âge	Femmes	Hommes
De 15-24 ans	15,2%	9,2%
De 25-34 ans	15,7%	10,4%
De 35-44 ans	10,2%	7,5%
De 45 -54 ans	6,6%	5,1%

L'assignation d'une grande majorité de femmes au secteur informel est expliquée par Jean-Pierre Lachaud (1994) en termes d'exclusion sociale. L'auteur privilégie le concept « d'exclusion sociale » par rapport à celui d'« économie informelle » qui n'a pas permis de comprendre les facteurs qui expliquent la faiblesse du progrès social en Afrique. Sur le marché du travail, on comprendra l'exclusion sociale comme la « conséquence de l'existence de barrières matérielles, légales et culturelles qui génèrent une forme de pouvoir de domination et de monopole approprié par un groupe particulier » (1994 : 2). La domination et le monopole approprié par un groupe particulier seront compris à travers les inégalités de genre et de classe afin de voir si les femmes qui possèdent davantage de ressources parviennent à revendiquer une autre forme d'intégration sociale et économique.

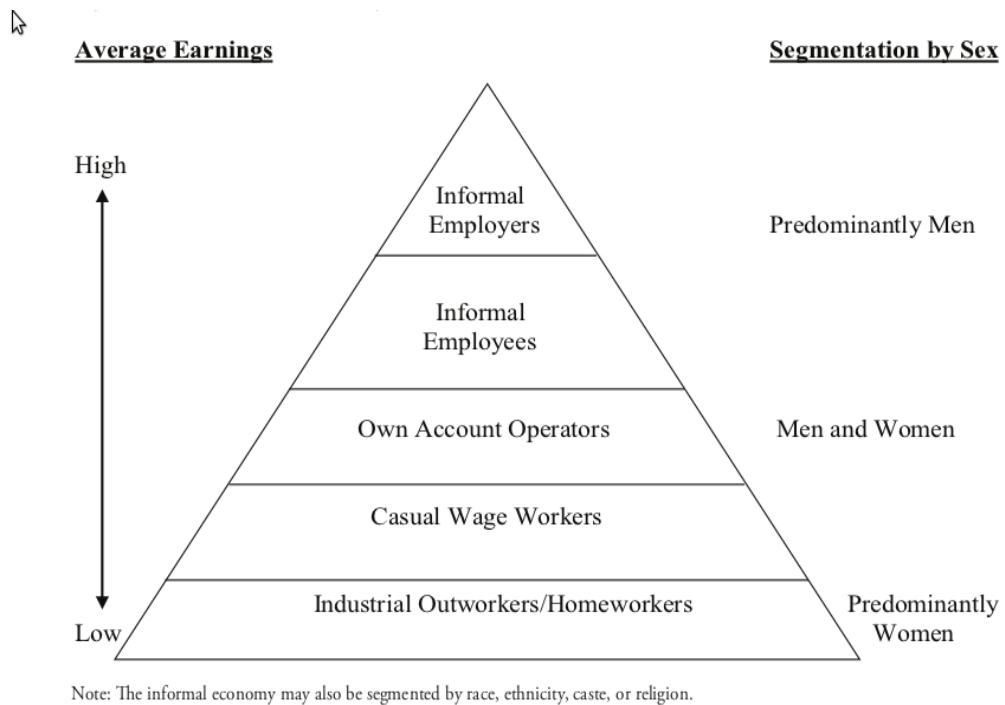
D'autre part, les inégalités de genre sur le marché du travail doivent aussi être comprises par rapport au contexte urbain dans lequel elles évoluent. La pauvreté urbaine, tout particulièrement à Maputo, a augmenté avec un pourcentage croissant de la population situé dans les deux quintiles ayant les moins de revenus entre les années 1996 et 2002 (Waterhouse 2010 : 105). En ce qui concerne les ménages, les familles dirigées par des femmes prédominent dans le quintile le plus bas de la population, classé en fonction des richesses. Dans le quintile le plus

¹³ Informations disponibles sur le site de l'Institut National de Statistique du Mozambique : <http://www.ine.gov.mz/>
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 34

pauvre on observe aussi les taux de dépendance les plus élevées, plus fortement représentés chez les adultes avec des handicaps physiques, des chefs de famille qui dépendent de l'agriculture, avec des taux bas de scolarité et de chef de famille plus âgés. La discrimination basée sur le genre est aussi soulignée comme une dimension critique de l'exclusion sociale et la discrimination (selon le Chr Michelesen Institute cité par Waterhouse 2010 : 106). D'après les données de l'UNICEF 2006, pendant la période du plan national de réduction de la pauvreté PARPA I, les agrégats familiaux dirigés par les hommes ont connu une réduction de la pauvreté de 26% alors que les agrégats familiaux dirigés par des femmes ont connu une réduction de la pauvreté de 6% (Waterhouse 2010 : 107).

La division sexuelle du travail dans la sphère domestique structurée autour d'une répartition très inégale entre l'homme et la femme n'est cependant pas une spécificité du secteur informel. Les caractéristiques du travail domestique ont un impact sur tous les secteurs d'activités. La spécificité du secteur informel repose sur le fait qu'il n'existe pas toujours de frontière entre le travail domestique et le travail informel. Les horaires sont souvent flexibles et le travail peut être réalisé dans les locaux de la maison. C'est justement le cas des mukheristas qui utilisent leur domicile comme entrepôt pour mettre la marchandise qu'elles rapportent d'Afrique du Sud. Nombre d'entre elles vendent aussi directement leurs produits dans un stand qui se situe devant la maison. Les femmes de ménage qu'elles emploient ont aussi pour tâche de vendre ces produits à domicile.

En ce qui concerne la segmentation sexuelle du secteur informel, Martha Alter Chen dans son paper *Rethinking the Informal Economy* propose une pyramide (Figure1 : Segmentation of the informal economy) intéressante pour comprendre la répartition de l'économie informelle en fonction des sexes et des revenus (2007 : 3) :



Cette pyramide montre que dans l'économie informelle, les hommes tendent à être surreprésentés dans le segment supérieur, les femmes à être surreprésentées dans les segments bas, et la part des hommes et des femmes dans les segments intermédiaires a tendance à varier selon les secteurs et pays. Les résultats montrent un écart important entre les sexes au sein de l'économie informelle, les femmes gagnant en moyenne moins que les hommes. Une partie de cette différence peut être expliquée par le fait que les hommes ont tendance à accumuler plus de capital humain à cause de la discrimination contre les filles dans l'éducation, en particulier dans les sociétés africaines. Cette différence peut aussi s'expliquer par le fait que les hommes ont tendance à avoir de meilleurs outils du commerce, à avoir davantage accès à des biens productifs et à un capital financier.

De plus, les hommes pourront souvent proposer une gamme plus diversifiée de produits et de services. Par exemple, chez les vendeurs de rue dans certains pays, les hommes sont plus susceptibles de vendre des produits non périssables tandis que les femmes sont plus susceptibles de vendre des biens périssables (comme les fruits et les légumes-étables). En outre, les hommes sont plus enclins à la mobilité ou au vente ambulante en poussant des chariots ou des vélos tandis que

les femmes sont plus susceptibles de vendre dans des paniers, ou simplement à partir d'un tissu étalé au sol (Chen 2004, 2007). Par rapport à notre cas d'étude, ce schéma permet de voir que le mukhero représente une activité assez atypique au sein du secteur informel puisque les femmes se situent dans la partie supérieure de la pyramide. En effet les mukheristas accumulent plus de capital que les hommes dans ce secteur et emploient du personnel. C'est le cas d'Hortensia, mukherista du marché Compone : elle possède une épicerie où elle emploie un jeune homme.

4. Reconnaissance du travail des femmes dans le secteur informel

Directement liée à la division sexuelle du travail, les activités dites « féminines » souffrent d'un manque de reconnaissance. En effet, la qualification et la reconnaissance dans le travail est au cœur d'enjeux sexués puisque l'on considère que la qualification est un « jugement social sur la qualité des travaux » qui conduira à une différenciation de l'emploi féminin et masculin. Cette différenciation s'opère autant sur la qualification que sur les trajectoires de l'emploi car l'écart entre le déroulement des carrières entre les hommes et les femmes se creuse et penche en faveur des hommes (Blöss 2001 : 144). Sur ce point, les représentations sociales de la catégorie des micro-importatrices informelles (mukheristas) doivent être questionnées puisqu'elles associent ce secteur aux compétences proprement féminines. C'est-à-dire ; la patience, la capacité à supporter des abus ou à endurer des souffrances. Cependant, on remarque que l'émergence économique des femmes de ce secteur a eu pour conséquence l'augmentation de la participation des hommes dans le mukhero et, de ce fait, la modification de l'image de cette activité dans la société mozambicaine. L'évolution des représentations sur le mukhero ne signifient pas forcément une plus ample reconnaissance du travail des femmes mais plutôt une modification de l'image du secteur informel, qui passe d'une image d'illégalité à celle d'une activité

socialement utile (Francisco & Paulo 2006). Cela signifie aussi que cette activité largement monopolisée par les femmes obtient une reconnaissance sociale comme activité commerciale comme une autre et non comme une activité « sexuée ». Ce n'est pas le caractère sexué qui est reconnu mais sa contribution dans l'économie mozambicaine.

Sur ce point, les femmes de l'enquête revendiquent leur contribution à l'économie mozambicaine et condamne le manque de reconnaissance du gouvernement envers leur activité économique. Ana¹⁴ critique le manque de coopération du gouvernement envers leur contribution à l'économie :

« Ils n'aident pas. Notre président [de la République, Armando Guebuza], est toujours en train de parler de lutter contre la pauvreté, nous, nous allons jusqu'en Afrique du Sud pour combattre la pauvreté, mais ce que je vois c'est que parfois, nous essayons de combattre la pauvreté mais ces hommes (les douaniers) qui nous volent. Ils ne combattent la pauvreté des autres personnes, c'est seulement pour leurs maisons à eux. On le voit bien, le gouvernement, ne nous aide pas ». ¹⁵

Le discours d'Ana dirigé contre le gouvernement associe la corruption du gouvernement à celle des douaniers. Elle fait référence aux pots-de-vin qu'elle doit céder aux douaniers lorsqu'elle passe à la frontière et à la passivité du gouvernement face à ces pratiques. D'autres mukheristas refusent d'être qualifiées d'« informelles » et revendiquent une reconnaissance de la contribution des mukheristas dans la création d'emplois et de richesses. L'extrait de cet article de presse intitulé « *Qu'ils ne nous appellent pas informelles* » atteste du rejet de la qualification d' « informelle » :

14

Voir Annexe 4 : Tableau biographique des importatrices : comparaison de la situation économique et familiale.

15

Entretien du 01/07/2011, à son domicile, dans le quartier Polana Caniço, périphérie de Maputo.

« Margarida..., Marta... et Maria... sont mukheristas. Elles n'acceptent pas qu'on les appellent informelles parce que, comme elles l'expliquent, en plus de travailler pour la survie de leurs familles face à un État incapable de les employer, elles payent des taxes aux autorités. “Qu'ils ne nous appellent pas informelles, parce que nous complétons le travail de l'État qui lui même est incapable d'améliorer les conditions sociales et économiques des citoyens en général. Qu'ils nous laissent travailler”, affirment-elles en cœur. Elles expliquent aussi que le gouvernement est incapable d'expliquer les avantages du respect de ses exigences. “S'il ne nous convainc pas, nous ne quitterons pas ce secteur”, disent-elles, ajoutant que “ce qu'elles gagnent par mois, est supérieur à ce qu'un fonctionnaire de l'État, de leur niveau, pourrait gagner ».¹⁶

Cet article témoigne des contradictions de l'activité du mukhero, desquelles découle un malaise de la part des travailleuses informelles qui payent des taxes à l'État tout en étant considérées en marge de la légalité. L'informel prend ici le sens d'une activité illégale et socialement excluante. Les témoignages des mukheristas montrent un besoin de reconnaissance économique, voire politique face à un État incapable de faire face à ses responsabilités sociales, en référence au taux élevé du chômage au Mozambique¹⁷. On observe aussi, dans le discours retranscrit dans l'article, qu'elles revendiquent une reconnaissance car ce qu'elles « gagnent par mois, est supérieur à ce qu'un fonctionnaire public, de leur niveau, pourrait gagner ». Ceci montre que le salaire joue un rôle important car il permet une plus grande indépendance envers le pourvoyeur. Par cela, l'amélioration des conditions économiques des femmes participe aussi du processus d'individualisation dans les capacités de construction de soi en tant que sujet, comme nous le verrons dans la partie suivante.

16

(Valoi, *O País*, 12.05.2006, p.3)

17

Selon l'Institut National de Statistique du Mozambique (INE), le taux de chômage global était de 18,7 en 2004. Il est de 14% pour les hommes et de 21,7 pour les femmes. Les chiffres du chômage féminin doivent être analysés par rapport à un contexte de forte inactivité des femmes qui explique cette disparité.

Il convient toutefois de faire la distinction entre le débat qui touche des problématiques de la reconnaissance du travail féminin et celui de la reconnaissance du secteur informel. Il peut donc y avoir une juxtaposition des revendications puisque le secteur informel, vaste secteur où travaillent beaucoup d'hommes est lui aussi en lutte pour sa reconnaissance. C'est ce que montrent Antonio Francisco et Margarida Paulo lorsqu'ils énumèrent les revendications du secteur informel pour être reconnu comme un secteur socialement utile car il crée de l'emploi et de la richesse, il est la conséquence d'une mauvaise politique fiscale, il permet de commercialiser des produits à des prix plus bas, donc augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres (Francisco et Paulo, 2004 : 13).

Pour résumer, les femmes qui travaillent dans le secteur informel doivent donc faire face à trois contraintes, celle d'être femme sur le marché du travail, celle de devoir assumer les tâches domestiques et celle d'exercer dans le secteur informel en mal de reconnaissance.

5. Questionner l'émancipation féminine : entre individualisation et autonomisation

À présent, nous pouvons nous demander quelle relation établit-on entre la participation des femmes au marché du travail et leur autonomisation ? La problématique de l'indépendance économique et de l'émancipation des femmes par l'accès à un emploi rémunéré gagne à être comprise à travers les concepts d'individualisation et d'autonomisation. L'individualisation est définie par Alain Marie (1997 : 73) comme un processus de « prise de distance, objective et subjective, de la personne vis-à-vis de ses inscriptions et déterminations sociales, ce qui implique que l'on conçoive la possibilité matérielle de s'affranchir de l'appartenance communautaire et, par la suite, la possibilité intellectuelle (et affective) de se mettre à distance réflexive et critique des fondations éthiques qui sous-tendent les ressorts de sa solidarité ».

L'individualisation conduit à un « affaiblissement des liens unissant l'individu à la société : famille, groupe »¹⁸. Ainsi, nous pouvons dire que la construction de l'identité de genre passe par une conception de soi en tant que sujet individuel, ce qui est souvent perçue comme une étape vers une forme d'émancipation.

L'« 'émancipation économique » des femmes, expression si souvent utilisée dans les médias et vulgarisée par les politiques de développement des pays du Sud¹⁹, est un concept problématique et finalement, assez vide de sens. Dans notre cas d'étude, le concept d'émancipation féminine est interrogé et délimité par rapport à sa signification subjective pour les femmes mozambicaines. Par cela, nous choisissons de comprendre l'émancipation féminine à partir de la signification qu'en donnent les individus à partir de leurs propres représentations. L'écueil que nous souhaitons éviter ici est de porter un jugement normatif sur les trajectoires de vie des femmes en les comparant à un modèle « d'émancipation » occidental²⁰. Il nous semble plus pertinent de travailler sur l'analyse du discours et sur la définition de critères qui permettent aux femmes mozambicaines de se percevoir comme « émancipées » ou « indépendantes ». Dès lors, ces problématiques sont directement liées aux concepts d'individualisation et d'autonomisation qui reposent sur la perception des femmes de leur condition de sujet au sein de la famille et de

18

Tiré de Madeleine Grawitz, « *Lexique des sciences sociales* » 8^e édition, Dalloz, 2004

19

À titre d'exemple, voir les messages politiques extraits de « Egalité des sexes et Emancipation Economique en Afrique », document présenté à la 8^eme Réunion du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique à Berlin, Allemagne, les 22 et 23 mai 2007. Ce document a été préparé conjointement par l'Unité de soutien du FPA et le Secrétariat du NEPAD, version intégrale du document est disponible sur: www.forumpartenariatafrique.org.

20

Voir article, revue alternatives économiques, le temps des femmes 2011

la société. C'est à partir d'un processus de construction identitaire que l'individu devient capable de remettre en cause une condition d'assujettissement.

Dans son ouvrage *De l'utilité des femmes pauvres* (cité par Rollinde 2004 :7) Mestrum formule l'opinion suivante :

«L'égalité des femmes, comme l'égalité des pauvres, est conditionnée par sa fonctionnalité par rapport au bien commun [...]. Comme [l'homme], elle n'hésite pas à défendre ses intérêts privés. Mais la femme pauvre a la particularité d'intérioriser tout ce qui l'entoure, sa famille, sa communauté, son environnement naturel. L'altérité des femmes pauvres réside dans le fait qu'elles identifient cet intérêt privé à l'intérêt de la famille et de leur communauté et qu'elles servent donc automatiquement et spontanément l'intérêt commun».

Cette vision essentialiste de la « femme pauvre » est critiquable car elle éloigne la femme de la condition de sujet individuel et l'apparente à un être conditionné par les impositions collectives, notamment à cause des représentations sur les sociétés africaines modernes soi-disant dénuées d'individualisation.

Dans *L'Afrique des individus* (1997) Alain Marie rejette ce présupposé en affirmant l'existence de dynamiques individuelles où les individus s'autonomisent des contraintes de la communauté. Le processus d'individualisation, c'est-à-dire le passage d'une société où le lien social est posé comme naturel à une société où il devient l'œuvre d'un contrat social est au cœur d'un processus d'émergence des valeurs d'égalité, notamment entre les sexes. Pour Alain Marie (1997) malgré les processus d'individualisation en cours dans les sociétés africaines qui conduisent à une forme d'émancipation de la femme de la tutelle masculine, des situations contradictoires persistent et témoignent de la complexité du phénomène puisque « il est clair que les femmes s'engagent principalement dans leur vie matrimoniale, affective : le mariage, la procréation constituent des valeurs explicites ou implicites de leurs discours » (Marie 1997 : 128). «Pour beaucoup d'entre elles, la promotion sociale passe d'abord par l'homme : avoir un mari, un concubin ou un amant permet des investissements professionnels (apprentissage), économique (aide financière) et sociaux (réseaux) » (1997 : 129). Dans ce type de trajectoires,

l'émancipation économique s'opère grâce à l'intervention d'un homme dont il est difficile de conclure qu'elle aura un impact émancipateur sur la structure des rapports de genre.

Cette réflexion sur l'individualisation permet de poser la question d'un lien entre indépendance économique et une modification des rapports de genre au sein de la famille. Est-ce que l'accès à un revenu économique altère la perception de soi des femmes en tant que sujet de droit au sein de la famille et dans la société ? Dominique Merllié dans son article *La mobilité sociale diffère-t-elle selon les sexes?* montre que la place des femmes dans le système des professions affecte leur position dans la société (Blöss, 2001: 151). Pour elle, «introduire la question de la mobilité sociale dans le cadre d'une analyse des rapports sociaux entre les sexes, c'est donc se demander si deux groupes de statut "assigné" se différencient aussi par les conditions dans lesquelles leurs membres peuvent acquérir un autre élément de leur statut social». La réponse à cette question semble résider dans la division sexuelle du travail. L'entrée des femmes sur le marché du travail entraîne l'augmentation des revenus des femmes mais leur position dans la société reste toujours inférieure, comme notamment au Mozambique.

Dans une problématique assez proche de la nôtre, Alberto Cumbi (2009) se demande si au Mozambique, les femmes possédant une formation supérieure et un emploi rémunéré sont des femmes émancipées ? Et si ces femmes ont une plus grande capacité de négociation dans la famille pour réclamer une égalité des genres dans la relation conjugale ? Les conclusions de l'auteur tendent vers un constat pessimiste :

L'égalité de genre et l'émancipation de femmes que les discours officiel et conjugal cherchent à répandre relativement aux femmes possédant des ressources financières et intellectuelles est une apparence parce que, dans le quotidien des couples, les femmes vivent une situation d'inégalité. C'est elles qui s'occupent de presque toutes les tâches domestiques, rendant difficile la jouissance du droit au loisir, en plus de ne pas avoir la possibilité de décider du nombre d'enfants et il persiste dans le quotidien des couples des violences sexuelles et psychologiques. Cette situation ôte aux femmes le droit de

contrôler leur propre corps et leurs propres envies sexuelles et reproductives »²¹.

Au vu des résultats de l'enquête d'Alberto Cumbi auprès de femmes possédant un niveau d'éducation supérieur et un emploi rémunéré, il n'apparaît aucune relation directe entre un statut social élevé et les capacités de négociation au sein du couple. Ses conclusions montrent aussi qu'il n'existe aucun facteur lié aux classes sociales dans les violences conjugales. Enfin, ce travail nous éclaire sur un critère fondamental des capacités de négociation des femmes au sein du couple qui est celui du pouvoir de décision sur sa propre sexualité reproductive. Ce critère n'a pas directement été posé dans nos entretiens mais le lien entre stérilité et exclusion sociale des femmes a été clairement vérifié comme nous le verrons par la suite.

En effet, la situation des femmes sur le marché du travail urbain depuis les années 1945 jusqu'aux années de l'indépendance (1975) était particulièrement critique car l'image de la femme travailleuse était en rupture avec l'identité féminine rurale définie par la tradition africaine. Comme en témoigne Jeanne-Marie Penvenne (2003) dans son étude sur les travailleuses des usines de cajou, « la plupart des décortiqueuses de noix de cajou ne rentrent pas dans les catégories qu'elles jugent idéales, mais sans pour autant se considérer comme marginales ou socialement inadaptées. Elles admettent que leur situation n'est pas idéale, mais elles remodelent leur idéal pour s'accommoder de leur vécu. Ces femmes disent : « Personne ne m'a aidée. Je me suis aidée moi-même ». En dépit du silence des sources dominantes et du mépris témoigné par les hommes à l'égard des citadines, les femmes de Tarana s'attribuent le mérite et la responsabilité de leurs actions. Elles placent leur capacité à agir au centre de leurs récits » (2003: 91). Le discours

21

Extrait de l'article *Mulheres com formação superior e emprego remunerado: mulheres emancipadas?* d'Alberto Cumbi publié "Outras Vozes", n° 27, Junho de 2009 in <<http://www.wlsa.org.mz>>.

de ces femmes fait preuve d'une conscience de soi et d'une capacité d'intervention sur les trajectoires individuelles.

6. Conclusion de la 1ère partie :

Par rapport aux résultats de notre enquête, nous soulignons tout d'abord que les termes « émancipation » ou « autonomie » ne sont jamais présents dans le discours des femmes. Néanmoins, on remarque clairement une conscience de soi par rapport aux évolutions de la trajectoire personnelle et au milieu d'origine. En effet, 90% de nos enquêtées affirment avoir une situation plus confortable que leurs parents, il y a donc un sentiment de réussite et d'ascension sociale. Julieta (22 ans), originaire d'une famille très pauvre de huit enfants affirme qu'elle a réussi à s'en sortir seule par sa propre volonté et qu'elle a planifié son commerce sans l'aide de personne. Le témoignage de Julieta, qui réalise maintenant des études supérieures grâce à l'argent de son commerce, est révélateur d'une trajectoire qui n'est pas passée par l'intervention d'un homme. D'autre part, l'importance accordée à l'autoformation et l'investissement dans l'éducation des enfants prouvent que les mukheristas veulent donner à leurs enfants davantage d'opportunités. La pratique du mukhero n'est pas perçue comme une forme de réalisation personnelle mais un moyen qui a permis l'autonomisation. Ceci se vérifie dans le discours de d'Isabel (21 ans) qui est mukherista comme sa mère. Après avoir terminé la 12ème classe (niveau Terminale), elle pensait commencer des études à l'université et trouver un bon emploi mais face au manque de moyens elle s'est résignée à exercer la même profession que sa mère. Cette trajectoire personnelle frustrée fait preuve d'une conscience de soi et de projets d'émancipation, malgré une structure économique défavorable. Le mukhero est donc un moyen qui lui permet d'être autonome, c'est-à-dire de garantir sa survie personnelle mais cette activité ne correspond pas aux attentes d'une jeune mozambicaine éduquée.

2^{ème} Partie : LE MUKHERO, UNE ALTERNATIVE À LA PAUVRETÉ : STRATEGIES ET CHOIX DE VIE

Le mukhero apparaît comme une alternative à la pauvreté pour beaucoup de famille. Notre hypothèse est qu'il existe un lien entre les stratégies économiques et les choix intimes dans les trajectoires d'émergence.

1. Une émergence économique vulnérable ?

D'après le dernier recensement national du Mozambique de 1996 et les classements de la Banque Mondiale, le pays se situe à la cinquième place des pays les plus pauvres du monde²². Au niveau macro-économique, on constate que les écarts de pauvreté se creusent lorsqu'ils sont croisés avec la variable genre. À titre d'illustration, le taux d'alphabétisation des adultes est de seulement 40%, avec des taux particulièrement bas pour les femmes se situant à 26% (INE 2000)²³. Les trajectoires de femmes qui parviennent à sortir de la pauvreté ou connaissant une

22

Extrait de *Poverty, Inequality, and Geographic Targeting: Evidence from Small-Area Estimates in Mozambique* de Kenneth R. Simler and Virgulino Nhate : « For many years, Mozambique could consistently be found among the poorest five countries listed in the World Bank's annual World Development Report, typically in the company of Ethiopia, Cambodia, Sierra Leone, and others » (2004:1)

23

Ibid : « The adult literacy rate is only 40 percent, with female literacy especially low at only 26 percent (INE 2000) ».

petite prospérité se placent donc dans une tranche assez minime de la population. Nous cherchons à savoir si ces phénomènes marquent la naissance d'une véritable catégorie de femmes entrepreneuses ou si ces mouvements d'émergence économique sont précaires et vulnérables.

Dans leur rapport sur le genre et la pauvreté au Mozambique, *Não fica bem que uma mulher seja chefe quando existem homens*²⁴, Tvedten, Paulo et Tuominen (2010) comprennent la pauvreté féminine comme une condition multifactorielle qui se résume à trois facteurs : le manque de revenu et de biens basiques pour satisfaire les nécessités élémentaires ; la « sensation de ne pas pouvoir donner son opinion et l'impuissance face aux institutions de la société et de l'État » ; et la vulnérabilité face aux chocs adverses (2010 : 8). Le concept de vulnérabilité, utilisé abusivement par les organismes internationaux. L'étiquette « vulnérable » regroupe les enfants, les femmes et les personnes âgées mais cette qualification mérite d'être repensée. En effet, on peut questionner le caractère essentialiste du concept de vulnérabilité car il associe au sexe féminin des caractéristiques naturelles comme la fragilité ou l'incapacité à se défendre. Les femmes sont regroupées dans une catégorie uniforme possédant des caractéristiques physiologiques et psychologiques précaires. Malgré toutes ses limites, le concept de vulnérabilité est abondamment utilisé dans la littérature internationale sur les politiques de développement et les niveaux de pauvreté des familles dans les pays du Sud. Waterhouse (2010) résume le concept de vulnérabilité en trois points : 1) Le manque ou l'absence de défenses internes, c'est-à-dire les facteurs démographique ou du cycle de la vie (l'enfance, la maladie, la vieillesse) ou les facteurs sociaux (être veuf, être orphelin). 2) L'exposition à des chocs externes et des risques, ceci fait référence aux désastres naturels, ou conflits violents ou aux processus sur le long terme comme les altérations climatiques, les tendances du marché, la dévaluation de la monnaie. 3) L'exclusion sociale, ce qui signifie pour l'auteure l'exclusion des personnes de la société, de l'économie, et de la

24

Traduction possible du titre de l'ouvrage : « Ce n'est pas bien vu une femme chef de famille quand il existe des hommes ».

participation politique. Aux individus exclues de l'accès aux ressources, aux prises de décisions, à une sécurité sociale à cause du sexe, de l'identité ethnique (2010 : 100).

Ce qui paraît intéressant de retenir du concept de vulnérabilité par rapport à notre sujet est la difficile résistance aux chocs externes dans un contexte économique particulièrement hostile comme celui du mukhero. Nous rajouterons que le concept de vulnérabilité peut être compris dans une perspective de genre comme une dépendance par rapport à la figure masculine. Ce qui ressort de notre enquête par rapport aux chocs externes est tout d'abord une incapacité des femmes à pénétrer un secteur qui permettrait une plus grande sécurité d'emploi comme la fonction publique. On remarque aussi une moindre capacité des femmes à se reconvertir dans d'autres activités professionnelles en raison du manque de qualifications et de formations professionnelles qui limite la valorisation des compétences. En ce sens, on peut affirmer que les femmes sont plus vulnérables aux chocs économiques et qu'elles sont moins mobiles dans les secteurs de l'économie. Cette vulnérabilité semble toutefois comporter différents degrés en fonction du revenu et des ressources qui pourront servir de filet de sécurité face aux fluctuations de l'économie. Les entretiens réalisés ont été orientés sur la perception d'un sentiment de sécurité grâce aux revenus obtenus par le travail. Il en découle une corrélation entre le niveau économique de chaque femme et le sentiment de sécurité mais celui-ci dépend beaucoup des moyens de financement du commerce. En effet, beaucoup de commerçantes qui connaissent une émergence économique sont dépendantes des prêts bancaires qu'elles doivent rembourser chaque mois. Le mukhero est une profession à risque qui est perpétuellement menacée par les fluctuations de l'économie, de la monnaie, du prix des marchandises et du bon vouloir des douaniers. En fonction de ces différents facteurs, les importatrices développent des stratégies économiques par rapport à des contraintes particulières. Le risque et l'insécurité proviennent aussi du caractère informel de l'activité du mukhero qui n'offre aucune forme de protection des travailleurs. Majoritaires dans ce secteur, les femmes connaissent des formes de précarité et vulnérabilité plus

fortement que les hommes. Le témoignage de Zaida²⁵ (34 ans) donne des pistes de réflexions intéressantes sur la différenciation de la profession de mukherista selon les sexes :

« Le mukhero, c'est plus pour les femmes, ce sont les femmes qui y vont. Les hommes ? Ils ont d'autres affaires, ils aiment pas être mukheristas. Les mukheristas, ce sont des femmes. Les hommes, ils préfèrent seulement recevoir le produit, il y a beaucoup de boutiques dirigées par des hommes. Ils veulent un produit, toi tu vas chercher le produit pour lui qui reste assis. C'est la femme qui "bataille" beaucoup plus. Ce sont les femmes. Je te dis que 90% des mukheristas sont des femmes, 10% sont des hommes. Parce que nous sommes plus résistantes, je crois que c'est pour ça. C'est nous qui supportons tout ça le mieux. Il y a quelques femmes qui font du mukhero avec leur propre voiture. Celles-là, elles ont de l'argent »²⁶.

Dans le discours de Zaida, on distingue clairement la division sexuelle propre à ce secteur d'activité, puisque les femmes sont assignées à l'importation des produits alors que les hommes s'occupent de la vente. Derrière la critique de Zaida sur la passivité des hommes qui attendent leurs produits « assis » sur une chaise devant leur boutique, on comprend l'existence d'une inégalité de capital économique entre les sexes. Les hommes auront plus facilement accès un revenu stable grâce à leur commerce et seront souvent propriétaires de leurs établissements. De leur côté, les femmes micro-importatrices ne disposent que de leur force de travail et d'une épargne qu'elles réinvestissent en fonction des bénéfices. Zaida établit une distinction entre les micro-importatrices qui possèdent un véhicule et celles, comme elle, qui ne disposent que de leur force de travail (leurs corps) pour transporter la marchandise. Cette distinction en fonction du type de transport pourrait servir de critère pour catégoriser les mukheristas par rapport à leur niveau économique. À travers une observation des trajectoires de vie de ces

25

Voir encadré des trajectoires économiques en Annexe

26

Entretien avec Zaida, le 8 juillet 2011 à son domicile.

travailleuses ont pourra montrer en quoi elles s'inscrivent dans une trajectoire d'accumulation de capital qui les amène à s'enrichir et à prendre le contrôle à la fois des infrastructures (comme la voiture par exemple) et des moyens de production (comme une boutique). Ou au contraire, en quoi le manque d'accumulation du capital assigne ces travailleuses à la classe du prolétariat qui ne disposent que d'une force de travail vulnérable.

Dans les histoires de vie collectées lors de notre enquête, il est pertinent de distinguer les expériences en fonction de la durée de l'activité. On remarque tout d'abord que les deux femmes qui travaillent depuis le plus longtemps dans le mukhero (Hortensia depuis 10 ans et Guilda depuis 8 ans) sont les deux seules de notre échantillon qui possèdent une boutique sur le marché. Ces deux femmes possèdent aussi des véhicules personnels avec lesquels elles effectuent leurs achats. L'importatrice qui travaille dans le mukhero depuis le moins longtemps (Zaida depuis 6 mois) est celle qui possède le moins de capital et qui vit dans les conditions les moins favorables. Il faut aussi souligner que les risques encourus à la frontière obligent souvent les mukheristas à interrompre leurs activités. C'est le cas d'Ana qui a arrêté de travailler pendant trois ans suite à une saisie de son véhicule et de sa marchandise par les douanes. D'autre part, les enquêtées parlent de mouvement oscillants en ce qui concerne les revenus de leur commerce, les bénéfices sont très instables. Cette instabilité et la conjoncture économique conditionnent souvent les moyens de transport utilisés. Ceci s'est vérifié lors de notre observation de terrain car les voyages à la frontière ont été effectués avec deux types de transports différents. Le premier a été réalisé dans le véhicule privé d'un transporteur embauché par Ana, Zaida et Hortensia. Le transporteur demande 300 meticaïs (7,5 euros) par personne et prend une commission sur chaque produit importé de l'ordre de 1 à 2 meticaïs. Le second voyage a aussi été organisé par Ana et Zaida mais cette fois dans un bus en très mauvais état (un machibombo) qui fait l'aller-retour jusqu'à la frontière sud-africaine pour seulement 150 meticaïs (3,75 euros). Les conditions de ce deuxième voyage ont été très difficiles notamment lors du transport et du stockage de la marchandise. Ce moyen de transport a été choisi par les mukheristas afin d'économiser le prix du transporteur

et des pots-de-vin à la douane qui sont beaucoup plus conséquents avec un véhicule privé. Tous les moyens sont bons pour économiser quelques meticaïs et passer le plus facilement possible les postes des douaniers.

2. Les stratégies hybrides de financement

Les stratégies de financement mises en place par les micro-importatrices dépendent du capital qu'elles possèdent initialement et des modalités de crédit qu'elles sont capables de mobiliser. Dans le cas des mukheristas, on remarque deux modalités de financement appartenant à la fois au secteur informel et au secteur formel. L'argent investi peut provenir d'un héritage ou d'un prêt de la famille, ce peut être un prêt contracté formellement à la banque ou des revenus récupérés grâce au système de tontine. Les stratégies de financement du commerce informel peuvent être un prêt à la banque de façon tout à fait formel. Les micro-importatrices qui possèdent un prêt à la banque sont considérées par les femmes de notre enquête comme de véritables « femmes d'affaires » et importent dans des quantités largement supérieures à celles qui ont une moindre capacité d'investissement. D'autre part, ces entrepreneuses sont elles-mêmes des sources de financement informel puisqu'elles prêtent de l'argent comme Ana qui a pour habitude de faire des micro-crédits de 1000 à 3000 meticaïs (25 euros à 75 euros). Lors de l'entretien, elle témoigne de ses difficultés à se faire rembourser les sommes prêtées car elle n'a aucun moyen de pression sur ses débiteurs. Cette information nous montre que les rapports de pouvoir qui s'instaurent dans ce type de transactions économiques sont inégaux. On constate aussi une imbrication des modalités de financement informel et formel puisque les mukheristas cumulent souvent un prêt à la banque avec un système de tontine et des prêts à des membres de la famille. Par exemple, Louisa a contracté un prêt à la banque de 100 000

(2500 euros) qu'elle doit rembourser chaque mois. À côté de cela, elle participe aussi à un système de tontine qui lui rapporte une somme de façon rotative.

Le système des tontines est déjà bien connu dans beaucoup de pays africains comme un moyen d'épargne informelle et tournante sans taux d'intérêts. Un groupe de personnes verse tous les mois ou toutes les semaines une somme dont la totalité est reversée à un des membres. L'argent investi est le même pour tous, il ne fructifie pas au cours des mois, c'est une simple façon d'économiser l'argent collectivement et d'en bénéficier à tour de rôle. Au Mozambique ce système de clubs d'épargne tournante nommé *xitique* a longtemps été une forme de sécurité pour les femmes qui n'ont pas de salaire régulier (Penvenne 2003 : 91). Dans le contexte d'une économie informelle, caractérisée par des activités économiques sans régulation, sans d'impôts et par une division faible voire inexistante du travail et du capital, les relations de travail reposent très souvent sur des collaborations occasionnelles ou des relations familiales. Le *xitique*²⁷ apparaît comme un moyen essentiel de gestion du budget et d'investissement dans le secteur informel où l'accès au crédit dans des institutions bancaires est impossible. Dans son article sur le *xitique* comme forme de convivialité et de solidarité, Catarina Trindade (2010) montre que cette épargne est devenue une nécessité dans la période post-coloniale en raison de la précarité économique et de la grave crise alimentaire des années 80, en particulier à Maputo. L'économie informelle et les systèmes d'épargne informelle étaient des moyens de survie indispensables, surtout pour les femmes les plus touchées par la crise. Ce sont ces femmes qui ont été à l'origine de beaucoup de ces clubs de *xitique* au Mozambique (Trindade 2010 : 4).

Dans le cadre de l'activité du mukhero, le *xitique* possède aussi un rôle important car il offre une protection aux micro-importatrices dont les véhicules remplis de marchandise peuvent être saisis par les douaniers à chaque passage de la frontière. Lorsque le véhicule et la marchandise sont saisis, les mukheristas doivent payer une amende très lourde plus une somme équivalente à 46% de leur marchandise (selon Sudecar Novela). Les micro-importatrices font alors faillite et

27

leur commerce est mis en péril. Pour sortir d'une telle situation beaucoup d'entre elles ont recours au *xitique* pour pouvoir rembourser l'amende et reprendre leurs activités. L'absence de protection dans ce commerce informel oblige les travailleuses à s'organiser entre elles pour trouver des filets de sécurité en cas d'appréhension par les douanes. Le risque de tout perdre est toujours présent et les bénéfices dépendent de la chance ou de la bonne humeur des douaniers lors des passages aux différents postes de contrôle.

Les divers témoignages recueillis sur les arrestations à la frontière attestent de la vulnérabilité des micro-importatrices dont les revenus peuvent s'écrouler lors d'un contrôle douanier plus sévère que les autres. Les mukheristas ne savent jamais ce qui va se passer à la frontière et aux différents postes de contrôle, elles attendent avec anxiété de connaître le verdict du jour. Ce que nous souhaitons montrer ici est que l'émergence économique doit être évalué en fonction du degré de sécurité des ménages sur le long terme.

2.1. Louisa²⁸ : l'émergence par le crédit bancaire :

Louisa (34 ans, deux enfants) raconte avoir commencé de zéro : « comeiçei do zero, tinha 1000 rands » (« J'ai commencé de zéro, j'avais 1000 rands »). Suite à sa séparation avec son ancien mari en 2005 elle décide d'entreprendre l'importation de vêtements achetés à Johannesburg et rapportés en passant illégalement la frontière. Le choix de travailler dans le mukhero ne faisait pas partie de ses projets puisqu'elle affirme que ce type de commerce « ce n'était pas ce que je souhaitais ». C'est donc par nécessité et pour élever sa fille de 9 mois qu'elle se résigne à exercer cette profession. En analysant les propos de Louisa on comprend que le mukhero ne jouit pas d'une bonne réputation dans la société mozambicaine et qu'il

28

Entretien du 18/07/2011 dans l'Agence de voyage Lusomundo où Louisa achete ses billets d'avion. Voir Annexe 4 : Tableau biographique des importatrices : comparaison de la situation économique et familiale.

apparaît souvent comme une solution en dernier recours lorsque les femmes se retrouvent seules à devoir assumer leur famille. Ses premiers pas dans le mukhero lui permettent d'assurer ses besoins et elle s'enrichit dans le prêt-à-porter. En 2010, elle décide de contracter un prêt à la banque pour faire du commerce international informel avec la Chine et l'Inde. De nos jours, Louise voyage une fois par mois pour acheter des accessoires de mode et des produits de beauté qu'elle fait passer illégalement à l'aéroport en subornant les douaniers. Pour Mario, directeur de l'Agence de voyage qui lui vend des billets d'avion pour son commerce, ces femmes sont des « mukheristas » puisque l'importation est informelle et qu'elle est rendue possible grâce à la corruption des douaniers. Louise juge sa situation économique satisfaisante, elle lui permet d'assurer la sécurité de ses enfants : « mes enfants sont en sécurité, ils sont protégés, contre tout ce qu'il pourrait arriver ». Le critère sur lequel elle se base pour juger de son statut économique est donc la capacité à assurer l'éducation de ses enfants, c'est-à-dire l'accès à la santé, l'éducation et les loisirs. Cette préoccupation envers l'éducation des enfants et l'accumulation d'un capital social peut signifier l'entrée ou la volonté d'entrée dans une catégorie sociale supérieure. En revanche, il ne faut pas oublier que les revenus de Louisa sont conditionnés par un prêt à la banque de 100 000 meticaïs (2500 euros) qu'elle doit rembourser mensuellement. Le fonctionnement de son commerce sur les crédits bancaires peut donc être perçu comme une source de vulnérabilité et de dépendance.

Bien que le mukhero apparaisse comme une alternative à la pauvreté, le cas de Louisa montre que l'exercice de cette profession peut engendrer des conflits dans le couple. Elle raconte de que son nouveau compagnon n'aime pas sa profession : « ah, il n'aime pas mais il n'a pas le choix, il m'a connu j'étais déjà mukherista. Pour lui, le mukhero c'est trop agité, je devrais rester à la maison. Il le sait, c'est comme ça ». Cette remarque est significative de l'image de cette activité dans la société mozambicaine. Ainsi, nous pouvons conclure que le mukhero n'apporte pas aux femmes un statut socialement valorisé dans la société mais il leur permet d'acquérir un pouvoir économique déterminant pour la transmission d'un capital social et matériel à leurs enfants.

2.2. Dona Guilda²⁹ : « tout ce que j'ai ce sont des dettes » !

Guilda a 41 ans, elle est mariée depuis 19 ans avec un camionneur avec qui elle a cinq enfants. Elle est née à Maputo et n'a pas réussi à terminer ses études au collège car sa famille n'avait pas assez d'argent. Son père travaillait dans la construction civile et sa mère dans l'agriculture (machamba). C'est une tante qui lui a appris le commerce qu'elle a débuté en achetant des vêtements en Afrique du Sud. Elle raconte son parcours :

“Après la classe de 6ème, je suis allée aider ma mère au champ, après je suis allée vivre avec ma tante et donc après, elle était vendeuse sur le marché ,elle m'a enseigné, elle m'a montré. Elle m'a appris à faire du commerce. J'avais une amie que est partie d'abord en Afrique du Sud pour faire des achats de vêtement, on a commencé à travailler dans le secteur de la vaisselle, on a beaucoup travaillé avec la vaisselle. Et maintenant j'ai déjà arrêté la vaisselle parce qu'avec l'âge ce n'est plus possible, ce truc là c'est vraiment lourd. C'est difficile parce que ça c'est très lourd. J'ai commencé à acheter des produits du type épicerie. Maintenant j'ai une voiture privée, avant j'y allais en bus. Mais bon, une personne pour vivre elle doit lutter d'un jour à l'autre pour pouvoir vivre”

Comme beaucoup d'autres mukheristas Guilda raconte qu'elle a pénétré le mukhero par cooptation, c'est-à-dire par l'introduction d'un membre qui faisait déjà partir du secteur de l'importation informelle. Le mukhero n'est donc pas facile d'accès et la transmission du savoir-faire se fait par un membre proche de la

famille ou du voisinage. Ceci dévoile un côté opaque de la profession qui est souvent à cheval entre l'informel et l'illégalité. L'opacité de ces pratiques se vérifie par le manque d'informations disponibles sur ce secteur et, plus concrètement, par la méfiance des enquêtées à l'égard de notre recherche. Il n'est pas donné à tout un chacun de pratiquer ce commerce, on peut d'ailleurs supposer que cette difficulté d'accès permet de limiter la concurrence. La connaissance des circuits et les astuces pour passer la frontière sans payer de taxe représente une plus-value et une compétence. L'expérience acquise au long des années permet aux importatrices de se spécialiser dans un type de produits (par exemple le textile, la viande, les produits frais) en évaluant les coûts et les bénéfices de chaque voyage. Dans le cas de Guilda, après plusieurs années d'importation dans le textile, elle s'est tournée vers le secteur de vaisselle qui lui semblait plus rentable. Aujourd'hui elle s'est spécialisée dans les produits divers non périssables. Actuellement, elle possède une boutique dans un quartier pauvre de Maputo (Polana Caniço) où elle vend des produits alimentaires divers. En observant la trajectoire de Guilda sur le long terme on constate qu'elle a connu une ascension économique qui se vérifie par la possession de moyens de production (sa boutique) et de moyen de transport (elle possède à présent une voiture privée). D'après son témoignage, ses conditions de vie se sont améliorées depuis qu'elle travaille dans le mukhero, elle a réussi à élever ses enfants sans problèmes. Par rapport au budget de la famille, Guilda gagne un revenu supérieur à celui de son mari dont le salaire de chauffeur de camion pourrait se situer dans la moyenne des salaires minimums mozambicains³⁰. Nous pouvons alors nous demander si le fait que cette femme gagne un meilleur salaire de son mari influence ses capacités à imposer ses vues dans les décisions de la famille? Ou si elle devient le chef de famille puisqu'elle rapporte plus d'argent à la maison ? Sur ce point Guilda affirme que le chef de famille « c'est mon mari ».

30

Les salaires minimums au Mozambique, selon les données nationales de 2012 sont dans le secteur de :1. l'Agriculture et la pêche : 2005 MT (50 euros), l'industrie extractive : 2820 MT (70 euros) Électricité, gaz, eau: 3222 MT (80 euros), secteur de la construction 2779 MT (70 euros), secteur financier : 5320 MT (133 euros) et dans la fonction publique, la défense et la sécurité : 2380 MT (60 euros). Selon les chiffres trouvés sur le site gouvernemental in <http://www.meusalario.org/mocambique/main/salario-minimo>

Cette observation rejoint les conclusions d'une étude sur la répartition du pouvoir dans la famille publiée par le Rapport CMI de Tvedten, Paulo et Tuominen (2007). Ce rapport effectué dans la province de Gaza (région Sud du Moçambique) relate que la femme ne peut pas décider lorsqu'il y a un homme à la maison : « mulher não deve mandar quando um homem está presente » (2007 : 28). L'autorisation d'une figure masculine est « vitale » pour les sorties ou le travail mais les femmes semblent avoir un pouvoir de décision plus grand en ce qui concerne les décisions concernant les choix de consommation du foyer, l'éducation et la santé des enfants. En ce qui concerne la gestion du budget du foyer de Guilda, elle explique : « C'est comme ça, moi je travaille ici et lui il travaille de l'autre côté (en Afrique du Sud) donc à la fin du mois, je dois retirer et lui montrer (l'argent) ». Ainsi, à la fin de chaque mois, elle doit lui montrer ce qu'elle gagne pour faire des choix en commun.

Cependant, depuis la suppression des droits de TVA³¹, Guilda se plaint que son commerce fonctionne mal :

“Parce que maintenant les affaires ne marchent plus, ça ne rapporte plus rien, on travaille presque pas. Les affaires vont mal. Maintenant sans la TVA, on ne gagne pas d'argent! Notre argent reste dans les mains du gouvernement d'Afrique du Sud, ça c'est au gouvernement, on ne gagne rien”.

Les obstacles dont témoigne cette mukherista montrent la vulnérabilité de cette activité face aux fluctuations du marché. À cela s'ajoute le remboursement du prêt bancaire contracté pour payer la marchandise. Cette situation conduit Guilda à se plaindre du regard de son entourage sur ses bénéfices :

31

Référence à la décision du gouvernement sud-africain de supprimer le droit de TVA pour l'importation du commerce informel. Ce droit de TVA représentait un pourcentage de 14% du prix de chaque produit acheté sur le territoire sud-africain et constituait une source primordiale de revenus pour les micro-importateurs. Désormais, la TVA ne peut pas être récupérée sans l'attestation du paiement des taxes douanières mozambicaines.

« Les gens me regardent avec l'air de penser que cette femme-là, elle a beaucoup d'argent, cette femme, elle manque de rien. Moi je travaille pour gagner le pain quotidien pour aider mon mari. Je n'ai rien. Tout ce qui est ici ce sont des dettes ! Je suis pleine de dettes moi ! Les gens quand ils arrivent ici, ils regardent et ils pensent, aïe !! ».

L'extrait de cet entretien nous montre que l'évaluation des revenus de ce commerce doit prendre en considération les dettes et les créances. Il y a aussi un décalage entre le regard de son entourage sur ses revenus et l'auto évaluation de Guilda sur son statut économique³². Elle critique aussi le manque de considération du gouvernement envers son secteur et réclame des mesures de protections publiques. « Le gouvernement pourrait nous protéger mais notre gouvernement n'a rien à voir avec ce truc là ! Guilda fait ici référence aux mesures prises par l'Afrique du Sud pour supprimer le droit de TVA qui lui permettait d'avoir une stabilité de revenus. Son discours est cependant ambigu car elle ne dénonce pas les pratiques de corruption des douaniers. Membre de l'association du Mukhero, elle s'engage dans l'association surtout pour défendre ses propres intérêts mais, malgré des réunions régulières, elle n'a jamais vu de résultat. Comme beaucoup d'autres mukheristas elle identifie le président de l'association comme son chef :

“Comme je suis mukherista, je dois être dans l'association, pour m'aider à moi. L'association a aussi des problèmes mais il (le président) ne peut pas non plus tout faire parce qu'il n'a même pas d'argent, il n'a pas d'argent lui non plus. *L'association serait mieux si elle était gérée par une mukherista?* Non, ça, non parce qu'il est notre président, il nous aide, même si c'est une autre personne. L'initiative est de lui, on s'est unies, voilà, on vit comme ça”.

Malgré l'existence de l'association le témoignage de Guilda décrit une situation d'émergence économique fragile qui dépend de facteurs liés aux capacités

32

Nous soulignons ici une limite de notre recherche car nous ne sommes pas parvenus à obtenir des données chiffrées sur les gains mensuels de son commerce.

de financement, aux risques courus à la frontière et aux capacités de résiliences. Dans le cas de Guilda et de Louisa, ces phénomènes de petite prospérité restent donc fortement dépendants et vulnérables aux capacités de remboursement, à la conjoncture et au hasard des contrôles. Ce premier constat nous conduit à une relative remise en cause de l'idée d'émergence économique lorsqu'elle concerne des activités du secteur informel qui n'offrent pas de garanties ou de stabilité des revenus. Les micro-importateurs et micro-importatrices qui ne n'ont pas de crédit bancaire ou de véhicules propres pour pratiquer leur commerce ne disposent donc que de leur force de travail pour importer de la marchandise.

3. Stratégies matrimoniales pour contourner la domination masculine

Les choix qui concernent la vie privée comme les choix de mariage ou d'union sont déterminants dans la vie d'une femme au Mozambique. La lecture que nous pouvons faire des choix matrimoniaux doit donc prendre en compte les normes de genre qui pèsent sur ces décisions. Les femmes qui s'éloignent du modèle de genre dominant de la femme mariée et mère de plusieurs enfants se situent alors en marge.

3.1. Ana³³ : le mukhero une alternative au chômage

Ana (36ans) a connu une trajectoire de vie similaire à beaucoup de mozambicains envoyés dans les usines d'Allemagne de l'Est au sortir de l'indépendance nationale. À leur retour au Mozambique, ces ouvriers appelés

« madgermans » n'ont pas trouvé de réinsertion professionnelle puisque le tissu industriel mozambicain était inexistant. L'absence d'opportunité d'emploi a obligé beaucoup de mozambicains à se reconvertir dans le secteur informel. Après avoir travaillé quatre ans en Allemagne, Ana s'est reconvertie dans une activité informelle pour faire face à ses besoins :

“Après l'Allemagne, je n'arrivais pas à trouver de travail quand je suis arrivée ici (au Mozambique). Je n'ai pas trouvé d'emploi mais ma vie je peux dire qu'elle a changé, elle a tellement changé. D'abord j'ai ouvert un salon [de coiffure], j'ai commencé à travailler dans le salon. Après quelque temps, j'ai arrêté. J'ai loué un petit endroit, j'ai loué un comptoir, j'ai travaillé dans la boutique, j'ai travaillé et de nouveau j'ai arrêté. Alors, j'ai commencé à être mukherista en 2002”³⁴

Dans son cas, le choix de travailler dans le commerce informel a été motivé par le manque d'opportunités dans le secteur d'activité pour lequel elle a reçu une formation. L'impossibilité de s'insérer sur le marché du travail, en raison d'une structure économique défailante, l'a conduit vers d'autres moyens de subsistance. Toutefois, Ana considère que travailler dans l'importation informelle lui apporte de meilleures conditions de vie et une plus grande satisfaction personnelle, « j'aime mon travail » dit-elle, malgré les souffrances qu'elle endure à la frontière.

Le cas d'Ana, comme celui de beaucoup de micro-importatrices est à mettre en perspective avec le contexte économique et historique dans lequel le commerce transfrontalier évolue au Mozambique. L'économie informelle s'est largement développée depuis les années 1980 pour faire face au chômage et aux situations d'extrême pauvreté. L'expansion du commerce informel a aussi été influencée par un exode rural massif, pratiqué de plus en plus régulièrement par des femmes seules qui fuient le village pour trouver un avenir plus clément. Comme le montre Jeanne-Marie Penvenne dans son article sur l'immigration des femmes vers les usines de cajou de Lourenço Marquês (nom de la capitale du Mozambique pendant

³⁴ Entretien le 1^{er} janvier 2011, à son domicile, dans le quartier Polana Caniço, périphérie de Maputo”.

la période coloniale), l'image positive du migrant était réservée à l'homme qui se devait d'être le pourvoyeur des besoins de la famille. Ainsi, « la femme mozambicaine qui va en ville renonce pratiquement à ses chances de se marier » alors que l'homme gagnera une image de meilleur parti (2003 : 15). Différentes raisons expliquent la décision de ces femmes de quitter leur village pour travailler dans le sud du Mozambique dans la période de 1945 à 1975 mais bien souvent ce choix est lié à l'absence d'un homme. C'est-à-dire, des divorces et des veuvages, ou des situations plus diverses comme « la mort d'un parent, le mariage forcé précoce, une grossesse hors mariage, la décision, mal acceptée, du mari de prendre une seconde épouse, l'inceste, la maltraitance physique, l'alcoolisme et le total abandon » (2003 : 87).

Dans ces trajectoires de vie, on assiste à la combinaison d'une situation de pauvreté avec celle d'une situation familiale difficile. Il est intéressant de comparer ces trajectoires de vie avec celles de notre enquête puisqu'il est possible d'établir un lien entre la décision de travailler dans le mukhero et un événement traumatique dans la biographie de ces femmes. En effet, la décision de devenir mukherista est presque toujours liée à une séparation, à la mort du conjoint ou au chômage du mari. C'est notamment le cas d'Ana qui est devenue mukherista après la mort de son mari qui lui a légué une maison et une somme d'argent avec laquelle elle a pu commencer son commerce. Son veuvage est resté une longue période de célibat puisqu'Ana ne parvient pas à avoir des enfants et ne souhaite pas quitter sa maison pour vivre avec un homme. La stigmatisation des femmes stériles est une réalité dans toute l'Afrique qui oblige souvent les femmes à vivre dans une situation de marginalisation ou d'exclusion. Sur ce point, le profil sociologique d'Ana est tout à fait intéressant car elle se définit comme une femme déviante, avec beaucoup de vices dont celui de l'alcool et des hommes. Pour la société traditionnelle mozambicaine, une femme vivant seule grâce à ses propres revenus est une femme de mauvaise vie qui sera difficilement respectée (Tvedten, 2007). Conceição Osorio témoigne, lors d'un entretien, qu'une femme vivant seule sans l'aide d'un homme aura tendance à être rejetée par son entourage. L'émergence économique qu'a connue Ana à la suite de la mort de son mari lui a apporté un certain confort

matériel mais son mode de vie se situe en marge par rapport aux autres femmes qu'elle côtoie. Elle se compare par exemple à sa sœur en la présentant comme un modèle car cette dernière n'a connu qu'un homme avec lequel elle s'est mariée et a eu trois enfants.

Le profil d'Ana se recoupe avec celui de nombreuses femmes migrantes qui traversent les frontières dans plusieurs pays d'Afrique. Les choix de vie de ces femmes, en l'absence d'un pourvoyeur masculin, seraient la preuve d'un lien entre la situation familiale et le choix de ce type d'activité économique. D'autre part, la nature même de l'activité du mukhero est difficilement compatible avec une vie de famille classique. En effet, le commerce transfrontalier exige un long voyage durant lequel les femmes doivent laisser leur foyer sans surveillance, dormir une nuit ou deux en Afrique du Sud, s'exposer aux hommes des douanes et à des risques en tout genre. On peut d'ailleurs comparer les motivations des importatrices à celles des migrantes à la recherche de meilleures conditions de vie. C'est ce qu'affirme Marie-Jeanne Penvenne (2003 : 88), quand elle dit que l'immigration des femmes est tout d'abord une stratégie d'« épouses en fuite » cherchant « protection » et un espace qui leur permettra de survivre, de prendre soin de leurs enfants et de leurs frères et sœurs plus jeunes. Ces stratégies sont donc plus développées par des femmes ne possédant pas de mari ou se trouvant dans l'urgence de faire vivre sa propre famille.

3.2. Hortensia³⁵ : une alternative à l'abandon

Le lien entre le choix de l'activité du mukhero et le contexte familial dans lequel les femmes se trouvent apparaît clairement dans le cas d'Hortensia. Cette femme a choisi de travailler dans le mukhero après avoir été abandonnée par son mari qui l'a quittée pour se remarier avec sa voisine. Cet événement traumatique a poussé Hortensia à chercher un moyen de subsistance dans le commerce informel.

Elle a fait ses premiers pas dans l'importation en achetant de la viande en Afrique du Sud pour la revendre sur un petit stand dans un quartier périphérie de Maputo (Namacha). Grâce à l'argent d'un microcrédit, elle s'est achetée un congélateur pour stocker la viande pendant tout le mois. Les bénéfices de ses ventes lui ont permis de s'acheter deux autres congélateurs où elle conserve de plus grandes quantités de viande et des boissons. Elle a aussi acquis un système de son pour mettre de la musique dans le petit snack qu'elle loue sur la place du village. Pour faire fonctionner son commerce, elle traverse la frontière seulement une fois par mois pour acheter plusieurs kilos de viande congelée dans les entrepôts de Komatiport. L'argent qu'elle a réussi à économiser avec son commerce lui a permis de faire construire sa maison où elle souhaite vivre seule avec ses enfants. Pour Hortensia, l'éducation de ses enfants est une priorité, « je vais tout donner à mes enfants, je veux qu'ils sachent que leur maman a souffert »³⁶. Concernant sa situation conjugale, Hortensia n'a pas souhaité se remarier officiellement ni aller vivre chez un autre homme. Elle a tout de même reçue une dot (Lobolo) d'un homme qui vient lui rendre visite un jour sur deux. Elle a choisi cette situation conjugale pour ses enfants car elle ne veut pas, comme le souhaiterait la tradition africaine, aller vivre dans la maison de son nouveau mari. Pour cet homme, Hortensia « est une femme forte, elle pense et fait ce qu'elle pense ». Dans ce cas de figure, nous pouvons penser qu'Hortensia a transformé les relations de genre en sa faveur après avoir vécu un épisode traumatique qui l'a poussée à devenir autonome financièrement. Cette indépendance qui matérielle lui a permis de construire une maison et de donner un meilleur avenir à ses enfants sans être dépendante d'un homme, et ce pour quoi elle exprime une certaine fierté. Enfin, elle dit être souvent « mauvaise » envers son mari car elle privilégie ses enfants avant tout.

Ces « arrangements conjugaux » sont aussi décrits par Tvedten, Paulo, Tuominen (2007 : 5) qui expliquent que « les changements dans la composition et l'organisation des agrégats familiaux ont tendance à refléter les évolutions globales dans la société. À Gaza, le mariage traditionnel et la patrilinéarité ont été

³⁶

Entretien du 04/07/2011 sur les lieux de son commerce.

largement substituée par la « cohabitation » et les prises de décisions par l'agrégat familial individuel, même si le Lobolo est particulièrement important dans la région rurale de Chókwè ». Ces changements sociétaux peuvent aussi être interprétés en milieu urbain comme une croissante monétarisation des rapports amoureux qui s'observe dans les stratégies conjugales des familles. Les femmes qui se retrouvant seules suite à une séparation auront d'autant plus tendance à chercher un mariage ou une union économiquement rentable.

Le lien entre la situation économique et les choix matrimoniaux est démontré dans l'ouvrage collectif *L'Afrique des individus* (Marie 1997). L'article de François Leimdorfer sur les patrons et patronnes à Abidjan montre que la catégorie socioprofessionnelle des restaurateurs ivoiriens est composée de femmes « seules, c'est-à-dire divorcées, répudiées, veuves ou célibataires. Elles ont pour la plupart été mariées (mariage coutumier, et trois cas de mariage légal) et ont (ou ont eu) au moment de l'enquête un amant ou un « quasi mari » (en tant que pseudo coépouse, dans une liaison non sanctionnée par un mariage traditionnel, mais relativement régulière et officielle avec un homme marié). Cette situation semble très courante en milieu urbain ivoirien, mais ici encore, les séparations sont vécues comme des échecs douloureux et comme une exclusion. Les hommes, quant à eux, vivent généralement, mariés ou non, avec une femme » (1997 : 121).

3.3. Lina³⁷ : se reconstruire après une séparation

Lina a 35 ans, divorcée, elle est célibataire et a deux enfants. Son parcours est un exemple d'ascension économique car elle est passée de l'importation de la

37

Entretiens réalisés le 18/07/2011 à l'Agence de voyage Lusomundo à Maputo. Voir Annexe 4 : Tableau biographique des importatrices : comparaison de la situation économique et familiale.

viande d'Afrique du Sud au commerce informel avec la Chine (toujours dans les circuits informels). Tout comme Hortensia et Louisa, un événement vécu comme « traumatisant » a poussé cette femme à exercer une profession peu valorisée dans la société mozambicaine.

Ces représentations socialement dévalorisées sur le mukhero peuvent être comparées à celles qui touchent des professions comme la prostitution par exemple. Lina pense que cette mauvaise image provient des faveurs sexuelles que les mukheristas doivent accorder aux douaniers, « les gens pensent que celles qui s'en sortent ont dû coucher avec les douaniers ». Mais pour elle, cette représentation repose sur une idée fausse car les douaniers sont très nombreux, ils ont des horaires rotatifs donc les importatrices devraient avoir des relations sexuelles avec tous les douaniers pour avoir des privilèges de passage. Cette marchandisation du corps (Détrez 2002) est abordée dans d'autres entretiens qui témoignent directement de l'existence d'abus sexuels et de l'utilisation du corps comme moyen de paiement mais il semble exister une frontière entre les pratiques et représentations sur le mukhero.

Poursuivant l'histoire de Lina, elle est entrée dans le mukhero suite à une séparation avec son mari qui l'a plongée dans une période de dépression ; « j'étais très déprimée, je n'arrivais même pas à donner à mon fils de 5 mois ». C'est grâce à son amie Sandra que Lina a réussi à s'en sortir car elle s'est occupée de ses enfants et lui a prêté de l'argent pour lancer son commerce. Elle a commencé par vendre de la viande en traversant la frontière avec le Swaziland, puis des vêtements à Johannesburg. Lorsque sa situation s'est stabilisée elle a réussi à conclure un bac professionnel et à entamer des études de comptabilité à l'université. Aujourd'hui, elle importe informellement des produits qu'elle ramène par avion en subornant les douaniers à l'aéroport. Anciennement dénommée « mukherista », Lina est maintenant appelé « femme d'affaire » par son entourage.

En ce qui concerne ses perspectives futures, Lina voit le mukhero comme un moyen de gagner de l'argent mais elle aimerait trouver une profession qui lui offre une plus grande stabilité et sécurité. « Não vou depender do mukhero » (je ne vais pas dépendre du mukhero), elle souhaiterait donc travailler dans une grande

entreprise privée qui lui permette d'être plus présente pour ses enfants. D'autre part, elle insiste sur l'importance de l'éducation de ses enfants, à qui elle veut donner un meilleur avenir. Elle projette de faire étudier ses enfants à l'étranger pour qu'ils aient une meilleure formation. Pour finir, elle affirme qu'elle n'a aucune intention de se remarier et souhaite élever ses enfants seule.

3.4. Florina³⁸ : le mukhero pour échapper à la violence domestique

Comme nous l'avons dit ci-dessus, il existe une grande variété des trajectoires de vie des femmes qui pratiquent le mukhero mais cette activité économique représente pour beaucoup d'entre elles un moyen de fuir une situation d'oppression ou de violence domestique. Florina a deux enfants, elle s'est séparée de son premier mari et vit maintenant avec un autre homme qui travaille comme douanier à la frontière sud-africaine (curieuse coïncidence!). Florina pratique le mukhero seulement une fois par semaine, le reste du temps elle est standardiste dans une agence de voyage. Elle a besoin des revenus du mukhero car son salaire est maigre (2800 MT soit 70 euros) et son époux ne participe pas aux dépenses de la maison. Lors de l'entretien, Florina explique qu'elle est régulièrement victime de violences par son mari qui refuse, entre autres choses, qu'elle fréquente son église (évangéliste). Les conflits pour des raisons financières sont aussi à l'origine de violences car son mari refuse de financer l'éducation des enfants et la nourriture. Florina pratique donc le mukhero chaque samedi pour subvenir aux besoins de ses enfants et éviter les violences engendrées lorsqu'elle demande de l'argent à son mari. L'histoire de cette femme est assez atypique car son mari est douanier et il

38

Voir Annexe 4 : Tableau biographique des importatrices : comparaison de la situation économique et familiale.

refuse que sa femme soit mukherista. Elle témoigne de plusieurs épisodes malheureux où son mari lui a confisqué sa marchandise et son véhicule !

Face à cette situation, elle développe des stratégies économiques pour échapper aux violences conjugales dont elle est victime. Sans parvenir à s'opposer à son mari, elle dispose d'un espace d'autonomie dans lequel elle développe des stratégies de contournement de la domination. Les revenus qu'elle retire du mukhero lui permettent de ne pas dépendre de son mari pour vivre.

4. Conclusion de la 2ème partie :

Ces différentes trajectoires témoignent d'une relation dialectique entre les choix économiques et ceux de la sphère intime. On comprend alors l'importance d'une étude focalisée sur la gestion du budget dans la famille car elle est révélatrice des tensions et des rapports de pouvoir entre sexes. Disposer d'un salaire à soi paraît être un moyen de peser dans les décisions importantes de la famille en termes de choix de consommation, d'éducation des enfants ou même au sujet de la nutrition. La gestion du budget de la famille est donc un critère qui doit être pris en compte pour évaluer les capacités de négociation et de prises de décisions. Ces capacités de gestion de l'argent sont fortement liées aux stratégies de financement du commerce qui permettront une plus ou moins grande autonomie.

3^{ème} Partie : LE CORPS COMME RÉVÉLATEUR DES RELATIONS DE GENRE ET DE POUVOIR À LA FRONTIÈRE

Le corps, porte d'entrée privilégiée pour interroger les bouleversements d'une société est autant acteur que produit de ces changements. Interface entre le collectif et l'individuel, il est un puissant révélateur de changements (Grenier-Torres 2010). L'attention portée sur le corps lors des observations participantes à la frontière apporte des pistes pour déceler les jeux et les enjeux de pouvoir qui prennent place dans ce contexte.

1. Les rapports de genre et de pouvoir à la frontière

Les travaux de Michel Foucault (1975)³⁹ sur les techniques de contrôle et de discipline des corps dans les établissements pénitenciers nous permettent d'interpréter l'espace de la frontière comme le lieu d'un « quadrillage » des corps. L'organisation de l'espace frontalier participe en effet à cette division systématique des corps puisqu'elle sépare et rationalise le passage des piétons et des véhicules, avec d'un côté un long couloir bordé de fils barbelés, et de l'autre des voies d'accès en fonction de la taille des cargaisons⁴⁰. Foucault comprend que chaque individu est réparti dans l'espace en fonction de sa place, son rang, ses forces, ses fonctions (Gros 1996 : 67). À partir d'une organisation fonctionnelle de

³⁹ Dans son ouvrage fondateur *Surveiller et punir*, 1975, Ed. Gallimard.

⁴⁰ voir photographie en Annexe 8

l'espace, la domination atteint l'intériorité même du comportement et joue au niveau du geste dans sa naturalité la plus intime. Ainsi, « le pouvoir investit le corps comme morceau d'espace, comme noyau de comportements, comme durée interne, et comme somme de forces » et il fabrique du corps docile, soumis (Gros 1996: 64). La microphysique du pouvoir étudie le pouvoir au niveau des processus mineurs qui contrôlent le corps. Elle permet d'observer, par rapport à notre problématique, comment les micro-importatrices se soumettent corporellement à un type de pouvoir tout en parvenant à mettre en place des espaces de micro-pouvoir et de négociation qui rendent la domination acceptable. L'observation des corps nous permet par ailleurs de mettre en lumière l'incorporation de règles implicites entre douaniers et mukheristas qui définissent la routine de leurs rapports. L'acceptation de certaines règles, par la soumission ou l'obéissance, permet alors aux importatrices de contourner la rigidité des lois et des taxes douanières.

À la frontière de Ressano Garcia qui sépare le Mozambique et l'Afrique du Sud, l'espace est rationalisé afin de permettre les contrôles d'identité et les flux de marchandises. Malgré cette rationalisation de l'espace, la frontière a toujours une apparence chaotique, les véhicules bondés frôlent les piétons chargés eux aussi de colis. Les contrôles d'identité se font de manière aléatoire et le paiement des taxes douanières s'organise de façon très informelle, laissant place à un fort degré de corruption⁴¹. Cet aspect chaotique et aléatoire du passage à frontière laisse très certainement supposer tout un système de régulation parallèle et imperceptible pour un(e) non initié(e). Les espaces de « liberté » résultants de ce chaos laissent la place aux improvisations et aux négociations informelles entre les importateurs(rices) et les douaniers.

Bien que la frontière soit un espace moins délimité et moins exigü que les cellules d'un établissement pénitentiaire dont parle Foucault, l'autorité douanière matérialise sa présence par une omniprésence dans un désordre dont elle maîtrise les codes. Dans ce scénario, la loi et la norme se côtoient pour faire naître des règles implicites qui oscillent entre un informel légalisé et un formel presque

⁴¹ Voir photographie en Annexe 8
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 70

illégal. Sur ce point, le président de l'association du secteur informel Sudecar Novela dénonce la non-application du droit de douanes par les douaniers qui profitent de leur pouvoir pour contourner les règles. Il convient d'analyser avec prudence les propos du président car il est encore difficile de saisir tous les enjeux de pouvoir qui se cachent entre la figure de Sudecar, les membres de son association, le gouvernement et les douaniers. Nous aborderons dans la suite du texte les relations que celui-ci entretient avec le pouvoir politique.

Le passage à la frontière est donc un moment particulièrement chaotique dont il est assez difficile de comprendre le fonctionnement. Avant le passage, les importatrices et les travailleurs de la frontière développent des stratégies variées pour parvenir à stocker le plus de produits possibles dans les camions. Les produits les plus coûteux sont dissimulés sous les sièges, les emballages sont démontés pour s'encaster dans tous les recoins du camion. Des poches noires et bleues renferment des kilos de viandes congelées, elles sont empilées sous des litres d'huile, des caisses d'œufs, de confitures, de mayonnaise et des couches pour bébé. Pour Armando, le chauffeur employé par les mukheristas de notre enquête, « chaque voyage est un apprentissage ! ». L'objectif de tout ce travail est de payer moins de taxes, tout en parvenant à conserver les emballages dans le meilleur état possible. Ce jeu stratégique et logique permettra à ces commerçantes de tirer le meilleur bénéfice de ce commerce informel, garantissant la rentabilité de ces voyages à risque. Le président de l'Association des mukheristas Sudecar Novela décrit cette activité comme une vraie jungle. « C'est une lutte, sauve qui peut!!! celui qui s'en sort fait des miracles! Celui qui n'a pas de chance, c'est triste... ». Le discours du président de l'association qualifie le mukhero de « sauvage » ou de « jungle », vocabulaire qui fait référence à des transactions à la fois violentes et arbitraires.

Arrivés à la frontière, les véhicules débordant de marchandises stationnent sur le parking le temps des négociations. Les mukheristas qui possèdent un véhicule particulier descendent à la recherche d'un douanier avec lequel elles peuvent débattre d'un prix raisonnable pour passer sans payer les taxes réglementaires. Les taxes douanières fixées par l'État Mozambique correspondent, toujours selon Sudecar Novela, à 46% du prix de chaque produit, auquel s'ajoute la

taxe du véhicule. Ces taxes sont très lourdes pour les petits importateurs donc les arrangements avec les douaniers semblent plus avantageux. Le prix fixé informellement par les douaniers dépendra du type de véhicule et des marchandises qu'il semble contenir. Très souvent, le douanier ne prend pas la peine de vérifier la marchandise, il demande simplement aux mukheristas ce qu'elles transportent. D'autres fois, il annonce simplement un « donne moi 3000! » (75 euros). La somme du pot-de-vin sera plus ou moins élevé en fonction des capacités de négociation des mukheristas. Le contexte institutionnel dans lequel la négociation du passage de la marchandise prend place doit aussi être pris en compte. En effet, les caractéristiques de l'État mozambicain conditionnent le type de relations commerciales qui voient le jour sur le territoire.

Dans leur article sur le Maputo Development Corridor, Iraê Lundi et Ian Taylor (2003) questionnent la capacité d'un « weak state » comme celui du Mozambique à gouverner ce type de frontière où se mêle l'informel et le business, les échanges commerciaux et les services. Les conditions dans lesquels se déroulent les échanges informels comme ceux du Mukhero sont expliquées par ces deux auteurs comme le résultat d'un État fragile incapable d'assurer le contrôle de ces frontières et d'imposer un ordre reposant sur des fondements légaux. Face à cela, les micro-importateurs sont pris dans une structure où la corruption fait office de règle et à partir de laquelle ils essayent de développer des stratégies de survie :

« Aucun de nous n'a un passeport valide ou un visa, nous traversons la frontière en passant sous la clôture. Nous avons des arrangements spéciaux avec certains officiers: nous payons et ils ne nous voient pas. Toutefois, l'accord n'est pas toujours respecté car il arrive souvent que nous payons mais ils nous attrapent quand même. Quand cela arrive nous n'avons pas d'autres choix que de payer, très souvent avec des services sexuels à plus d'un d'entre eux, au risque de perdre nos biens et d'être arrêtés. Mukhero n'est pas une entreprise facile, mais pour le moment c'est notre seule alternative pour survivre » (2003 : 99).

Les règles implicites de la frontière et le degré de corruption des douaniers peuvent être compris comme un jeu dont les bénéficiaires profitent à chaque échelon de la hiérarchie de l'État. En conséquence, il existe un ensemble de règles informelles qui permettent aux douaniers de profiter du commerce informel. De ce fait, les micro-importatrices tentent d'établir des relations personnalisées, voire familiales avec les agents afin de faciliter leur passage. Comme nous l'avons vu plus haut, les faveurs sexuelles peuvent être un moyen d'avoir certains avantages. Ana affirme que c'est un phénomène courant ; quand « les mukheristas n'ont pas assez d'argent pour payer, ils se donnent rendez-vous ». Au cours de ces « rendez-vous », les femmes doivent offrir leurs faveurs sexuelles et payer tout de même une somme en échange du dernier droit de passage. Ce qui ressort de notre enquête c'est que ces faveurs ne sont pas une forme de paiement automatique mais le résultat de relations privilégiées que les femmes micro-importatrices développent. Au fur et à mesure des voyages, elles construisent des relations de complicités avec un agent douanier en particulier avec lequel elles essaient de négocier à chaque passage. Par exemple, elles organisent leur passage en fonction des horaires de travail du douanier qu'elles connaissent. Selon Lina, les mukheristas n'échangent pas de faveurs sexuelles car les douaniers sont très nombreux et ont des horaires rotatifs. Nous comprenons plutôt qu'elles construisent des relations avec les douaniers dans une dynamique complexe entre domination/soumission et dans un rapport de séduction. L'idée d'un rapport de domination/soumission entre les importatrices et les douaniers se vérifie dans l'inégalité de statut entre ces deux groupes, ainsi que dans les inégalités de genre. De leur côté, les douaniers possèdent un statut légitimé par leurs fonctions de représentants de l'autorité étatique et du droit de douanes. Ils possèdent aussi un fort capital économique qui les placent dans une supériorité sociale. En effet, les fonctionnaires des douanes se situent dans l'échelon supérieur de la fonction publique, ce qui les place dans une position sociale hiérarchique supérieure à celle des mukheristas. Andes Chivangue (dans son enquête sur le mukhero réalisée sur les marchés informels de Maputo en août 2011 dont les résultats ne sont pas encore publiés) estime entre 8000 et 10 000 meticiais (entre 200 et 250 euros) les revenus moyens mensuels des

mukheritas. Puisque de chaque passage à la frontière rapporte entre 100 et 3000 meticais (2,5 et 75 euros) aux douaniers, il est évident que ces agents accumulent un capital largement supérieur à celui des importatrices. Ce rapport de classe entre douaniers et mukheritas est aussi doublé d'un rapport de genre qui renforce les inégalités. De fait, les douaniers sont composés à presque 90%⁴² d'hommes ce qui conduit à un possible rapport de domination masculine avec les mukheristas qui sont composées à presque 80% de femmes. De plus, le caractère informel de leur commerce donne aux mukheristas une faible légitimité. Ces femmes doivent donc se soumettre aux décisions des douaniers car elles ne possèdent aucun moyen de revendiquer leurs droits. Dans ce contexte, l'informel se construit dans une relation hiérarchique et inégale où les femmes tentent de contourner la domination par des stratégies de séduction dans lesquelles elles reproduisent un acte de soumission. Les gestes de séduction, d'amitié, de familiarité seront donc des armes utilisées par les femmes pour parvenir à des fins commerciales. La soumission des importatrices aux abus et aux exigences permet alors de stabiliser des règles informelles qui assurent le fonctionnement du mukhero.

C'est ce qu'explique Sudecar Novela, président de l'association du Mukhero parle d'un « romantisme forcé » pour qualifier ces jeux de séduction :

« Les femmes sont très patientes, aux abus, n'est-ce pas ?! Alors que l'homme c'est déjà très différent, si moi j'y vais aujourd'hui et si par malheur nous avons une situation comme ça, après être sorti, on est interpellé ici, et là bas, alors ben, devoir dire « chef » deux, quatre, cinq [fois] à un jeune gars, n'est-ce pas ? Il faut l'appeler chef pour qu'il me facilite et après il te dit que ce n'est pas assez pour lui, sors d'ici ! Je deviens nerveux et je donne des coups. Je le frappe pas, je préfère ne pas y retourner le lendemain. Alors que les femmes, ben, c'est « chef, chef !, chef ! Chef ! ». C'est comme ça qu'elles finissent par se livrer au « romantisme forcé » pour pouvoir avoir des facilités, je sais pas si tu comprends ?! Hein ! »⁴³.

⁴² Ces chiffres sont un ordre d'idée, ils correspondent aux conclusions obtenues suite à l'observation effectuée à la frontière.

⁴³ Entretien du 22/07/2011

Dans cette perspective, il est intéressant d'analyser la transformation des corps des micro-importatrices lorsqu'elles doivent faire face à un agent douanier devant lequel elles présentent un corps fragile, fatigué, voire misérable. Les jeux de féminité et l'usage du genre sont aussi des armes mobilisées par les importatrices lors des négociations. De ce fait, le corps apparaît comme un outil de travail qui fait partie intégrante de la stratégie commerciale. Les rapports de genre qui s'instaurent à la frontière détiennent en effet une fonction organisationnelle et hiérarchique qui fonctionne autour d'une autorité masculine violente et d'une soumission des femmes face à la figure du douanier. Ce jeu de domination/soumission exclut d'une certaine façon les importateurs de sexe masculin s'ils ne reproduisent pas cette structure de pouvoir.

Les rapports de pouvoir sont-ils différents lorsque le mukherista est un homme ? Ou quand une mukherista fait face à un agent douanier femme ?

Sans parvenir à répondre complètement à ces questions, les témoignages recueillis montrent que les rapports de genre entre les douaniers et les importatrices s'appuient sur la domination masculine comme modèle d'échange. Lorsqu'un d'homme exerce la profession du mukhero, nous pouvons supposer qu'il ne souffre pas de cette structure de domination masculine. D'un autre côté, bien que les avantages soient pervers, les hommes ne bénéficieront pas de certaines faveurs.

2. Entre un corps vulnérable et un corps-marchandise

Dans son chapitre intitulé *Corps et Pouvoir* sur les formes de la domination sociale, Christine Detrez (2002 : 170) détaille comment le corps peut devenir instrument, outil et moyen de production devenant rapidement un corps-marchandise. Dans la pratique du mukhero, il est possible de constater une confusion des corps et de la marchandise. En effet, le transport de la marchandise est un vrai casse-tête qui oblige les importatrices à improviser des solutions pour

se déplacer d'un entrepôt à un autre avec des caisses entières de yaourts, d'huile, de farine... Au fur et à mesure, la quantité d'achats augmente devenant presque impossible à transporter d'une seule fois. Quand la voiture est pleine, les mukheristas sont souvent obligées de s'asseoir ou de se coucher sur leurs marchandises pour être transportées jusqu'à un autre entrepôt. L'image, observée sur le terrain, de six pieds de femmes au dessus d'un amas de marchandise dans un coffre de voiture, illustre cette proximité du corps et de la marchandise. Dans ces circonstances, le corps ne paraît pas avoir plus de valeur que les produits sur lesquels il est couché. Le transport de la marchandise jusqu'à Maputo reflète aussi cette idée puisque les importatrices voyagent très souvent en minibus avec des caisses d'œufs, de bières ou de mayonnaise sur les genoux. Le corps ressent aussi l'impact du stress tout au long du trajet et, surtout, au cours de différents contrôles aux postes de douanes. Zaida fait part de ses maux de tête contre lesquels elle prend des médicaments anti-douleur après chaque voyage. Elle témoigne aussi de son angoisse au cours des voyages et avoue se sentir soulagée seulement une fois arrivée à Maputo : « au début les affaires marchaient bien, je ne comprenais pas pourquoi c'était si compliqué mais après j'ai commencé à comprendre combien c'est difficile de faire ce travail »⁴⁴.

L'anthropologie du corps est à ce niveau particulièrement utile pour donner du sens aux gestes et aux mouvements des femmes et des hommes dans cet espace hostile qui lie avec une particulière violence les relations de commerciales aux relations de pouvoir avec l'autorité douanière. La violence physique ressentie par mon expérience d'observatrice lors du transport de la marchandise a été un premier indice de l'impact de cette activité sur le corps. Cette violence prend aussi un tournant psychologique comme en témoignent les altercations que j'ai observé entre les mukheristas et les travailleurs de la frontière qui gagnent leur vie dans des prestations de services informels autour du mukhero (chargements, échange de devises, transport, surveillance, logistique). La vulnérabilité des corps remet en cause l'idée du travail comme moyen d'émancipation de la femme. Au contraire, l'activité du mukhero semble rendre les corps de ces femmes plus fragiles et

⁴⁴ Entretien du 08072011 à son domicile
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 76

vulnérables. Pour en témoigner, Hortensia⁴⁵ raconte un épisode marquant de son activité lorsque son véhicule a été saisi par les douaniers le 31 décembre 2009. Ce jour là, les douaniers lui ont réclamé 2500 meticaïs (environ 60 euros) sous peine de confisquer toute la marchandise et la voiture. Hortensia transportait beaucoup de produits interdits à l'importation comme de l'huile, de l'alcool et des cigarettes mais elle était incapable de payer cette somme aux douaniers. Les négociations étant impossibles, Hortensia a passé la nuit à la frontière dans l'attente qu'une personne de sa famille vienne rapporter l'argent. Cet épisode montre la soumission des importatrices face aux décisions des agents d'autorité frontalière. D'autre part, les amendes qui sanctionnent l'activité des micro-importatrices contribuent aussi à la vulnérabilité de leur commerce.

Ce cas de figure n'est pas rare et il se recoupe avec de nombreux autres entretiens. Les mukheristas nomment ce type de situation « cair a zero » ou « cair a FRIGO » (« Tomber à zéro ou tomber dans le FRIGO » : poste de contrôle des douanes). Ces expressions signifient tomber dans le contrôle des douanes et tout perdre. Dans ce genre de situation, les importatrices, perdent toute leurs marchandises et se retrouvent en « faillite » comme ce fut le cas d'Ana: « J'ai commencé à être mukherista en 2004. Mais je n'ai pas eu de chance, la même année, j'ai travaillé un an je crois. Après j'ai eu un malheur, il (le douanier) a pris mes produits, je suis tombé à zéro ». Après cet épisode Ana a attendu quatre ans pour remettre son commerce en marche et réintégrer le circuit du commerce transfrontalier.

Comment expliquer que les véhicules des mukheristas ne soient pas saisis à chaque passage ? Sur ce point, la réponse semble évidente : c'est parce que le mukhero est un système qui profite largement aux douaniers qui se mettent d'accord sur un ensemble de règles informelles avec les importateurs et les importatrices !

⁴⁵ Cette rencontre sur le marché Compone du quartier Polana Caniço le 22/07/2011 n'a pas pu être enregistrée en raison du refus de l'enquêtée. Les conditions de cet entretien ont été négociées avec le président de l'Association. Mukhero qui a du expliquer longuement la démarche de mon enquête afin de la convaincre.

3. L'incorporation de la domination masculine

Comme nous l'avons montré dans l'introduction, la thématique du corps doit surtout être comprise dans une perspective de genre puisque ce sont des corps sexués qui rentrent en interaction. Le jeu de domination/soumission s'établit donc aussi sur un rapport de séduction où le corps féminin est montré, mobilisé comme outil de négociation commerciale. Cependant, ce corps féminin mobilisé comme stratégie commerciale reproduit, dans ce rapport de séduction, la domination masculine. D'après les théories de Bourdieu sur la domination masculine (1998), les rapports de domination se présentent comme des données naturelles "ahistoriques" qui s'enracinent dans les corps et qui exercent une violence symbolique sur les individus.

Pour Bourdieu, tout le fonctionnement social (la division du travail, l'espace, le temps) est organisé sur la base d'une série d'oppositions "homologues", fondées sur la distinction entre le masculin et le féminin : « haut/bas, dessus/dessous, devant /derrière, droite/gauche, droit/courbe (et fourbe), sec/humide, dur/mou (...), dehors (public)/dedans (privé) ». Ces oppositions qui traversent l'ensemble du monde social portent en elles un système de valeurs implicite où le masculin l'emporte sur le féminin. Celui-ci est incorporé par les individu(e)s dans l'exercice de leur vie quotidienne. Et comme "par magie", la domination masculine paraît être "dans l'ordre des choses" : « La différence biologique entre les sexes, c'est-à-dire entre les corps masculin et féminin, et tout particulièrement, la différence anatomique entre les organes sexuels, peut ainsi apparaître comme la justification naturelle de la différence socialement construite entre les genres, et en particulier de la division sexuelle du travail » (Bourdieu 1998 : 20).

La relation qui s'instaure entre les douaniers et les mukheristas doit donc être analysée dans le cadre de cette structure de pouvoir qui se renégocie sans cesse dans un jeu de domination/séduction. L'extrait ci-dessous relate une observation à la frontière dans laquelle on remarque la façon dont les micro-

importatrices adaptent leur comportement en fonction de l'autorité à laquelle elles font face :

« Quand les douaniers interpellent notre véhicule sur le bord de la l'autoroute, les mukheristas me préviennent : « regarde maintenant, tu vas voir le spectacle ! ». Le contrôle des douaniers s'inscrit dans une routine et dans un jeu dont elles connaissent les règles mais dont elles ne maîtrisent pas les pertes. Le rituel commence, et les mukheristas rentrent dans un rôle en utilisant toutes les armes possibles. L'apparence vestimentaire et le corps sont des instruments de négociation. Ana est habillée d'un jogging gris délavée et d'un t-shirt blanc. Quand elle descend de la voiture, elle se déplace difficilement et s'approche péniblement des douaniers, remontant sans grâce son vieux pantalon. Cette scène assez comique provoque un rire compulsif des deux mukheristas qui m'indique qu'Ana est en train d'exagérer pour provoquer un sentiment de pitié aux douaniers. Ici, tout est bon pour faire baisser la somme du pot-de-vin exigée par les autorités; l'apparence physique est donc un indicateur du niveau socio-économique de chaque mukherista. La somme du pot-de-vin sera fixée en fonction de l'humeur du douanier, en fonction de la quantité de marchandise qu'il imagine dans le véhicule, de la tête de la mukherista et de sa capacité à « négocier » ou à « pleurer ». À plusieurs reprises, je note cette expression « elas choram » (elles pleurent) pour décrire le rituel effectué par les mukheristas face aux douaniers. À chaque voyage, les mukheristas doivent jouer le jeu, réclamer en répétant « tou pedir, papa, tou pedir » (je te demande, papa, je te demande), pleurer, supplier, dire qu'elles n'ont pas d'argent pour payer le pot-de-vin, demander de baisser la somme. L'objectif de ce rituel des larmes est de provoquer un sentiment de compassion ou de sympathie chez les douaniers, en acceptant une forme d'humiliation ou de mise en scène de soi. Lors du second contrôle, sur l'autoroute qui conduit à Maputo, ils remarquent tout de suite la présence d'une Blanche et ils demandent une somme exorbitante à Ana qui est descendue "verser quelques larmes" en aparté. La négociation est difficile, ils demandent 3000 meticaïs (75 euros), Ana propose 600 (15 euros). Elle revient à la voiture et demande aux deux autres mukheristas présentes de donner 200 meticaïs (5 euros) de plus. Le douanier devient de plus en plus nerveux, le chauffeur me demande de ne pas trop regarder, de faire comme si j'étais une auto-stoppeuse. Le douanier s'énerve, il demande au chauffeur de se garer et dit « cette voiture ne sortira pas tant que vous n'aurez pas payé ». Je ne parviens plus à observer leur interaction, Ana supplie encore. L'agent de l'autorité routière vient en courant jusqu'à la voiture et dit au chauffeur de venir avec ses papiers pour être contrôlé. Le chauffeur prend peur et demande aux deux autres de donner 200 meticaïs, il décide de céder, « je vais leur donner 200 et on en parle plus ». Finalement, les 1000 meticaïs (25 euros) suffisent. Ana et Armando reviennent dans la voiture en silence, ils soupirent, c'est terminé. Je ressens clairement la souffrance endurée par Ana pendant cette négociation mais elle n'est pas encore soulagée car elle sait que quelques kilomètres plus loin cette situation va se répéter. Selon le président de l'Association des Mukheristas, ces postes de contrôle informels des douaniers au long de l'autoroute qui joint Maputo à la frontière sud-africaine n'ont aucune raison d'exister et aucun des bénéfices réalisés par les douaniers avec ces pot-de-vins ne va dans les caisses de l'État.⁴⁶

⁴⁶ Observations personnelles tirées de mon journal d'enquête suite au premier voyage effectué avec les micro-importatrices le 27 juin 2011.

Ce récit de voyage illustre les enjeux de pouvoir qui se déroulent à la frontière et la façon dont ceux-ci modulent et transforment le corps. Il est intéressant de voir les transpositions de cette violence et la transformation des corps en fonction du contexte et de l'interaction. L'exemple de la transformation du corps d'Ana lorsqu'elle sort de la voiture illustre bien ces ajustements. Nous parlons ici de « transformation » car Ana pèse près de 100kg et qu'elle présente, dans la vie quotidienne, une personnalité autoritaire. Ceci s'observe notamment dans les relations qu'elle entretient avec les membres de sa famille, son employée de maison et les femmes à qui elle loue de petits studios. Dans la perspective de Bourdieu, on peut aussi interpréter le comportement d'Ana comme une incorporation de la domination, dans les deux sens du terme. Dans ce sens, la domination est acceptée et reproduite, voire négociée par les micro-importatrices puisqu'elle s'intègre dans un calcul commercial. Une réflexion sur la corruption et les jeux de domination/ soumission qui en découlent serait très stimulante mais elle ne fera pas l'objet de ce mémoire. Nous pouvons tout de même souligner que les abus d'autorité des douaniers sont acceptés par les mukheristas car ils sont préférables à une application de la loi qui conduirait à payer de lourdes taxes. Dès lors, cette obéissance est créatrice de légitimité. Dans cette optique, les corps en présence apparaissent comme des révélateurs des enjeux de pouvoir dans leur posture, dans la manière dont le douanier se déplace avec assurance à la frontière ou dont il s'appuie sur sa voiture de fonction, les bras croisés et la tête penchée en attendant la fin des négociations. En opposition, les corps des micro-importatrices se courbent, s'inclinent, suppliants. Ils apparaissent fragiles et plus petits face à l'autorité à laquelle ils font face. Notons enfin que le vocabulaire utilisé par Ana dans cette négociation appartient au registre de la parenté et de la relation père/enfant. Les expressions du type : « papa, este dinheiro, eu não tenho », « papa, tou a pedir » « chefe, chefe » (« Papa, cet argent je ne l'ai pas », « papa, je te demande ou je t'en prie », « chef, chef ») reproduisent donc un rapport de soumission. Le paternalisme présent dans le vocabulaire des importatrices se retrouve, sous une autre forme, dans l'organisation de l'association du secteur informel et le rapport qui s'instaure entre les mukheristas et leur président.

4. Le paternalisme associatif et la soumission à l'autorité d'un chef

La participation des femmes à l'association du secteur informel et la composition de ces associations sont particulièrement intéressantes au regard de notre problématique. En effet, l'organisation collective des importatrices du secteur informel pourrait être un moyen de pallier à la vulnérabilité de leur commerce et de lutter pour de meilleures conditions de travail. Le manque de protection propre à ce secteur informel pourrait alors être comblé par la participation des mukheritas dans une association du secteur informel qui militent pour leurs droits. Andes Chivangue (2007) montre dans sa recherche sur le mukhero que l'absence de protection sociale et de régulation constitue un problème majeur pour les travailleurs de ce secteur.

Le témoignage de Florina souligne la vulnérabilité des corps dans l'activité du mukhero puisque ces travailleurs ne disposent d'aucune protection en cas de maladie :

“ Parce que [le mukhero], si tu es malade, tu ne pourras pas y aller, [les douaniers] ils peuvent te confisquer tes choses [tes produits], tu es bloquée. Dépendre seulement du mukhero... peut-être si j'avais vraiment un intérêt pour les affaires, si j'avais des fonds. Le mukhero n'est pas une activité sûre. J'y vais une fois par semaine et je me rends compte de telle situation sur le chemin, parfois tout mon argent y passe. Le mukhero aussi n'est pas très sûr. Ce truc comme il n'y a pas de grille de prix spécifique, ils disent ce que nous devons payer”⁴⁷.

Nous pouvons alors nous demander si la participation des micro-importatrices dans les associations du secteur informel comme l'association

⁴⁷ Entretien avec Florina le 18 juillet 2011 sur son local de travail
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 81

Mukhero permet de renforcer le pouvoir des mukheristas dans l'économie ? et si elle permet une plus grande protection de ses membres ?

La première réponse que nous apportons concerne la composition de cette association qui fonctionne de manière verticale et est dirigée par un homme. Il est donc important de noter que l'association qui représente ce secteur économique composé à 80% de femmes est représentée par une figure masculine. Représentants légitimes de l'autorité, cet homme négocie avec le parti Frelimo et les autorités douanières sans qu'il n'existe aucune consultation des membres. Plusieurs mukheristas membres de l'association du mukhero témoignent des difficultés à organiser des réunions. La secrétaire de l'association critique aussi le manque de solidarité entre les membres. Elle fait référence à une réunion qui a eu lieu en 2010 et qui avait pour but d'organiser une marche pacifique jusqu'à la frontière pour témoigner contre les violences et les abus des douaniers. Le but de cette manifestation était de donner de la visibilité aux conditions dans lesquelles sont pratiquées le mukhero. Finalement, le manque de solidarité entre les importatrices à fait échouer l'opération. Une des femmes présente à la réunion avait prévenu les douaniers du projet de cette manifestation par téléphone. Par peur des représailles, les mukheristas ont préféré abandonner leurs actions. Cet épisode nous montre que la peur et la méfiance sont aussi bien présentes entre mukheristas et douaniers, qu'entre les membres de l'association.

De L'exemple cité démontre l'absence d'une conscience politique et les difficultés rencontrées pour mener des actions. D'autre part, l'autorité et le charisme du président de l'association du mukhero Sudecar Novela limitent la participation des ses membres. Sudecar Novela s'occupe des mukheristas comme un « père » ou un « chef », ce qui mène à penser que les relations qui s'établissent entre le président de l'association et ses membres ont un caractère paternaliste. En effet, les mukheristas l'appellent « o nosso chefe » (notre chef) et s'adressent à lui lorsqu'elles ont un problème à la frontière. La participation à l'association ne peut donc pas être interprétée comme une forme d'engagement politique ou social car les mukheristas n'ont aucun pouvoir de décision.

Cette question est notamment soulevée dans l'article du Journal Notícias (21-04 -2011) qui questionne une situation d'émergence économique des mukheristas sans véritable pouvoir de décision :

«Pour Luisa Diogo, la femme est à la périphérie de la prise de décision. Mais, il est prouvé que quand la femme obtient un espace, elle donne une contribution très précieuse à la société et l'économie. « Les femmes sont invisibles dans le secteur informel, dans le commerce transfrontalier (le mukhero), dans les soins de la maison (comme femme au foyer), entre autre chose, mais leur contribution est invisible».

On constate en effet que la participation des femmes dans l'association du secteur de l'importation informelle n'a pas d'impact significatif sur les prises de décisions mais celles-ci bénéficient d'une forme de protection. Selon l'évaluation de Andes Chivangue (2007), sur un total de 8000 mukheristas il existe environ 700 mukheristas enregistrées dans l'association du mukhero, ce qui représente à peine 10% du total des travailleurs de ce secteur. La protection offerte par l'association, qui propose un accompagnement juridique en cas d'appréhension de la marchandise par les douanes, ne bénéficie que de l'adhésion d'une faible partie des mukheristas. Une sociologie des membres de l'association serait alors nécessaire pour comprendre les raisons qui motivent chacun d'entre eux à payer une cotisation et à obtenir une carte d'adhérent. L'association propose une aide juridique individuelle aux importateurs et disposent aussi d'une équipe présente à la frontière. Ainsi, les mukheristas qui ne sont pas inscrits dans l'association n'ont aucun moyen de défendre leurs droits ou de faire face à une décision de l'autorité des frontières. Il est toutefois intéressant de noter que les mukheristas de notre enquête n'étaient pas toutes inscrites dans l'association du mukhero mais qu'elles identifiaient tout de même le président Sudecar Novela comme « leur chef » et comme le représentant légitime de leur secteur d'activité. Ainsi, la portée de l'action de l'association s'élargit dans le sens où le président est un porte-parole qui défendant les intérêts de ce secteur dans les médias et auprès du gouvernement. Les relations politiques entre le parti Frelimo et l'association du mukhero sont

encore floues mais Sudecar Novela se présente comme un acteur indépendant de la société civile. Il critique fortement la politique douanière du gouvernement mozambicain: « déjà parce que le gouvernement jusqu'à présent rend les choses difficiles, par exemple à cause de la politique douanière, les taxes sont très élevées donc le premier lésé est le propre État et le propre importateur et qui sort gagnant est le fonctionnaire (des douanes)». Nous pouvons donc noter le paradoxe entre la faible participation des mukheristas dans l'association et le fait qu'elles considèrent tout de même Sudecar Novela comme leur représentant légitime.

Ce paradoxe pourrait être expliqué par les théories sur les logiques de l'action collective de Mancur Olson (1971)⁴⁸ où il décrit le phénomène du « passager clandestin », personne qui profite des avantages obtenus par un groupe sans y avoir investi autant d'efforts ou d'argent que les personnes membres. On peut supposer que les mukheristas agissent stratégiquement dans le but de défendre leurs intérêts économiques. Elles ne sont pas membres de l'association mais s'identifient à son président car son lobby auprès du gouvernement pourrait leur être profitable.

5. Conclusion de la 3ème partie :

L'observation des corps dans les interactions commerciales et les négociations à la frontière met en lumière l'incorporation de certaines règles que Bourdieu nomme les « habitus ». L'incorporation des habitus permet donc aux mukheristas de savoir se comporter et agir en fonction du type d'interactions et des ressources qu'elles possèdent. Il existe de toutes évidence un ensemble de règles implicites, une routine naturellement reproduite dans ce contexte économique particulier. Nous concluons aussi que ces règles sont fortement structurées par le genre, c'est-à-dire par les normes déterminant de façon inégale le masculin et le féminin. Ainsi, les rapports de pouvoir qui prennent place à la frontière sont

⁴⁸ Référence à l'ouvrage : *Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, (1971)

organisés autour de l'autorité masculine dont la reproduction prend forme à travers les gestes, les mots et les comportements. Stratégie économique de survie, l'incorporation de la domination par les femmes est effectuée à la fois de façon naturelle et calculée pour en tirer le maximum de bénéfices. Il est en de même pour la participation à l'association du mukhero qui répond à un calcul de coûts/avantages.

4^{ème} Partie : L'IMPACT DE L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE SUR LA SPHÈRE PRIVÉE :

Liés aux bouleversements opérés dans la sphère économique, les changements qui voient le jour au sein de la famille et du couple montrent un lien direct entre des phénomènes sociaux et des phénomènes de l'ordre de l'intime. De nombreux articles⁴⁹ annoncent un bouleversement des rapports de genre au sein du couple en raison de l'entrée des femmes sur le marché du travail et leur émergence économique parfois supérieure à celle des hommes. Le cas des mukheristas nous permet de questionner cette affirmation afin de comprendre en quelle mesure elle se traduit par une réelle modification des rapports de genre.

Cette partie présente donc les principales pistes de réflexions auxquelles nous aboutissons pour répondre à notre problématique de départ. Est-ce que les changements statutaires sont constitutifs de mutations de rapports de genre ? Les conclusions auxquelles nous aboutissons à travers les trajectoires de vie de ces importatrices nous amènent à tempérer ces affirmations souvent trop hâtives d'une émancipation des femmes par le travail. En ce qui concerne les capacités de négociation, nous parlerons plutôt de changements timides, voire de conservation des rôles sociaux de genre.

1. Impacts de la petite prospérité sur les rapports de genre dans la sphère privée

⁴⁹ Voir, pour exemple, le dernier Hors-série d' Alternatives Économiques de septembre 2011, *Le temps des femmes*.

Parler d'« impacts » peut sembler problématique puisque les changements sociaux sont le fruit de longs processus historiques qui conduisent à des altérations imperceptibles sur le court terme. Par ailleurs, il semble difficile de percevoir par l'entretien, des changements qui se passent dans la sphère intime, à travers des discours qui embellissent souvent la réalité ou tentent de donner une image positive de soi. D'autre part, les changements qui s'inscrivent dans la sphère privée touchent à la construction de l'identité, ils sont éminemment subjectifs. Les trajectoires de ces femmes doivent donc être étudiées avec prudence pour ne pas tirer des conclusions trop hâtives. En comparant l'évolution des situations économiques de ces femmes sur le temps long il apparaît clairement des phénomènes de petite prospérité. La totalité des histoires de vie rencontrées dans cette recherche témoignent d'une amélioration des conditions de vie par rapport au milieu d'origine et aux premières années de la vie adulte. On rencontre en effet des capacités d'accumulation et de production par l'accès au crédit, l'achat de congélateurs, la location d'une boutique, la construction d'une maison. Sur le plan intime, les trajectoires sont marquées par des événements traumatiques comme des séparations ou des abandons qui ont été les moteurs de changements d'activités professionnelles. Nous soulignerons donc le rapport dialectique entre sphère publique et privée, puisque l'une influence l'autre et inversement.

Comme nous l'avons vu, la notion de sphère privée, opposée à celle de sphère publique est associée à une division dichotomique qui sépare le dedans du dehors. Comme le rappelle Bourdieu (1998 : 20), cette division des choses et des activités s'apparente à l'opposition entre le masculin et le féminin. De façon simple, ce qui est public (tel espace, telles ressources, telles informations) désigne tout simplement ce qui est ouvert à tous, disponible pour tous, visible ou su de tous, par opposition à la fermeture, à la limitation ou au secret qui sont d'ordre privé. Ainsi, le public sert à désigner l'État, les pouvoirs publics et leurs représentants au service du bien commun, par opposition aux acteurs privés agissant indépendamment de lui, voire contre lui. Enfin, les catégories de public et de privé renvoient également à la notion de « vie privée », ou de « sphère

domestique » lieu de l'intimité, de ce qui est personnel, par opposition à la vie publique, qui renvoie aussi bien à la vie « en public » que « professionnelle ».

Dans ses recherches sur le genre et le pouvoir dans les familles des quartiers périphériques de Maputo, Ana Bernard da Costa (2005) observe, dans le discours des femmes, qu'il existe effectivement des changements dans le rôle qu'elles jouent au sein de la famille, mais ces bouleversements prennent des sens multiples, voire contradictoires. L'auteur affirme que la scolarisation, l'exercice d'une profession, le fait d'avoir un revenu à soi et l'affirmation d'intérêts individuels sont des éléments fondamentaux qui permettent de « rompre avec d'anciennes allégeances subalternes » (2005 : 214). Ces « espaces de pouvoir » dans les relations de genre doivent être cependant relativisés car, pour Ana Bernard Da Costa, ces « conquêtes » acquièrent de la « valeur » seulement quand elles gagnent une signification et une reconnaissance sociale dans le contexte dans lequel elles évoluent.

Plus concrètement, l'impact de la petite prospérité sur la sphère privée soulève des questions liées à la gestion du foyer et du budget de la famille, aux décisions prises par rapport à l'éducation des enfants, à la division sexuelle du travail domestique ou encore à la sexualité. L'exercice libre de la sexualité pourrait en effet constituer un critère déterminant de l'émancipation féminine mais nous n'avons pas pu aborder cette question dans le cadre de cette recherche. Ce dernier point n'a été abordé qu'avec une seule des enquêtées avec qui le degré de confiance était suffisant. Nous aborderons plutôt les questions de l'ordre de l'intime sous les problématiques liées aux stratégies matrimoniales et à l'éducation des enfants. Les impacts sur la sphère intime seront alors perçus par rapport aux changements dans la structure familiale.

Dans son ouvrage fondateur *Femmes, greniers et capitaux* (1992), Claude Meillassoux analyse la famille comme un lieu de la production et de la reproduction des rapports capitalistes de production. Selon lui « le mode de production capitaliste dépend ainsi pour sa reproduction d'une institution [la famille] qui lui est étrangère mais qu'il a entretenue jusqu'à présent comme étant la plus commodément adaptée à cette tâche et la plus économique par la mobilisation

gratuite de travail – particulièrement du travail féminin – et par l'exploitation des sentiments affectifs qui dominent encore les rapports parents/enfants » (1992 : 21). Les réflexions de Claude Meillassoux sur le travail domestique comme une source d'exploitation primaire où la femme est au service de l'homme dans un rapport de production domestique non rémunéré sont réactualisées dans des débats contemporains des études de genre. Le travail domestique est abordé comme un indicateur des inégalité de genre et de la domination masculine (Delphy 2001).

Ces bouleversements qui touchent la structure familiale à cause (ou grâce) au travail de la femme pourrait aussi être observés sur les impacts qui produisent de façon plus ou moins directe sur l'identité masculine. En effet, dans beaucoup de pays africains, l'identité masculine repose sur les capacités de l'homme à être le pourvoyeur de la famille. Les crises économiques récentes et anciennes qui secouent le continent africain ont mis à mal ce prérequis de l'identité masculine, provoquant une modification des rôles au sein du couple ou un possible malaise identitaire. Nous pouvons par exemple citer l'époux de Louisa qui n'apprécie pas la profession de sa femme. Ou encore, celui du mari de Florina, lui-même douanier, qui confisque parfois la marchandise de sa femme à la frontière. Les relations de pouvoir sont perceptibles et témoignent d'une volonté de contrôle des hommes tant dans la sphère privée que publique.

La « menace » qui pèse sur l'identité masculine pose un ensemble de problèmes. De façon assez schématique, Inês Raimundo (2005 : 13) présente six caractéristiques de l'identité masculine en Afrique : être marié avec des enfants ; être capable d'être le pourvoyeur de la famille ; avoir suffisamment d'argent pour payer un mariage et une dot ; trouver un travail ; avoir accès à la terre ; subvenir aux besoins de ses propres parents. Dans son article sur l'immigration et l'identité masculine, l'auteure montre que l'arrivée massive de femmes sur le marché informel opère des modifications significatives dans les rapports de genre puisque elles parviennent, par leur travail, à substituer le rôle du chef de famille. Face à une inactivité croissante des hommes en raison du chômage, les femmes font face aux difficultés financières à travers des stratégies puisées dans le secteur informel.

Pour conclure, nous pouvons voir qu'il existe bien des liens dialectiques entre sphère privée et publique, lesquels peuvent être à l'origine de conflits ou de malaise identitaire.

2. Choix matrimoniaux et rapports de genre : entre rupture et continuité

Le lien entre l'émergence et les choix matrimoniaux. Cette problématique pourrait être valable pour beaucoup de pays d'Afrique. Comme le souligne Adjamagbo dans son article sur le travail des femmes en Afrique : « la nécessité de s'organiser pour combler le manque à gagner du mari n'est certes pas nouvelle, mais elle devient cruciale. Dans bien des ménages, les femmes détiennent désormais les cordons de la bourse ; mais elles restent discrètes sur leurs nouvelles prérogatives pour ne pas faire perdre la face au mari devant le voisinage ». L'auteure établit un lien entre le divorce et les changements économiques et sociaux, en montrant qu'« à Dakar, le divorce, très répandu, est souvent le fait des femmes, et la première cause qu'elles invoquent est l'incapacité du mari à subvenir aux besoins de la famille » (Adjamagbo 2011 : 83).

Dans le contexte mozambicain, Ana Bernard da Costa (2005 : 203) décrit les stratégies de survie et de reproduction sociale des familles des quartiers périphériques de Maputo en se demandant si les transformations qui s'amorcent dans ces deux aspects de la réalité sociale peuvent contribuer à changer la distribution des rôles en fonction du sexe. Et, de façon plus spécifique, si elles ont aidé à augmenter le pouvoir et l'autonomie des femmes. Ces stratégies matrimoniales sont comprises du point de vue des avantages obtenus sur le plan matériel, social et symbolique et mobilisent des ressources en capital humain, social, culturel, naturel comme c'est le cas dans le *lobolo* (la dot) pratiquée au Mozambique. Selon Costa (2005 : 204), le *lobolo* n'est pas un acte en soi, c'est un processus qui implique diverses cérémonies et le paiement d'une prestation

matrimoniale qui est répartie sur différentes périodes de la vie. Condamné sous la période révolutionnaire de l'indépendance, le *lobolo* fait aujourd'hui l'objet de positions contradictoires, d'un côté il est considéré comme un « acte abominable par lequel les femmes sont vendues et achetées », et en même temps, il est représenté comme un facteur positif qui permet de donner une « stabilité aux unions » (Costa, 2005 : 204). Dans les milieux urbains, l'auteur observe une croissante instabilité des unions matrimoniales et du nombre de femmes vivant célibataires ou n'ayant pas reçu de dot en raison de l'incapacité du futur mari à payer. Selon elle, la fragilité des liens familiaux n'a pas eu pour conséquence de déstructurer la famille, au contraire, la flexibilité des liens conjugaux a permis le « développement de stratégies de reproduction sociale adaptées à un contexte social et économique qui exige une grande polyvalence des pratiques et l'articulation permanente de valeurs opposées » (2005 : 210).

Dans son article sur la famille et les politiques de genre dans le Mozambique révolutionnaire⁵⁰, Signe Arnfred (2000-2001) s'intéresse aux contradictions du projet révolutionnaire qui adopte une réforme du code de la famille en rendant le divorce possible par une opposition idéologique à l'Église catholique, tout en affirmant l'attachement de l'État à l'institution du mariage (2002-2001 : 5). Finalement, l'auteure essaye de démontrer en quoi les réformes de l'État, sous couvert d'une idéologie de « progrès » ont représenté un recul pour le droit des femmes.

Les résultats de notre enquête nous permettent de faire le constat d'une monétarisation des rapports amoureux et des unions. L'histoire d'Hortensia (32 ans), présentée dans le chapitre 2 montre que son statut économique lui a permis de construire sa propre maison et d'imposer ses choix sur le régime matrimonial le plus avantageux pour elle et ses enfants. Elle utilise donc certains avantages de la tradition africaine pour faire pencher les rapports de genre en son avantage. Sa stratégie matrimoniale lui permet de défendre les intérêts de ses enfants et d'être mieux préparée en cas de séparation. Cependant, il est difficile de savoir ce qui a motivé ce choix et dans quelle mesure il est directement influencé par l'activité du

⁵⁰ En référence à la période post-coloniale de 1975
BARREAU-TRAN Léa | PDAPS | Mémoire de recherche | 2010-2011 | 91

mukhero ou par son statut économique. Dans les entretiens, son « mari » parle de la force de volonté de sa femme et, sa voisine, décrit Hortensia comme une « folle ». Le regard de son entourage démontre que la trajectoire de vie de cette femme est en rupture par rapport à un modèle dominant.

On peut alors conclure que le choix délibéré de régimes matrimoniaux fait partie d'une construction identitaire consciente qui agit en faveur d'un processus d'individualisation interprété comme des signes d'indépendance. Ceci n'est pas un phénomène nouveau car, comme le relate Jeanne-Marie Penvenne dans son article sur les travailleuses de Lourenço Marquês (ancienne ville de Maputo), de 1945 à 1975. Déjà, les femmes accordaient de l'importance à leur choix de mariage : « pour la plupart des femmes, pouvoir disposer librement de leur espace de vie est un objectif important et une preuve de réussite. Percina Muianga dit : « J'ai mon propre foyer. Quand un homme veut vivre avec moi, c'est O.K., mais quand il ne veut plus de moi, il s'en va » (Penvenne 2011 : 38). Ces stratégies sont des choix qui permettront aux femmes d'être plus ou moins dépendantes d'un homme pour vivre.

Dans le cas des mukheristas, on retrouve ce même sentiment de réussite associé au travail et au libre choix des orientations du mariage. Cette idée ne doit cependant pas cacher l'exclusion dont sont victimes les femmes célibataires ou stériles dans la société au Mozambique. Ainsi, ces trajectoires en marge de la société sont incapables de remettre en cause une norme de genre puisqu'elles ne possèdent aucune reconnaissance sociale dans le contexte dans lequel elles évoluent. La dépendance envers un homme, en plus d'être une norme de genre est aussi, et surtout une nécessité pour des femmes pauvres. « Nombre de femmes accordent de la valeur à un soutien masculin et aspirent à en bénéficier. La situation idéale qu'elles décrivent est celle d'une femme prospère, respectée et responsable, légalement mariée avec un époux solide et mère de nombreux enfants heureux et en bonne santé. En dépit de cet idéal, les ouvrières de l'usine se font peu d'illusions sur leur situation individuelle. La plupart portent seules la responsabilité d'élever et de nourrir les enfants » (Penvenne 2011 : 90). On constate donc une adaptation des normes de genre et des régimes matrimoniaux en

fonction des nécessités matérielles. Cette adaptation peut être interprétée comme une capacité de choisir dans les cadres prédéfinis par une structure de genre inégalitaire.

3. L'impact de l'activité du mukhero sur les capacités de négociation

Notre étude sur la catégorie des mukheristas mène à se demander si la pratique de cette activité économique apporte des compétences spécifiques aux femmes qui la pratiquent. La compétence des femmes qui exercent le commerce transfrontalier est différente d'autres types de professions du secteur commercial. Effectivement, le processus commercial que recouvre le mukhero exige une forte capacité de négociation qui s'exprime dans les rapports de force avec les douaniers et les travailleurs de la frontière. Les négociations ne se limitent pas aux contrôles frontaliers, elles continuent pendant les achats, le transport et ensuite la vente à Maputo. Les importatrices distribuent leurs marchandises à leurs clients auxquelles elles doivent réclamer le paiement des produits chaque semaine. Cette capacité à négocier peut être interprétée comme une composante de pouvoir que les femmes mobilise dans leurs relations de travail. Les rapports de force qu'elles engagent avec des hommes (souvent propriétaire des boutiques) peuvent être interprétés comme la capacité des femmes à s'imposer face à une autorité patriarcale.

Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, les processus de négociation mis en place à la frontière par les femmes incorporent une forte composante de soumission face aux douaniers. Les modalités d'actions des micro-importatrices diffèrent énormément en fonction du contexte et de l'interaction. Ainsi, les micro-importatrices disposeront de capacités de négociation différentes en fonction du statut de l'interlocuteur et des ressources qu'elles peuvent mobiliser pour négocier.

Dans ce cas, le corps est utilisé comme stratégie de séduction tout en reproduisant un modèle de domination.

Reste encore à savoir si le choix de cette activité provient d'un projet réfléchi ou d'un hasard par manque de qualifications ? « Les femmes, on l'a dit, s'orientent par rapport à leur compétences immédiates, à l'image de leur place dans la société. Les hommes font de même, à cette différence que l'éventail de leurs possibilités est plus grand - et la scolarisation joue à cet égard un rôle crucial » (Marie 1997 : 131). Cette remarque d'Alain Marie suppose donc que beaucoup de femmes choisissent le commerce et le secteur informel car elles ne possèdent aucune autre option. Rejoignant les conclusions d'autres auteurs sur les activités rémunératrices des femmes (Mercedes González de la Rocha et Alejandro Grinspun), Ana Bernard da Costa (2005 : 204) soutient que « les restructurations produites dans les agrégats familiaux en réaction au manque d'opportunités économiques n'ont pas affecté tous les membres de la même façon. Dans beaucoup de pays, comme au Mozambique, les femmes paraissent payer un coût plus élevé de ces changements sociaux, en travaillant plus et pendant plus longtemps sans qu'il y ait un changement significatif de leur statut ».

La question qui se pose est alors de savoir si l'activité informelle du commerce transfrontalier pourrait proportionner une plus ample émergence économique des femmes grâce à une formalisation de ce commerce ? Sur ce point, on observe une relation contradictoire des travailleurs du secteur informel à la formalisation de l'activité et sa régulation par l'État. Tout d'abord, on constate une difficulté de reconversion des importatrices dans le secteur formel. Même lorsqu'il existe des phénomènes d'émergence économique, les femmes continuent à privilégier le secteur informel. Ceci atteste d'un désengagement des travailleurs envers un système légal et étatique qui pourrait leur apporter de meilleures conditions de vie. Encore une fois, nous considérons les micro-importatrices comme des agents économiques qui orientent leurs choix en fonction de structures d'opportunités. Si le système légal permettait une réduction des contraintes, il serait certainement choisi.

Étroitement liée à l'écart des connaissances et de niveaux d'éducation des femmes, Masinjila (2009) montre dans son étude sur la dimension « genrée » du commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Est que, face à la corruption et à l'impunité des douaniers peu de femmes commerçantes croient en une formalisation du commerce informel et en la protection de la loi lors du passage à la frontière (Masinjila 2009 : 8). C'est la principale raison de leur préférence pour les alliés tels que les intermédiaires et les courtiers qui sembleraient ouvrir la voie ou éviter aux commerçantes une confrontation désagréable avec la bureaucratie. Ainsi, les perspectives de passage de l'économie informelle à l'économie formelle sont très peu probables.

En ce qui concerne les capacités de reconversion, Paulo, 25 ans, mukherista depuis trois ans, explique que les changements économiques récents dus à la suppression de la TVA⁵¹ ont eu des conséquences plus dramatiques pour les femmes. « Nous les hommes nous pouvons trouver un autre travail, mais les mamas⁵², elles n'ont que ça ! ». Hortensia témoigne du même phénomène puisque son mari, qui travaillait avec elle dans le mukhero a changé d'activité à cause de la suppression de la TVA.

Les difficultés de reconversion ou de mobilité professionnelle limitent donc les femmes à un secteur d'activité, généralement peu valorisé. Toutefois, les histoires d'ascension dans le commerce informel prouvent l'existence de compétences réelles. L'histoire de Marta, 44 ans, illustre bien cette idée. Mukherista depuis dix ans, elle voyage une fois par semaine et possède un petit stand sur le marché Compone dans le quartier populaire de Poulana Caniço où elle vend directement ses produits et emploie un vendeur. Physiquement handicapée depuis les années 1990 à cause d'une blessure par balle dans la jambe à la fin de la guerre civile, elle dit avoir réussi à s'en sortir grâce au Mukhero. Ses bénéfices lui

⁵¹ Cet importateur fait référence à une décision de l'Afrique du Sud de supprimer le droit de la TVA qui permettait aux importateurs du mukhero d'être remboursés de 14% du prix de chaque achat lors du passage à la frontière. Depuis juillet 2011 ce remboursement n'est plus possible sans le justificatif du paiement des droits de douanes (références à l'article de presse du journal Noticias du 21 Juillet 2011).

⁵² L'expression « mamas » fait référence aux mamans et aux femmes d'un certain âge qui travaillent dans le commerce transfrontalier. L'utilisation d'un vocabulaire des relations de parenté entre dans un jeu de domination/soumission, comme on l'a vu quand les mukheristas appellent les douaniers « papa ».

ont permis de construire sa propre maison. Aujourd'hui, malgré la suppression de la TVA, elle gagne un meilleur salaire que son mari et affirme que toutes les tâches et les décisions de la maison sont prises en consensus avec son mari. L'histoire de Marta semble montrer que l'émergence économique qu'elle a connue grâce au mukhero lui a permis de contourner des critères de vulnérabilité comme le sexe, le handicap et son origine sociale puisqu'elle n'est allée à l'école que jusqu'au CE2.

Les mukheritas sont-elles en train de créer de la « petite prospérité » ? Ou témoignent-elles d'une émergence très vulnérable dans un milieu fortement instable et précaire ?

Tout d'abord, le mukhero n'est pas associé à une unique catégorie socio-économique. Les femmes qui pratiquent ce commerce connaissent des situations économiques très différentes en fonction de leur capital de départ et leurs moyens de production. 80% des mukheristas de notre enquête vivent dans les quartiers pauvres de Maputo comme Polana Caniço et Matola. Elles ne possèdent pas de voitures propres et utilisent des transports publics pour aller jusqu'en Afrique du Sud. Cependant, beaucoup d'entre elles disposent d'un petit stand sur le marché et elles affirment que leurs revenus sont supérieurs à ceux de leurs époux. On assiste alors à des phénomènes de petite prospérité en comparaison avec le contexte d'origine mais il ne serait pas correct de parler de l'apparition d'une « classe moyenne » des mukheristas puisqu'il n'existe pas une catégorie uniforme.

En ce qui concerne les capacités de négociation acquises par le biais de cette pratique professionnelle, nous pensons qu'elle constitue une véritable compétence en terme de gestion du commerce. Cette compétence produit une ascension sociale surtout quand elle est consolidée par la poursuite d'études supérieures comme dans le cas de Julieta, Lina et Louisa⁵³. La question qui nous intéresse ici est de savoir si cette compétence est transposée dans la sphère intime pour permettre la négociation des relations de genre en faveur d'une égalité.

Cette préoccupation n'est partout partagée par tous. Nous verrons à présent que l'impact de l'émergence économique sur les rapports familiaux est perçue comme une menace par plusieurs instances du pouvoir...

⁵³

Voir encadré bibliographique en Annexe.

4. L'« entreprise » de conservation des inégalités de genre

La préoccupation de l'État mozambicain envers les égalités de genre n'est pas nouvelle, du moins dans le discours officiel. Elle date de la révolution d'indépendance de 1975 durant laquelle l'État planifiait l'émancipation de la femme mozambicaine en fonction d'une idéologie marxiste. Le traitement des questions de genre par le parti au pouvoir semble problématique.

Les critiques formulées par Conceição Osorio (2008) et Signe Arnfred (2000-2001) sur les orientations politiques de ce projet révolutionnaire dénoncent le manque de prise en considération des différences basées sur le genre. Comme tout projet « globalisant », on peut penser qu'il s'inscrit dans une démarche de contrôle des modalités d'émancipation féminine. Cette conclusion à laquelle nous étions aussi parvenue dans notre travail de mémoire de master 1 dans lequel nous observons les politiques publiques du genre au Mozambique comme un « féminisme d'État autoritaire » qui planifiait l'émancipation de la femme mozambicaine sans la participation d'une société civile libre et critique. D'où le constat d'une difficile adéquation entre la mise en œuvre de politiques publiques du genre et l'existence d'un pluralisme démocratique limité. En effet au Mozambique, la construction des politiques de genre s'effectue par la consultation d'un réseau de femmes proche du pouvoir qui n'apporte aucune critique à l'orientation du parti. La présence d'associations de femmes soutenues et financées par le parti sert alors de légitimation démocratique (Barreau-Tran 2009). Caractéristique d'un régime totalitaire qui prend en charge tous les aspects de la vie en société, l'idéologie du parti Frelimo endosse la responsabilité du maintien des rôles de genre dans une conception paradoxale d'émancipation sans remise en

cause des rôles traditionnels au sein de la famille. L'État s'attribue ainsi un rôle structurant des identités de genre à travers les associations en lien direct avec le parti comme l'OMM (Organisation de la Femme Mozambicaine).

L'implication de l'État dans les affaires intimes de la famille a été constatée lors d'un entretien avec le président de l'association ASSOTSI⁵⁴ (Association des Opérateurs du Secteur Informel). Créée en 1999 par la COMUNTRA, cette association est en lien direct avec le parti au pouvoir et reproduit son discours. Lors d'un entretien réalisé dans les locaux de l'association, ornements de plusieurs tableaux du président de la république du Mozambique Armando Guebuza, le président de l'association explique que la fonction de son association est (entre autres choses) de veiller à ce que l'ascension économique des travailleurs et des travailleuses du secteur informel n'affecte pas leurs relations de famille. « Ce n'est pas parce que la femme travaille qu'elle doit oublier son rôle à la maison, elle doit se partager et aller chercher de l'eau le matin pour le bain de son mari ». « C'est comme ça dans la tradition africaine ». Lors de l'entretien, le président témoigne de son inquiétude face à l'émergence économique de certaines femmes qui travaillent dans le secteur informel et qui ne remplissent plus leur rôle de mère ou d'épouse. Ceci est aussi valable pour les hommes qui connaissent une augmentation rapide de leurs revenus et abandonnent leurs foyers. Le discours du président de l'Assotsi est particulièrement intéressant relativement à la construction de l'identité de genre car il témoigne de certains bouleversements dans la structure familiale. Il témoigne surtout d'une tentative de conservation des identités de genre par les associations soutenues par le parti au pouvoir. Comme dans le cas du président de l'association Mukhero on retrouve ici la figure paternelle et protectrice dans le discours du président. Il fait référence à une supposée tradition africaine qui place l'homme, et surtout le père au centre de l'autorité. « Le rôle idéalisé du père comme ancêtre

M. ⁵⁴ Cahen nous fait remarquer, dans l'un ses commentaires, que “sotsi”, en changane et en zoulou, veut dire “mauvais garnement”; le lien avec le secteur informel est transparent....

inclut la protection. Les mères sont censées travailler dur et bien, mais les hommes doivent en principe leur fournir les conditions de base » (Penvenne 2011 : 90).

L'exemple présenté ci-dessous peut être interprété comme une « entreprise » de conversation des rôles de genre par les forces conservatrices au pouvoir. En d'autres termes, l'idéologie du parti au pouvoir vise à s'étendre sur les questions liées à la sphère intime dans le but de garantir la stabilité de la structure de genre.

5. Émancipation économique ou charge de travail accrue ?

Souvent comprise comme une forme d'émancipation, la participation des femmes au marché du travail est vue d'un très bon œil par les concepteurs des politiques de genre. Il convient toutefois de se demander si cette émancipation économique ne conduit pas à une charge de travail accrue ? Sous-jacente aux interrogations soulevées dans notre mémoire, la question de la surexploitation des femmes par le travail domestique est fondamentale pour comprendre les rapports de pouvoir qui s'instaurent dans la sphère domestique. La division des forces de travail dans la sphère domestique apparaît en effet comme un prérequis de l'égalité entre les sexes.

Dans son article sur le travail des femmes en Afrique, Agnès Adjamagbo (2011 : 83) aboutit à la conclusion que l'entrée des femmes sur le marché du travail entraîne une charge de travail accrue pour elles : « si le travail rémunéré est essentiel en termes de liberté et d'autodétermination, quelles sont les retombées réelles en termes de statut pour les femmes ? Dans les faits, la nécessaire substitution des rôles au sein du couple se réalise au prix d'un accroissement considérable de la charge de travail des épouses ». En Europe, si le constat de la double journée de travail fait depuis longtemps l'objet de débats, il est en revanche beaucoup moins présent dans les pays africains. Pour l'auteure, l'accroissement des responsabilités aurait un effet inverse de celui escompté : il conduirait à une réduction de l'autonomie puisqu'une grande part de leur revenu (autrefois réinvesti

dans le commerce) serait désormais injecté dans les dépenses du ménage. De plus, on assisterait en milieu urbain à l'émergence de « nouvelles formes d'assujettissement des femmes par les femmes : l'employée qui travaille comme domestique sera souvent très peu rémunérée » (2011 : 84). Sur ce point, on observe dans notre enquête qu'une grande majorité des micro-importatrices emploie une personne pour s'occuper des tâches domestiques, des enfants ou de la vente des produits qu'elles ramènent d'Afrique du Sud. Croisée que les rapports de genre, l'analyse en termes de classes sociales apporte des éléments d'informations importants sur la transformation des rapports sociaux dans la sphère domestique . L'assujettissement des femmes par les femmes se confirme par exemple dans les rapports d'autorité qu'Ana entretient avec son employée de maison à qui elle parle de façon agressive pour lui donner des ordres et qu'elle paie moins de 2000 meticais par mois⁵⁵. Mais ces situations d'assujettissement sont très courantes dans le cercle familial où l'ont fait couramment appel à une cousine éloignée d'une région plus pauvre du pays pour faire les tâches ménagères en échange du logement⁵⁶.

Ces données amènent l'auteure à conclure que la société mozambicaine n'a pas encore complètement accepté le rôle de la femme travailleuse :

“Estes fenómenos acontecem e ainda serão recorrentes por muitos anos porque a sociedade moçambicana ainda não aceitou completamente o papel da mulher trabalhadora. A reconfiguração dos papéis femininos não implicou a reorganização dos papéis masculinos, pelo contrário, reafirmou-o, estabelecendo que as mulheres só ocupariam os espaços públicos desde que essas actividades não interferissem no bem-estar da família. Como estratégia, as mulheres cidadinas aliam-se a verdadeiras equipas de ajudantes que no dia a dia vão contribuindo para reduzir o fardo doméstico (Mondjane 2011 : 4)”⁵⁷.

⁵⁵ Le salaire minimum est à environ 2500 Meticais, ce qui équivaut à environ 67 euros.

⁵⁶ Information recueillie lors d'un entretien avec Conceição Osório.

⁵⁷ "Ces phénomènes existent et seront encore courants pendant beaucoup d'années parce que la société mozambicaine n'a pas encore complètement accepté le rôle de la femme travailleuse. La reconfiguration des rôles féminins n'a pas impliqué la réorganisation des rôles masculins, au contraire, elle l'a réaffirmé, en établissant que les femmes occuperaient seulement les espaces publics si ces activités n'interfèrent pas dans le bien-être de la famille. Comme stratégie, les femmes citadines s'associent à de véritables équipes d'assistantes qui contribuent au jour le jour à réduire le fardeau domestique".

Dans cet extrait l'auteure met l'accent sur ce que l'on appelle la « double journée » de travail, thème particulièrement développé par les féministes européennes matérialistes comme C. Delphy⁵⁸. On assiste donc en Afrique à un phénomène bien connu en Europe qui est celui de la surexploitation des femmes qui doivent assumer une journée complète de travail et la charge des tâches domestiques. Dans beaucoup de cas des importatrices que nous avons rencontré, les femmes qui passent la plus grande partie de leur temps à l'extérieur de la maison et sur les marchés ne peuvent pas assurer les travaux domestiques. Elles emploient donc une autre femme pour s'occuper des enfants et faire le ménage. La capacité d'employer une femme de ménage (empregada) permet aussi de mesurer les capacités économiques des femmes de notre enquête. Pour donner un ordre de grandeur, le salaire minimum d'une ou d'un domestique est établi en fonction des barèmes des salaires minimums se situant entre 1800 meticaïs et 3000 meticaïs (entre 45 et 75 euros)⁵⁹. Nous pouvons ainsi faire une distinction entre celles qui emploient une femme de ménage et celles qui trouvent d'autres solutions alternatives comme faire venir une personne de la famille d'une région plus pauvre qui sera hébergée en échange de services domestiques. C'est notamment le cas de Zaida qui a fait venir son neveu d'une quinzaine d'année pour l'aider dans les tâches de la maison.

Pionnier dans les études sur les contradictions présentes, au sein du capitalisme, dans les rapports domestiques comme lieux de la reproduction de la force de travail et du « travailleur libre », Claude Meillassoux (1992) enchaîne de manière très logique « les structures alimentaires de la parenté » aux mécanismes de la surexploitation au travail des populations dominés par l'impérialisme. Les perspectives plus globales apportées dans cet ouvrage ont ouvert la voie à une réflexion sur le travail et les questions de subordination dans l'économie

⁵⁸ Voir Delphy, 1998, *l'ennemi principal*, tome 1, Syllepse, Paris. Dans cet ouvrage, l'auteure entreprend la construction de sa théorie économique du patriarcat qu'elle conçoit comme un système autonome d'exploitation et de domination. La question de la surexploitation des femmes avec le cumul de la journée de travail et des tâches domestiques est un point important de sa démonstration.

⁵⁹ D'après les informations tirées du site : <http://www.meusalario.org/mocambique/main/salario-minimo>

capitaliste. Dans notre démarche, qui mêle modestement analyse politique et anthropologie économique, nous avons souhaité partir d'une micro-réalité pour montrer, qu'à partir d'une étude des corps et des relations il était possible d'aboutir à une perception des relations de pouvoir structurant les relations de genre. « La lutte des jeunes et des femmes pour s'émanciper (pour progressiste qu'elle soit si elle se subordonne, pour la renforcer, à la lutte de classes) va objectivement dans le sens du développement social du capitalisme qui n'a cessé de recruter ses travailleurs libres par la diminution progressive des prérogatives de la communauté domestique, du patriarcat puis du père (et aujourd'hui de la mère), en accordant aux dépendants une émancipation de plus en plus précoce pour les livrer plus vite aux employeurs » (1992 : 216)

Dans le rapport de la Swedish International Development Agency (Asdi 2007) sur le genre au Mozambique en 2006, il est fait le constat qu'en l'absence d'un homme, la responsabilité du travail pour les moyens de subsistance et les tâches domestiques sont assurées par la femme ce qui lui laisse très peu de marge pour l'arène politique et la vie publique. L'augmentation de la participation féminine à la sphère économique n'a pas d'impact positif sur sa participation politique ou son engagement dans la vie sociale. Pour beaucoup de femmes en Afrique, travailler entraîne un réel conflit de rôles et/ou un conflit identitaire. Même si leur contribution financière est essentielle, l'autorisation de passer outre les obligations conjugales et familiales leur est difficilement accordée par la société. « Mariage et maternité continuent donc de s'imposer comme des composantes centrales de l'identité féminine et de la reconnaissance sociale. Concilier ces impératifs avec la recherche de revenus est souvent vécu comme un pénible dilemme pour les femmes » (Adjamagbo 2011 : 84).

Dans son article sur le genre et le marché du travail dans un contexte de mondialisation économique Fatiha Talahite montre les limites des politiques internationales qui prônent l'émancipation des femmes par le travail rémunéré (2010 : 43-56). Elle rapporte que l'orientation des politiques de la Banque Mondiale et du PNUD lie l'autonomie des femmes à l'acquisition d'un revenu monétaire en considérant le travail rémunéré comme un pas vers cette

autonomisation. De même, elle montre que la base de données l'OCDE « Gender, Institutions and Development » formule l'idée d'une relation positive entre l'augmentation de la participation économique des femmes et la réduction des inégalités de genre par l'augmentation de l'autonomie et de son « bien-être ». L'accès à un revenu monétaire est préconisé comme une condition sine qua non de l'autonomisation de la femme sans prendre en compte le type de travail exercé, le secteur dans lequel il s'encadre ou la reconnaissance sociale de cette activité lorsqu'elle est pratiquée par une femme. De son côté, le BIT (Tendances mondiales de l'emploi des femmes en 2007) « définit l'emploi rémunéré à plein temps dans le secteur formel comme une étape vers la liberté et l'autodétermination des femmes ». Ainsi définie, la notion d'autonomisation qui servira de modèle à la mise en place de politiques de genre possède un contenu normatif qui établit un lien de causalité entre autonomisation et rémunération, ceci sans prendre en compte les tendances actuelles de la mondialisation qui tendent vers une précarisation et l'informalité croissante des activités économiques.

Ainsi, il est important de souligner que la hausse de la participation des femmes au marché du travail n'a pas toujours entraîné l'amélioration de la qualité des emplois et des conditions de travail pour les femmes. Dans beaucoup de pays du Sud, l'accès à un salaire et à un travail n'a pas conduit à des formes d'autonomisation, c'est-à-dire à une remise en cause des normes de genre et des inégalités qui en découlent. Fatiha Talahite, expose un point de vue critique en montrant que,

« L'objectif d'autonomisation des femmes à travers l'accès à un revenu monétaire est conçu exclusivement comme moyen de se libérer de contraintes familiales et sociales. Mais il y a un autre versant, c'est leur dépendance nouvelle au marché et à ses fluctuations, révélée notamment par l'importance du taux de chômage féminin ainsi que par le fait que l'augmentation de leur part dans l'emploi est en grande partie liée à l'emploi informel et précaire. Aussi, le taux de participation économique des femmes ne mesure-t-il pas tant leur degré d'autonomisation que leur "participation" à la marchandisation de l'économie » (Talahite 2010 : 55).

6. Conclusion de la 4ème partie :

Émancipation ou de surexploitation ? Sans répondre complètement à cette question brutale, nous souhaitons simplement contredire notre hypothèse de départ concernant l'émancipation par le biais du travail. Il serait alors plus juste d'affirmer que l'émergence économique produit des effets à double tranchant sur les relations de genre puisque les femmes endossent de plus en plus de responsabilités et de charge de travail sans pour autant réussir à établir des relations égalitaires avec les hommes.

Conclusion

Les questions soulevées dans ce mémoire sont au cœur d'une sociologie des transformations sociales qui s'évertue à comprendre les mouvements qui affectent les comportements individuels et collectifs cheminant vers une altération de l'ordre social. Dans cette perspective, les relations de genre doivent être analysées de façon dynamique puisque ce sont des phénomènes en perpétuelle mutation. Comme nous l'avons vu ici, le rôle de la femme dans la société et dans le foyer est lentement modifié par sa participation au marché du travail.

En observant les trajectoires de vie sur le temps long on constate que le mukhero, qui était à l'origine une solution de survie, est devenu un moyen d'émergence économique. Cependant, il n'existe pas de trait d'égalité entre le mukhero et l'émergence. La diversité des profils des micro-importatrices se vérifie dans leurs capacités d'accumulation, de moyens de production et de transport. Toutes les Mukheristas ne peuvent pas être regroupées sous une seule catégorie « prospère » mais elles connaissent généralement une petite prospérité.

L'impact de l'émergence économique sur l'émancipation de la femme doit être évalué par rapport au contexte dans lequel il prend place. Dans notre cas, le manque de reconnaissance de la profession de mukherista freine l'accès à un statut plus valorisé dans la société. L'argent qui est rapporté par la femme dans le foyer prendra une signification et une symbolique différente en fonction du type d'activité exercée.

Le contexte économique dans lequel le commerce frontalier est exercé peut aussi être repensé. L'économie informelle ne peut plus être considérée comme une économie traditionnelle. Elle apparaît comme un espace de création de richesses et d'emplois face à un État incapable de lutter contre le chômage. Souvent exclues du secteur formel, les femmes sans qualification trouvent dans l'informel les moyens de faire vivre leur famille.

L'émergence économique des femmes dans le secteur informel trouve cependant ses limites dans le manque de sécurité et de stabilité que ce type de

commerce offre. Le lien entre genre et économie informelle met donc en avant les inégalités de genre caractérisées par le manque d'opportunités en termes d'emploi, d'éducation, de santé, etc.

Concernant l'impact de l'émergence économique sur les rapports de genre, nous avons souligné l'existence de forces conservatrices liées à la structure idéologique du parti Frelimo comme l'association du secteur informel Assotsi. Le maintien des rôles de genre par les acteurs de la société civile nous paraît particulièrement inquiétant. Elle témoigne notamment de l'état de la démocratie au Mozambique. Le caractère paternaliste de la gestion de l'association Mukhero conforte aussi l'idée d'un manque de participation des femmes dans les décisions publiques. Il pourrait être intéressant d'approfondir les recherches pour faire une sociologie des membres de l'association et comprendre les raisons de l'engagement et du non engagement. Pour le moment, nous pouvons conclure que l'émergence économique des mukheristas n'a pas d'impact direct sur leur participation politique.

L'exercice du commerce transfrontalier renforce néanmoins les capacités de négociation des femmes. Elles parviennent, par un jeu de soumission et de séduction à obtenir un droit de passage et à faire fonctionner leurs affaires. Elles construisent alors des petits espaces de liberté grâce à une compréhension des rapports de force et de pouvoir dans lesquelles elles s'insèrent.

Cependant, dans les interactions qui s'établissent à la frontière, l'infériorisation de la femme reproduit des rapports de domination avec les agents douaniers. L'autorité masculine s'ajoute ici à l'autorité étatique matérialisée dans un espace frontalier. Nous considérons alors que ces stratégies d'incorporation de la domination, visible dans la forme du corps, dans les gestes et les discours sont une stratégie économique. Par conséquent, elles ne remettent pas en cause la structure de domination mais la produisent.

Dans la sphère intime, les changements statutaires rendus possibles par l'exercice du mukhero semblent avoir un impact sur le modèle matrimonial. Ces choix peuvent être interprétés comme un désir d'autonomie qui se traduit par le célibat ou des unions non officialisées. L'autonomie que les femmes de notre enquête revendiquent se concrétise par la possession d'un revenu à soi, la

transmission de valeurs à leurs enfants, la construction d'une maison ou l'investissement dans des études supérieures. Toutefois, ces conquêtes de pouvoir ne prennent sens qu'à partir du moment où elles bénéficient d'une reconnaissance sociale dans le contexte dans lequel elles opèrent.

Bibliographie

1. Méthodologie :

BEAUD, Stéphane & Florence WEBER 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

COPANS, Jean & François de SINGLY 2011, *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Armand Colin.

JARRY, Anna 2006, *Quelques réflexions sur le rapport de jeunes chercheuses féministes à leur terrain (chantier)*, « Terrains & travaux » — n°10

2. Rapport de pouvoir et sociologie de la domination :

BOLTANSKI, Luc & Laurent THÉVENOT 1987 / 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Ed. Gallimard.

BOURDIEU, Pierre 1998, *La domination masculine*, Paris, Ed. Le Seuil, coll.

GROS, Frédéric 1996, *Michel Foucault, Que sais-je ?* Paris, Presses universitaires de France.

WEBER, Max 1921, *Économie et société/2*, Paris, Ed Agora.

3. Le contexte mozambicain :

BOAVENTURA, de Sousa Santos & CRUZ E SILVA Teresa (org) 2004, *Moçambique e a reinvenção da emancipação social*, Maputo, Centro de Formação Jurídica e Judiciária.

CASIMIRO, Isabel Maria 2004, *Paz na terra, guerra em casa : feminismo e organizações de mulheres em Moçambique*, Maputo, Ed. Promédia.

CASTEL-BRANCO, Nuno et alii (ed) 2010, *Desafios para Moçambique 2011*, Maputo, IESE.

HANLON, Joseph & SMART, Teresa, 2008, *Há mais bicicletas -mas há desenvolvimento ?* Maputo, Kapicua Livros e Multimédia.

MOSCA, João 2010, *Pobreza, economia “informal”, informalidades e desenvolvimento*, IESE.

OSÓRIO, Conceição 2010, *Género e democracia, as eleições de 2009 em Moçambique*, Maputo, WLSA Moçambique.

SIMLER, Kenneth R. Simler & NHATE Virgulino, 2004, *Poverty, Inequality, and Geographic Targeting: Evidence from Small-Area Estimates in Mozambique*, Discussion papers No. E20, National Directorate of Studies and Policy Analysis Ministry of Planning and Development Republic of Mozambique.

WATERHOUSE, Rachel 2010, “Vulnerabilidade em Moçambique : Padrões, tendências e respostas”, in Luís de Brito et alii (eds) *Pobreza, Desigualdade em Moçambique*, Maputo IESE.

WUYTS, Marc 2011, “Será que crescimento económico é sempre redutor de pobreza ? Reflexões sobre a experiência de Moçambique”. Ideias. *Informação sobre Desenvolvimento, Instituições e Análise Social*, IBoletim No35P, Maputo, IESE.

4. Les études de genre :

BERENI, Laure et alii 2008, *Introduction aux Gender Studies, manuel des études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck Université.

BLÖSS, Thierry, 2001, *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Presses Universitaire de France, Paris, Ed. Sociologie d'aujourd'hui.

DELPHY, Christine 2001, *L'ennemi principal. Tome 2, Penser le genre*, Paris, Syllepse Éditions.

DORLIN, Elsa, 2009, *Sexe, race et classe, pour une épistémologie de la domination masculine*, Paris, Éditions PUF, Collection Actuel Marx confrontation.

GRENIER-TORRES, Chrystelle ed., 2010, *L'identité genrée au cœur des transformations, du corps sexué au corps genré*, Paris, L'Harmattan.

OSÓRIO, Conceição & CRUZ E SILVA Teresa, 2008, *Buscando sentido, Género e sexualidade entre jovens estudantes do ensino secundário*, Moçambique, Maputo, WLSA.

5. Rapports de genre au Mozambique :

ASDI, (Swedish International Development Agency), Janvier 2007, *Um Perfil das Relações de Género*, Edição Actualizada de 2006, Para a Igualdade de Género em Moçambique.

BARREAU-TRAN, Léa, 2009, *Les politiques publiques du genre au Mozambique, un « féminisme d'État » autoritaire ?* mémoire de Master 1, Sciences Po Bordeaux.

COSTA, Ana Bénard da 2005, *Género e poder nas famílias da periferia de Maputo*, Revue *Lusotopie*, XII (1-2), 203-216.

CUMBI, Alberto 2009, *Mulheres com formação superior e emprego remunerado: mulheres emancipadas? Femmes avec une formation supérieur et un emploi rémunéré : femmes émancipées ?* Publié dans "Outras Vozes", n° 27, Junho de 2009, Maputo, WLSA.

MONDJANE, Valuarda Gabriel, 2011, *Participação Feminina no Mercado de Trabalho em Moçambique* in

<http://www.webartigos.com/articles/61012/1/Participacao-Feminina-no-Mercado-de-Trabalho-em-Mocambique/pagina1.html>

PENVENNE, Jeanne-Marie 2003, « *A XIKOMO XA LOMU, IKU TIRA* », *Citadines africaines à Lourenço Marques (Mozambique), 1945-1975*, Le Mouvement Social 204, Paris, La Découverte.

TVEDTEN, Inge et alii, 2010, "Não fica bem que uma mulher seja chefe quando existem homens", *Género e Pobreza no Sul de Moçambique*, Bergen, Chr Michelsen Institute.

SIGNE, Arnfred, 2000-2001, *Family forms and gender policy in revolutionary Mozambique (1975- 1985)*, Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, (« Travaux et documents », 68-69).

6. Genre et économie informelle :

CHEN, Martha Alter, 2007, *Rethinking the Informal Economy: Linkages with the Formal Economy and the Formal Regulatory Environment*, DESA Working Paper.

CHEN, M.A., J. Vanek & M. Carr (2004), *Mainstreaming Informal Employment and Gender in Poverty Reduction: A Handbook for Policy-Makers and Other Stakeholders*, London, Commonwealth Secretariat.

7. Économie informelle au Mozambique :

CHIVANGUE, Andes Adriano, 2007, *O sector informal e relações Moçambique-África do Sul : Uma discussão em torno do Mukhero*, Mémoire de maîtrise, Maputo.

FRANCISCO, António & PAULO Margarida 2006, *Impacto da economia informal na protecção social, pobreza e exclusão : a dimensão oculta da informalidade em Moçambique*. Maputo, Cruzeiro do Sul – Instituto de Investigação para o desenvolvimento José Negrão.

TRINDADE, Catarina Casimiro 2011, “Convívio e solidariedade: Práticas de xitique em Moçambique”, in Teresa Cunha et alii (org.), *Elas no norte e no sul*. Coimbra, AJP.

8. La frontière et la contrebande frontalière:

LUNDIN, Iraê Baptista & TAYLOR Ian 2003 , “A view from Maputo”, chapter 8, in *Regionalism and uneven development in southern Africa, the case of the Maputo development corridor*. England, Ashgate Publishing.

MASINJILA Masheti, octobre 2009, *Economic Commission for Africa Gender Dimensions of Cross Border Trade in the East African Community- Kenya/Uganda and Rwanda/Burundi Border*, ATPC, African Trade Policy, Centre Work in Progress, No. 78, Economic Commission for Africa.

9. Le travail des femmes au Sud:

ADAJAMAGBO, Agnès, septembre 2011, « Les femmes doivent assurer », in *Le temps des femmes*, Alternatives Économiques, Hors-série poche n51.

BACHMANN, Laurence, 2009, *De l'argent à soi, les préoccupations sociales des femmes à travers leurs rapports à l'argent*. Presse Universitaires de Rennes.

LACHAUD, Jean Pierre, 1994, *Marché du travail et exclusion sociale en Afrique francophone : quelques éléments d'analyse*, n1 Centre d'économie du développement, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

MARIE Alain (dir.), 1997, *L'Afrique des individus*, Paris, Éditions Karthala.

MEILLASSOUX Claude, 1992, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Éditions L'harmattan.

MUSITU, Lufungula, Willy 2006, *La femme congolaise: pilier de l'économie informelle en milieu urbain*, Collection Les classiques des sciences sociales, in www.uqac.ca

SOW, Fatou (dir.) 2010, *Le sexe de la mondialisation, genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques.

NALLET, Clélie, 2010, *Des classes moyennes en Afrique? Relever les nouvelles catégories sociales émergentes*, mémoire de recherche Science Po Bordeaux.

Table des annexes

ANNEXE 1 GRILLE D'ENTRETIEN EN FRANÇAIS (AVANT LE DEPART, NON MAINTENUE EN PRATIQUE).....	
ANNEXE 2 GRILLE D'ENTRETIEN EN PORTUGAIS (REALISEE SUR LE TERRAIN)	
ANNEXE 3 PROFILS DES ENQUETES	
ANNEXE 4 TABLEAU COMPARATIF TRAJECTOIRES DES MUKHERISTAS	
ANNEXE 5 CARTE POLITIQUE DU MOZAMBIQUE	
ANNEXE 6 PHOTOGRAPHIE 1.....	
ANNEXE 7 PHOTOGRAPHIE 2.....	
ANNEXE 8 ILLUSTRATIONS	

Annexe 1 : Grille d'entretien (avant le départ, non maintenue en pratique)

Entretien

Profil et vie de famille :

1. Je vais vous demander de vous présenter, parlez-moi de vous et de vos activités.
2. Vivez-vous en couple ? Êtes-vous marié(e) ? Avez-vous des enfants ? Combien ?
3. Pouvez-vous me raconter comment vous avez rencontré votre mari (votre femme) ?
4. Qui s'occupe des enfants à la maison ? Qui décide de leur éducation ?
5. Quels métiers exercent(aient) vos parents ? Ont-ils fait des études ? Sont-ils lettrés ?
6. Quelle est votre éducation religieuse ? Quelle importance a la religion pour vous ?

7. Quand vous étiez petit, est-ce que la vie vous paraissaient financièrement difficile, normale, aisée ?
8. Avez-vous des frères et sœurs ? Dans votre famille, qui est allé à l'école ? Aujourd'hui, quelles activités professionnelles exercent vos frères et vos sœurs ?
9. Combien dépensez-vous pour chaque enfant ? Combien vous coûte l'éducation de votre fils ? de votre fille ?
10. à la maison, qui s'occupe des courses ? du ménage ? des réparations ?

Situation socio-économique

11. Quel est votre niveau d'instruction ? Comment avez-vous financé vos études ?
12. Pensez-vous être financièrement indépendant ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
13. Quelles sont vos sources de revenus ? vos activités professionnelles ? sources formelles et informelles...
14. Est-ce que vous rencontrez des difficultés dans votre vie quotidienne ? Si oui, lesquelles ?
15. Dans votre foyer, qui d'autre gagne de l'argent ? Votre mari (femme) gagne-t-il plus que vous ?
16. Selon vous, qui devrait assurer les dépenses du foyer ?
17. Par rapport au reste de la société, à quelle classe sociale pensez-vous appartenir ?
18. Votre situation économique s'est-elle améliorée ou dégradée ces 10 dernières années ?

Dépenses et consommation

19. Dans votre foyer, qu'achetez-vous avec vos revenus ? Quels sont les achats réservés à votre mari (ou votre femme) ? Gardez-vous un peu d'argent pour vous ?
20. Êtes-vous propriétaire de votre logement ? à quel nom ont été achetés les équipements de la maison ?

21. Quand vous souhaitez vous faire plaisir, qu'est-ce que vous vous achetez ?
22. Quels métiers voulez-vous que vos enfants exercent plus tard ? Que souhaitez-vous qu'ils deviennent ?
23. Quel est le budget que vous réservez à votre santé ? Allez-vous régulièrement chez le médecin, le gynécologue, le dentiste ? Avez-vous une assurance santé ?
24. Si vous connaissiez une diminution de moitié de vos revenus, quelles sont les dépenses que vous réduiriez ou élimineriez ?
25. Inversement, si vous avez une augmentation de vos revenus, que souhaiteriez-vous acheter ?
26. Que pensez-vous que votre mari (ou femme) souhaiterait acheter ?

Vie sociale

27. Qu'est-ce que vous faites après votre travail ? pendant votre temps libre ? Que fait votre mari (votre femme) ?
28. Aimerez-vous avoir plus de temps pour vous ? Quelles sont les activités qui vous font le plus plaisir ?
29. Etes-vous membres d'associations, de syndicats, de partis politiques ?
30. Que pensez-vous la situation économique actuelle de votre pays ?
31. Est-ce que vous discutez politique à la maison avec votre mari (ou votre femme) ?
32. Lisez-vous les journaux ? Lisez-vous de la littérature ? Ecrivez-vous ?
33. Comment conciliez-vous votre vie familiale, votre vie professionnelle et votre vie sociale ?

Genre et travail

34. Depuis combien de temps exercez-vous votre profession ? Avez-vous un contrat de travail ?
35. Combien d'heures travaillez-vous par semaine ?
36. Avez-vous une sécurité sociale ? avez-vous droit au chômage ? à une retraite ?

37. Avez-vous des responsabilités ? Avez-vous d'autres personnes sous votre direction ?
38. Avez-vous eu des augmentations de salaires au long de votre carrière ?
39. Existe-il une différence de salaire entre hommes et femmes dans votre activité ?
40. Si vous-êtes auto-entrepreneur (se), avez-vous un crédit à payer ?
41. Que pensez-vous du microcrédit ?
42. Quelles sont vos perspectives futures ?

Annexe 2 : Grille d'entretien (réalisée sur le terrain)

INQUERITO

Nome:

Idade:

Estado civil:

Agregado familiar:

1. Perfil (breve histórico de vida)

Lugar de nascimento:

Nível de escolaridade:

Actividade dos pais:

Qual foi o seu primeiro emprego?

Tem casa própria?

2. Actividade do mukhero:

- Tempo de actividade:

- Tipo de produtos:

Como começou a actividade?

Porquê escolheu o profissão de mukherista?

Esta satisfeita com o negocio?

A sua situação económica melhorou?

3. Relações de género:

Quem é o chefe de família em casa?

Quem comprou os aparelhos electrodomésticos?

Como fazem a gestão do dinheiro em casa? Quem compra o quê?

Como você consegue conciliar as tarefas de casa com o trabalho?

Acha que a mulher consegue ser uma melhor gestora do dinheiro?

O seu marido concorda com a ideia de você trabalhar no mukhero?

Você é vista como uma mulher de sucesso?

4. Vulnerabilidade, riscos e insegurança

Quais são os perigos que você encontra na fronteira?

Como vai ficar o seu negocio sem o VAT?

O mukhero é uma actividade segura? Já caíste a Frigo?

O sector informal é bom sector para melhor as condições de vida das pessoas? E das mulheres?

Você tem dinheiro guardado para sua saúde, para a educação dos seus filhos?

Tem sistema de poupança? Faz Xitique? Tem empréstimo no Banco?

Você faz parte de alguma associação do mukhero? Qual é a ajuda que ela proporciona? Os problemas encontrados?

Quais são os seus projectos futuros?

Annexe 3 : Profils des enquêtées

Tableau de la répartition des micro-importatrices en fonction de l'âge, de l'état civil et du type de produits importés

Prénom	Âge	État civil	Niveau d'éducation	Type de produits importés	Durée dans l'activité
Ana	36	Veuve, stérile	6ème	Produits alimentaires non périssables, type épicerie. Boissons alcoolisées.	Depuis 2004, avec une interruption de 3 ans.
Zaida	34	Mariée, 1 enfant	CM1	Produits alimentaires divers et non périssables, type épicerie.	6 mois
Hortensia	32	Séparée, vit en régime de polygamie, 2 enfants du premier	6ème	Viande congelée	4ans

		mariage			
Julieta	22	Célibataire	1ère année d'université	Produits alimentaires spécialisés : yaourts, mayonnaise. ..	1 an
Marta	42	Vit en couple, 3 enfants	CM1	Produits alimentaires divers et frais : patates, huile, farine, oignons...	10 ans
Dona Guilda	40	Mariée, 3 enfants	5ème	Produits alimentaires non périssables: type épicerie.	8 ans
Florina	41	Vit en couple, d'une deuxième union, a deux enfants du premier mari	(à repris les études) est actuellement en Terminale	Produits alimentaires spécialisés : yaourts, mayonnaise. ..	3 ans
Isabel	21	Vit en	Terminale	Oignons et	2 ans

		couple, 1 enfant		patates.	
Lina	35	Séparée, 2 enfants	2ème année de licence à l'université	Vêtements, produits de beauté.	5 ans
Louisa	34	Séparée, 2 enfants, vit en couple	Terminale	Vêtements, produits de beauté.	6 ans

Annexe 4 : Tableau comparatif des trajectoires

Prénom	Trajectoire d'émergence économique	Trajectoire de vie privée
<p>Ana (36ans)</p>	<p>Ana est mukherista depuis 2004. Elle vit seule, elle est propriétaire d'une maison dans le quartier Polana Caniço, un bidon ville dans la ville de Maputo. Sa maison est cloturée par des murs en briques et elle possède une petite boutique à l'avant de sa maison pour vendre ses produits. Sa maison est équipée en eau, électricité, en appareils électrodomestiques (télé, appareil de son, ordinateur). Deux annexes sont louées à deux autres femmes célibataires (dont une prostituée) ce qui lui rapport un revenu complémentaire. Elle a aussi pour habitude de prêter de l'argent (entre 1000 et 3000 meticais, soit entre 25 et 75 euros).</p>	<p>Ana est célibataire. Elle est veuve de son premier mariage traditionnel (son ancien mari a payé sa dot). Elle n'a pas pu avoir d'enfant car elle est stérile. Cependant, elle a une vie sexuelle active. Elle a souvent des petits amis qui viennent la voir mais n'a aucune relation stable. Elle s'est séparée de son dernier petit ami car il profitait d'elle et voulait vivre chez elle sans rien payer de loyer. Elle se plaint des hommes qui profitent de son argent et préfère donc vivre seule.</p>
<p>Zaida (34ans)</p>	<p>Elle est mukherista depuis seulement 6 mois. Elle vit dans une maison en ciment très</p>	<p>Zaida vit avec son mari depuis 14 ans, la maison lui appartient. Zaida a deux enfants, elle a perdu son</p>

	<p>précaire dans le quartier Polana Caniço, elle est équipée en électricité et possède des appareils électrodomestiques (télé, appareil de son). Avant, elle vendait des vêtements d'occasion dans la rue. À cause de la crise et de l'augmentation du prix de l'essence, son mari (conducteur de bus) ne trouve plus de travail. Elle a décidé de changer de travail et devenir mukherista pour aider sa famille. Zaida trouve cette profession stressante mais ne souhaite pas continuer. Grâce à l'argent du mukhero elle a construit des murs en brique autour de sa maison et fait construire une petite boutique pour vendre des produits devant chez elle.</p>	<p>premier fils à cause de la malaria il y a deux ans. Elle dit être très traumatisée par la mort de son fils. Elle est mariée et son mari à payer la dot. Un cousin d'une autre région du pays vit aussi avec eux dans la maison, il partage la chambre avec son fils et aide dans les tâches ménagères en échange.</p>
<p>Hortensi (32ans)</p>	<p>Hortensia travaille comme mukherista depuis quatre ans. Elle s'est tout de suite spécialisée dans l'importation de viande congelée car c'est un produit particulièrement prisé au Mozambique. Après avoir fait une demande de micro-crédit, elle s'est achetée un congélateur</p>	<p>Hortensia est divorcée et raconte avoir été « abandonnée par son mari qui est parti avec la voisine ». Depuis cet événement, elle n'a pas souhaité se remarier officiellement. Elle profite d'un système qui lui convient mieux. Son nouveau mari a une première femme mais il a payé la dot</p>

	<p>pour conserver la viande. Aujourd'hui elle vend de la viande dans un petit snack dans la périphérie de Maputo. Grâce à l'argent de son commere elle est entrain de se faire construire une maison en ciment et ses enfants sont scolarisés. Elle dit que sa situation s'est améliorée depuis qu'elle a commencé.</p>	<p>d'Hortensia. Elle a choisi cette situation pour pouvoir garder sa maison et élever ses enfants. Son nouveau mari vient la voir un jour sur deux.</p>
<p>Julieta (22ans)</p>	<p>Julieta est étudiante, elle travaille comme mukherista depuis 1 ans pour payer ses études en gestion des entreprises. Avec l'argent du mukhero, elle dit avoir réussi à payer ses études et à se payer un terrain sur lequel elle veut faire construire une maison à deux étages. Elle dit être arrivée à s'en sortir financièrement « par la force de sa volonté » sans l'aide de ses parents.</p>	<p>Elle est la fille aînée d'une famille de 6 enfants qui vit dans un quartier pauvre de Maputo (Matola). Elle un petit ami et veut se marier avec lui et vivre ensemble dans sa propre maison qu'elle souhaite faire construire.</p>
<p>Marta (44ans)</p>	<p>Mukherista depuis 10 ans, fait un voyage par semaine et le reste du temps elle possède un petit stand sur le marché Compone dans le quartier populaire de Poulana Caniço où elle vend directement ses produits et</p>	<p>L'histoire de Hortensia semble montrer que l'émergence économique qu'elle a connu grâce au mukhero lui a permis de contourner des critères de vulnérabilité comme le sexe, le handicap et son origine sociale</p>

	<p>emploi un vendeur. Physiquement handicapée depuis les années 90 à cause d'une balle dans la jambe au sortir de la guerre, elle dit avoir réussi à s'en sortir grâce au Mukhero et ses bénéfices lui ont permis de construire sa propre maison.</p>	<p>puisqu'elle n'est allée à l'école que jusqu'au CE2.</p>
<p>Guilda (40ans)</p>	<p>Guila possède un commerce dans le marché Compone où elle vend des produits alimentaires non périssables du type épicerie. Elle est seule à tenir sa boutique mais elle reçoit l'aide d'une cousine qui la remplace en cas de besoin. Elle possède aussi une voiture personnelle qui lui permet de faire se achats à la frontière.</p>	<p>Guilda vit avec ses enfants et son mari dans un foyer où vivent sept personnes au total. Pour la gestion du budget de la famille, elle explique qu'il y a une coopération avec son mari même si elle gagne mieux que lui. Dans la maison, elle dit que les décisions sont prises en commun ce qui montre une répartition des rôles assez égalitaires.</p>
<p>Florina (41ans)</p>	<p>Florina n'exerce pas le métier de mukherista à plein temps, elle va jusqu'en Afrique du Sud seulement une fois par semaine, le samedi ou les jours fériés. Le reste du temps elle travail comme standardiste dans une agence de voyage.</p>	<p>L'activité du mukhero est une façon pour Florina d'échapper à l'autorité et aux violences de son mari (douanier) qui gagne beaucoup mieux qu'elle. Puisque son mari ne veut pas participer au budget de l'alimentaire et de l'éducation des enfants, Florina est obligée de travailler dans le mukhero pour pallier aux besoins de ses enfants.</p>

<p>Isabel (21ans)</p>	<p>Isabel travaille sur le marché grossiste Zimpeto dans la périphérie de Maputo où elle vend des oignons et des patates par sac de 5 ou 10 kilos avec sa mère. Cette jeune fille est devenue mukherista par influence de sa mère qui y travaille depuis plus de 15 ans. Isabel a terminé le lycée mais elle n'avait pas assez d'argent pour continuer ses études à l'université.</p>	<p>Isabel n'a pas encore d'enfant mais est mariée depuis 2 ans, elle souhaiterait avoir deux enfants. Elle pense que sa nouvelle génération que celle de ses parents. À présent, dans les couples, il y a un partage des tâches. Elle affirme qu'avec son mari ils négocient toutes les décisions du foyer à deux.</p>
<p>Lina (35ans)</p>	<p>Lina travaille dans le mukhero depuis sa séparation avec son mari. Devoir faire face aux dépenses de son foyer l'a obligé à entrer dans le mukhero. Elle a commencé par acheter de la viande au Swaziland et a fait fructifier son commerce grâce à un emprunt à la banque. Aujourd'hui elle importe des produits de beauté et des vêtements qu'elle va acheter en Chine en les passant illégalement par la douane de l'aéroport.</p>	<p>Suite à sa séparation avec son mari qui a représenté un événement particulièrement traumatique pour Lina, elle ne souhaite plus se remarier. Avec l'argent de son commerce elle a repris les études à l'université et se fait construire une maison. Ses objectifs pour les futurs sont centrés sur l'éducation de sa fille et sa formation professionnelle. Après ses études de gestion elle souhaiterait être embauchée dans le secteur formel dans une grande entreprise.</p>
<p>Louisa (34ans)</p>	<p>Louisa a deux enfants et a aussi débuté le mukhero suite à sa</p>	<p>Louisa vit actuellement en concubinage avec un nouveau</p>

<p>séparation avec son mari. Elle a commencé par acheté des vêtements en Afrique du Sud, qu'elle venait revendre à Maputo. Suite à l'augmentation du rand, elle a décidé de changer de branche pour faire du commerce international informel avec l'Inde. Aujourd'hui, grâce un prêt à la banque, elle parvient à avoir un niveau de vie assez élevé et à assurer la sécurité de ses enfants (santé et éducation).</p>	<p>compagnon qui n'aime pas son activité. Malgré les critiques de son mari, elle dit ne pas avoir vouloir changer d'activité car elle lui permet d'être indépendante. Elle a mis de l'argent de côté pour ses enfants et pour la construction de sa propre maison. Louise ne souhaite pas dépendre du salaire de son mari en cas de séparation.</p>
--	---

Annexe 6 : Photographie :



Illustration 1: une mukherista d'oranges sur le marché du Zimpeto. Sources : propres.

Annexe 7 : Photographie



Illustration 2: la frontière Ressano Garcia (en le Mozambique et l'Afrique du Sud). « Malgré cette rationalisation de l'espace, la frontière a toujours

An *une apparence chaotique, les véhicules bondés frôlent les piétons chargés*
ne *eux aussi de colis, les contrôles d'identité se font de manière aléatoire et*
xe *le paiement des taxes douanières s'organise de façon très informelle,*
laissant place à un fort degré de corruption ». Sources : Internet.

8 :

Illustrations : La frontière de Ressano Garcia



Illustration 4: L'organisation du passage des piétons et des véhicules. Sources: Internet.



Illustration 5: Le contrôle d'identité à la frontière. Sources: Internet.



Illustration 6: La file d'attente pour le contrôle d'identité à la frontière. Sources: Internet.